



Rivista di  
Criminologia, Vittimologia e Sicurezza

*Organo ufficiale della  
Società Italiana di Vittimologia (S.I.V.)*

Anno IX

N° 1

Gennaio-Aprile 2015

# Rivista di Criminologia, Vittimologia e Sicurezza

*Rivista quadrimestrale fondata a Bologna nel 2007*

ISSN: 1971-033X

Registrazione n. 7728 del 14/2/2007 presso il Tribunale di Bologna

**Redazione e amministrazione:** Società Italiana di Vittimologia (S.I.V.) - Via Sant'Isaia 8 - 40123 Bologna - Italia; Tel. e Fax. +39-051-585709; e-mail: [augustoballoni@virgilio.it](mailto:augustoballoni@virgilio.it)

---

## ***Rivista peer reviewed (procedura double-blind) e indicizzata su:***

Catalogo italiano dei periodici/ACNP, Progetto CNR SOLAR (Scientific Open-access Literature Archive and Repository), directory internazionale delle riviste open access DOAJ (Directory of Open Access Journals), directory internazionale delle riviste scientifiche DRJI (Directory of Research Journals Indexing), Google Scholar, EBSCO Discovery Service, Academic Journal Database

---

*Editore e Direttore:*

**Augusto BALLONI**, presidente S.I.V., già professore ordinario di criminologia, Università di Bologna, Italia ([direzione@vittimologia.it](mailto:direzione@vittimologia.it))

---

## **COMITATO EDITORIALE**

*Coordinatore:*

**Raffaella SETTE**, dottore di ricerca in criminologia, professore associato, Università di Bologna, Italia ([redazione@vittimologia.it](mailto:redazione@vittimologia.it))

Elena BIANCHINI (Università di Bologna), Roberta BIOLCATI (Università di Bologna), Fabio BRAVO (Università di Bologna), Lorenzo Maria CORVUCCI (Foro di Bologna), Maria Pia GIUFFRIDA (Dipartimento per l'Amministrazione Penitenziaria, Ministero della Giustizia), Giorgia MACIOTTI (Università Tolosa 1 Capitole, Francia), Cecilia MONTI (S.I.V.), Andrea PITASI (Università "G. D'Annunzio, Chieti), Sandra SICURELLA (Università di Bologna)

---

## **COMITATO SCIENTIFICO**

*Coordinatore:*

**Roberta BISI**, vice Presidente S.I.V., professore ordinario di sociologia della devianza, Università di Bologna, Italia ([comitatoscientifico@vittimologia.it](mailto:comitatoscientifico@vittimologia.it))

Andrea BIXIO (Università Roma "La Sapienza"), Encarna BODELON (Università Autonoma di Barcellona, Spagna), Stefano CANESTRARI (Università di Bologna), Laura CAVANA (Università di Bologna), Janina CZAPSKA (Università Jagiellonian, Cracovia, Polonia), Lucio D'ALESSANDRO (Università degli Studi Suor Orsola Benincasa, Napoli), François DIEU (Università Tolosa 1 Capitole, Francia), Maria Rosa DOMINICI (S.I.V.), John DUSSICH (California State University, Fresno), Jacques FARSEDAKIS (Università Europea, Cipro), Paul FRIDAY (University of North Carolina, Charlotte), Jean-Marie LEMAIRE (Institut Liégeois de Thérapie Familiale, Belgio), André LEMAÎTRE (Università di Liegi, Belgio), Silvio LUGNANO (Università degli Studi Suor Orsola Benincasa, Napoli), Mario MAESTRI (Società Psicoanalitica Italiana, Bologna), Luis Rodriguez MANZANERA (Università Nazionale Autonoma del Messico), Gemma MAROTTA (Sapienza Università di Roma), Maria Rosa MONDINI (Centro Italiano di Mediazione e Formazione alla Mediazione, Bologna), Stephan PARMENTIER (Università Cattolica, Lovanio, Belgio), Tony PETERS† (Università Cattolica, Lovanio, Belgio), Monica RAITERI (Università di Macerata), Francesco SIDOTI (Università de l'Aquila), Philip STENNING (Università di Griffith, Australia), Emilio VIANO (American University, Washington, D.C.), Sachio YAMAGUCHI (Università Nihon Fukushi, Giappone), Christina ZARAFONITOU (Università Panteion, Atene), Vito ZINCANI (Procura della Repubblica, Modena)

# Rivista di Criminologia, Vittimologia e Sicurezza

---

ISSN 1971-033X  
Anno IX, Numero 1

INDICE

Gennaio-Aprile 2015

## **Éditorial**

par *René Lévy*

pag. 4

## **I flussi migratori: questioni controverse che attraversano la cultura e il diritto nella società contemporanea**

di *Roberta Bisi*

pag. 7

doi: 10.14664/rcvs/151

## **La lutte contre l'immigration irrégulière. Quelques reprises sur l'expérience française**

par *François Dieu*

pag. 18

doi: 10.14664/rcvs/152

## **Des vies en marges : le mal-être qui fait irruption et qui différencie**

par *Raffaella Sette*

pag. 28

doi: 10.14664/rcvs/153

## **Le sfide che i figli degli immigrati devono affrontare**

di *Sandra Sicurella*

pag. 43

doi: 10.14664/rcvs/154

## **Prostitution and Human Trafficking**

by *Luca Luccitelli*

pag. 54

doi: 10.14664/rcvs/155

## **Migrazione e salute mentale: un problema emergente**

di *Luca Cimino*

pag. 59

doi: 10.14664/rcvs/156

## **The Intercultural Mediation: facilitate relations between immigrants and native born citizens**

by *Elena Bianchini*

pag. 67

doi: 10.14664/rcvs/157

## **Migrations et société en réseau : TIC et expérience migratoire entre pays d'origine et société d'accueil**

par *Giorgia Macilotti*

pag. 81

doi: 10.14664/rcvs/158

## **Focus giurisprudenziale**

a cura di *Lorenzo Maria Corvucci*

pag. 102

## Éditorial

*René Lévy\**

Les textes présentés dans cet ensemble sont issus d'une journée Interlabo du réseau du Groupe européen de recherche sur les normativités (GERN) qui s'est tenue, le 10 octobre 2014, à l'initiative de Madame la professeure Roberta Bisi, directrice du Centro Interdisciplinare di Ricerca sulla Vittimologia e Sulla sicurezza (CIRVIS) de l'Université de Bologne. Cette rencontre a porté sur la question des « Flux migratoires et questions controversées de culture et de droit dans la société contemporaine ».

Au cours des trente dernières années, l'Italie a connu un véritable retournement de sa situation migratoire. Jusqu'au milieu des années 1980, et depuis plus d'un siècle – comme l'indique Sandra Sicurella – elle a massivement exporté ses habitants dans le monde entier, elle est depuis devenue un pays d'immigration, en provenance notamment, d'Afrique et du Moyen-Orient.

Les différents articles présentés ici ne se concentrent pas sur les politiques répressives et la lutte contre l'immigration illégale – à l'exception de celui de François Dieu qui s'attache à décrire les politiques publiques françaises dans ce domaine – mais s'attachent plutôt à la dimension interculturelle de la rencontre entre les migrants et la société italienne et à ses conséquences.

Comme l'observe S. Sicurella, l'arrivée massive de migrants survivant dans une grande précarité a suscité dans la société d'accueil des réactions xénophobes ou racistes érigeant parfois le

migrant en ennemi public, assimilant ces étrangers à des criminels et en faisant le bouc émissaire du sentiment d'insécurité. Les stéréotypes négatifs dont ces migrants sont l'objet sont étrangement semblables à ceux dont les émigrants italiens ont eux-mêmes été victimes dans le passé, mais cette expérience historique ne prémunit nullement les Italiens d'aujourd'hui de les adopter à leur tour à l'encontre de ces étrangers. C'est aussi que la situation « d'accueil » n'est pas la même : lorsque les Italiens émigraient en masse vers les Amériques, ils arrivaient dans des pays demandeurs d'immigration et relativement peu peuplés, même si les conditions de vie y étaient souvent extrêmement difficiles pour les nouveaux arrivants. Or, nous savons dans quelles conditions les émigrants actuels fuient leur pays d'origine et parviennent sur le territoire italien : leur arrivée y est bien davantage subie que souhaitée. La situation migratoire de l'Italie questionne dès lors toutes les institutions, comme le montrent Roberta Bisi et Luca Cimino à propos du système de santé mentale ou Sandra Sicurella à propos du système d'enseignement.

---

\* Directeur de recherche au CNRS, directeur du GERN (Cesdip, CNRS/Ministère de la Justice/Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, France).

L'émigration a toujours constitué un événement traumatisant dans la vie des émigrants : la rupture avec le milieu d'origine, avec les proches, les dangers du voyage – dont les conditions atroces actuelles sont sans commune mesure avec celles, certes pénibles mais relativement sûres de l'émigration italienne d'antan – les difficultés de l'implantation dans le pays de destination et les incertitudes de l'avenir, sont autant de sources de stress intense (comme l'écrit L. Cimino) que ne contrebalancent pas nécessairement les espoirs d'une vie meilleure. Rien d'étonnant à ce que les migrants constituent un terrain propice aux troubles psychologiques et aux maladies mentales, non seulement à la première mais aussi à la deuxième génération, comme l'indique encore L. Cimino. Dans le cas de la prise en charge des maladies mentales des migrants – comme par exemple le jeune Erythréen décrit par R. Bisi – on retrouve la problématique de l'ethnopsychiatrie telle que l'ont élaborée un Georges Devereux aux Etats-Unis ou un Tobie Nathan en France<sup>1</sup> visant à prendre en considération la dimension culturelle et anthropologique des patients dans la compréhension et la thérapie des troubles psychiques.

L'Italie se trouve, qu'elle le veuille ou non, dans une situation de pluriculturalisme dont elle doit assumer les conséquences. Le système scolaire doit ainsi faire face à un afflux d'élèves déracinés, souvent traumatisés par les conditions de leur émigration et leur précarité présente, possédant peu ou mal la langue du pays

---

<sup>1</sup> Voir par exemple: G. Devereux *Essais d'ethnopsychiatrie générale*, Paris, Gallimard, 1970 (réédition poche, Paris, Gallimard, coll. "Tel", 1983) ; T. Nathan, *La Folie des autres. Traité d'ethnopsychiatrie clinique*, Paris, Dunod, collection "Psychismes", 1986.

d'accueil, alors que l'institution comme les enseignants sont mal préparés et équipés pour y faire face et peinent à établir des relations adéquates avec les familles. Comme le dit S. Sicurella, les jeunes d'origine étrangère et le système éducatif sont confrontés à un défi qui déterminera la place de ceux-ci dans la société italienne, selon que ces jeunes parviendront ou non à servir de passerelle entre leur milieu d'origine et la société d'accueil.

Cette idée est reprise de manière plus systématique par Elena Bianchini qui, face aux tensions suscitées par l'immigration, prône le recours à une médiation interculturelle professionnalisée dans les différentes situations où les migrants entrent en contact avec les institutions publiques. Cette fonction du médiateur est multiple : il s'agit à la fois d'aider les deux parties à surmonter les barrières linguistiques, de faire comprendre aux institutions et au public en quoi consistent les difficultés des migrants, d'assister ces derniers dans l'usage des services publics ou privés dont ils peuvent bénéficier dans la société d'accueil, de prévenir les conflits ou d'aider à les résoudre ; c'est une sorte d'homme (ou de femme)-orchestre de l'intermédiation.

A l'arrière-plan de beaucoup de ces analyses on discerne – même si la référence n'apparaît pas explicitement (sauf dans l'article de Raffaella Sette) - cet objet bien connu des sociologues du crime, le « conflit de culture » et plus spécialement celui que Thorsten Sellin appelle le conflit de culture « externe », entre les normes de conduite du groupe majoritaire et celles des immigrants : que l'on compare par exemple les « crime d'honneurs » décrits par Raffaella Sette ou Roberta Bisi et celui qu'évoque Sellin lui-

même, à propos d'un père, sicilien du New Jersey, vengeant l'honneur de sa fille en tuant le séducteur de celle-ci et s'étonnant d'être poursuivi pour avoir « seulement défendu de façon traditionnelle l'honneur de sa famille »<sup>2</sup>. Pour Sellin, « un tel conflit continuera aussi longtemps que le processus d'acculturation ne sera pas achevé ».

Cette affirmation nous renvoie à la question du modèle d'intégration des migrants dans la société d'accueil, dès lors qu'il est prévisible qu'une grande partie d'entre eux seront amenés à y demeurer et à y faire souche. Il faut espérer que, dans ce domaine, l'Italie parviendra à définir et à mettre en œuvre des politiques publiques efficaces et consensuelles, afin que s'éloigne la tentation de faire des migrants et de leurs descendants les boucs émissaires de toutes les peurs. Les articles présentés ici constituent un pas dans cette direction.

---

<sup>2</sup> Sellin T., *Culture, conflict, and crime*, New York, Social Science Research Council, 1938 (trad. Française : *Conflits de culture et criminalité*, Paris, Ed. Pedone, 1984). La citation se trouve p. 68 de l'édition française.

## I flussi migratori: questioni controverse che attraversano la cultura e il diritto della società contemporanea

*Roberta Bisi\**

### **Riassunto**

I flussi migratori rappresentano un fattore di trasformazione della società, dell'economia, dei servizi e della cultura che pongono rilevanti interrogativi a tutti i settori della comunità, evidenziandone spesso le contraddizioni, e alimentando perplessità anche per quanto concerne il concetto di identità, inteso come apertura e continuo rimando ad altro da sé.

### **Résumé**

Les flux migratoires représentent un facteur de transformation de la société, de l'économie, des services et de la culture. C'est pourquoi, ils posent une série de questions considérables à tous les secteurs de la communauté, mettant souvent en évidence les contradictions et soulevant des incertitudes aussi sur le concept d'identité. Ce dernier doit être vu comme une ouverture et un renvoi continu à autrui.

### **Abstract**

Migration flows are gradually transforming the culture, the services and the economy of our society highlighting a series of contradictions and uncertainties involving the concept of identity which needs to be regarded and reassessed in the light of the new perspectives developed by the modified social situations.

**Key words:** migration flows; culture; law; identity; citizenship.

---

\* Professore ordinario (settore scientifico-disciplinare SPS/12 – sociologia giuridica, della devianza e mutamento sociale) presso la Scuola di Scienze Politiche - Università di Bologna.

Questo Interlabo, organizzato dal Centro interdisciplinare di ricerca sulla vittimologia e sulla sicurezza dell'Università di Bologna (C.I.R.Vi.S.) e dal Groupe Européen de Recherches sur les Normativités (Gern) rappresenta un'ottima occasione per formulare alcune riflessioni su un tema di grande attualità: i flussi migratori e, a questo proposito, vorrei riferirmi, partendo da uno dei brani più noti e citati dell'antropologia italiana, al ricordo dell'etnologo Ernesto de Martino quando racconta di una volta in Calabria dove, cercando una strada, egli e i suoi collaboratori fecero salire in auto un anziano pastore perché indicasse loro la giusta direzione da seguire, promettendogli di riportarlo poi al posto di partenza. L'uomo salì in auto pieno di diffidenza, che si trasformò via via in una vera e propria angoscia territoriale, non appena dalla visuale del finestrino sparì alla vista il campanile di Marcellinara, il suo paese. Il campanile rappresentava per l'uomo il punto di riferimento del suo circoscritto spazio domestico, senza il quale egli si sentiva realmente spaesato. Quando lo riportarono indietro, in fretta, l'uomo stava penosamente sporto fuori dal finestrino, scrutando l'orizzonte per veder riapparire il campanile. Solo quando lo rivide, il suo viso finalmente si riappacificò<sup>1</sup>.

Un brano questo che contribuisce a mettere a fuoco il problema delle "patrie culturali", di luoghi che acquisiscono un valore psichico, divenendo l'indice soggettivo del rapporto tra l'essere umano e lo spazio circostante, che raccoglie al suo interno gli aspetti interiori,

---

<sup>1</sup> E. de Martino, *La fine del mondo. Contributo all'analisi delle apocalissi culturali*, Einaudi, Torino, 1977; D. Altobelli, "I luoghi della tipicità e della tradizione", in M. Ruini (a cura di), *Dentro e fuori la città*, Edizioni Nuova cultura, Roma, 2010, pp. 77-97.

intimamente significativi, e quelli collettivi, storicamente determinati: in altri termini, dall'anima, dalle forme archetipiche alla realtà dei luoghi e degli ambiti della vita quotidiana<sup>2</sup>.

Il luogo è un'entità raccolta che, a volte, può essere chiusa, semiaperta od aperta e che rimanda al senso del riparo e del ritorno. E' vero comunque che, come sovente accade ai migranti, il luogo si può alterare e può perdere quelle caratteristiche di protezione e di accoglienza che gli erano in precedenza attribuite<sup>3</sup>. Negli interventi previsti nel corso della giornata di studio si è fatto riferimento ad un caso di omicidio volontario aggravato, avvenuto nel 2010 in provincia di Modena, commesso da padre e figlio, entrambi pakistani, nei confronti della rispettiva moglie e madre, colpevole di aver condiviso il rifiuto opposto dalla figlia alla volontà del padre di darla in sposa ad un uomo figlio di un suo fratello e persona di suo gradimento. La figlia, intervenuta per soccorrere la madre, veniva colpita e riportava gravissime lesioni personali, con riserva di prognosi e necessità di intervento chirurgico d'urgenza.

La ragazza, secondo le testimonianze raccolte da alcune compagne di scuola, aveva confidato loro di essere stata promessa sposa dal padre e sebbene inizialmente, con l'aiuto ed il supporto materno, avesse rifiutato, successivamente, a seguito dei maltrattamenti ai quali veniva costantemente sottoposta la madre, ella aveva accettato di sposare un suo cugino. L'inserimento della ragazza nei servizi educativi e

---

<sup>2</sup> E. Liotta, *Su anima e terra. Il valore psichico del luogo*, Magi, Roma, 2005.

<sup>3</sup> R. Bisi, "Quale spazio per la vittima nella società contemporanea?", in A. Balloni (a cura di), *Cittadinanza responsabile e tutela della vittima*, Clueb, Bologna, 2006, pp. 61-72.



nella scuola del Paese di immigrazione ha profondamente inciso nei legami tra le generazioni ed anche nella comunicazione in ambito familiare tanto che la ragazza, per meglio e più velocemente apprendere la lingua italiana, si rivolgeva ad un'insegnante privata che le aveva offerto tale possibilità. In tal modo la ragazza, come avviene sovente in queste situazioni, si avventurava da sola in un mondo di nuove parole e di nuove conoscenze lasciando "i genitori sull'altra riva"<sup>4</sup>, compromettendo pertanto l'autorità e il prestigio genitoriale.

Dalle testimonianze raccolte si evince che la donna uccisa aveva da tempo chiesto di poter essere allontanata dall'abitazione coniugale e allorché i carabinieri la convinsero a rientrare nella propria abitazione, dopo aver parlato con il marito, raccomandandole di presentarsi il giorno successivo in caserma per sporgere denuncia, la figlia, di fronte a questo invito, disse: "se ci sarà ancora".

Il medico di base, inoltre, sentita dopo l'omicidio commesso, riferì ai carabinieri che da circa un anno le figlie le avevano comunicato di vivere in un clima familiare di tensione, fatto di minacce e di privazioni.

Da questo punto di vista, è evidente come l'immigrazione rappresenti un fattore di trasformazione della società, dell'economia, dei servizi e della cultura che pone rilevanti interrogativi a tutti i settori della comunità, evidenziandone spesso le contraddizioni. Sovente, l'atteggiamento occidentale sembra voler confinare i delitti d'onore, intrinsecamente legati alle pratiche di segregazione di donne e bambine costrette a matrimoni forzati,

---

<sup>4</sup> R. Beneduce, *Frontiere dell'identità e della memoria*,

nell'ambito della cultura patriarcale presente in molti Paesi a maggioranza musulmana, e al contempo a giustificarli per rispettare le differenze culturali<sup>5</sup>. In tal senso, alcuni anni fa (2007), due casi di cronaca giudiziaria misero ben in evidenza il rapporto problematico tra multiculturalismo e diritti fondamentali: un uomo, di origine sarda e migrato in Germania da alcuni anni, venne condannato da un Tribunale tedesco (Bückeburg) per aver stuprato e sevizato la propria fidanzata. Lo sdegno e lo stupore nei confronti della condanna erano legati al fatto che il Tribunale tedesco aveva ritenuto di concedere al condannato una riduzione di pena poiché la sua condotta sarebbe stata influenzata dalle "particolari impronte culturali ed etniche". Il secondo caso riguarda un immigrato pakistano condannato dal Tribunale di Brescia per l'omicidio della figlia con l'aggravante di aver agito per motivi abietti e futili<sup>6</sup>. Si legge nella sentenza della Cassazione penale, Sezione I, 18 febbraio 2010, n.6587: "il motivo è abietto le volte in cui la motivazione dell'agente ripugni al comune sentire della collettività; ed è altresì vero che nella valutazione di siffatto rapporto di 'repulsione' il Giudice di merito non possa prescindere, nel suo scrutinio, dalle ragioni soggettive dell'agire in termini di riferimenti culturali, nazionali, religiosi della motivazione dell'atto criminoso; ma nella specie, [...] la motivazione assorbente dell'agire dell'imputato è scaturita da un patologico e distorto rapporto di

---

FrancoAngeli, Milano, 1988.

<sup>5</sup> L. Welchman, *Honour and Violence Against Women in a Modern Sbar'I Discourse* (disponibile sul sito: [http://eprints.soas.ac.uk/7665/1/Welchman\\_in\\_HA\\_WWA\\_2007\\_pre-publication.pdf](http://eprints.soas.ac.uk/7665/1/Welchman_in_HA_WWA_2007_pre-publication.pdf)).

<sup>6</sup> P. Parolari, "Reati culturalmente motivati. Una nuova sfida del multiculturalismo ai diritti fondamentali", *Ragion pratica*, 31, 2008, pp. 529-558.

‘possessione parentale’, essendosi la riprovazione furiosa del comportamento negativo della propria figlia fondata non già su ragioni o consuetudini religiose e culturali [...] bensì sulla rabbia per la sottrazione al proprio reiterato divieto paterno”.

Il movente dell’omicidio sarebbe stato dettato dalla necessità di ristabilire l’onore della famiglia, oltraggiato dal comportamento della figlia che aveva scelto uno stile di vita occidentale. Questi due casi, pur nella loro diversità, si trovano accomunati nella relazione, assai controversa, tra identità culturale e condotta penalmente rilevante degli imputati. In particolare, il fattore culturale ha giocato *pro reo* nel primo caso, mentre nel caso del pakistano ha pesato *contra reum*. Sembra, pertanto, “normale” discutere di attenuante culturale o anche di aggravante nei casi di delitti d’onore commessi da maschi musulmani e, d’altro canto, vengono criminalizzati altri comportamenti quali, ad esempio, l’uso del velo<sup>7</sup>.

E’ vero che le migrazioni, come in precedenza anticipato, rappresentando un fattore di trasformazione della società, pongono molti interrogativi anche per quanto concerne il concetto di identità che trova la sua piena realizzazione sul piano delle pratiche di vita attraverso le quali l’uomo si mette in relazione con il mondo mediante il suo conoscere e il suo agire. Identità quindi non come chiusura, bensì come apertura, un continuo rinvio ad altro da sé. Di qui l’indispensabile riconoscimento del vincolo fra mutamento e senso di una cultura

---

<sup>7</sup> S. Ceccanti, “Se l’Italia si ‘difende’ dal burqa e dimentica la cittadinanza”; M. Nussbaum, “Proibire il velo significa discriminare”, *Reset*, 134, 2012 (disponibile al sito: <http://www.reset.it/magazine/134>).

che ha accumulato la sua esperienza e le sue motivazioni nel tempo. Nel momento in cui la realtà locale avverte che tale riconoscimento viene inficiato dalla presenza di popolazioni avvertite come estranee e capaci di destabilizzare le certezze e le consuetudini, allora la finalità prevalentemente difensiva privilegia l’interesse dei “minacciati” e lascia in ombra la finalità “riadattiva e reintegrativa”.

In tal senso, anche i servizi sanitari e in particolare quelli psichiatrici sono sollecitati a identificare e a definire l’insorgenza e la presentazione di sintomi, l’andamento clinico, l’*outcome*, la risposta al trattamento, la facilità o meno di accesso alle cure. A questo proposito anche la psichiatria e la criminologia psichiatrica avvertono la difficoltà di doversi confrontare con situazioni assai problematiche.

Un esempio emblematico è quello di un giovane albanese, condannato per omicidio volontario e rapina, fatti avvenuti in provincia di Trento nel 2009, il quale, negando qualsiasi responsabilità, ha sempre affermato di sapere solo che era stato ucciso un ragazzo e di essere estraneo a quell’avvenimento anche se l’ unica responsabilità, a suo dire, era quella di essersi trovato “nel momento sbagliato nel posto sbagliato”.

Si è potuto constatare che il medesimo è stato in grado di ricostruire molte vicende della propria storia di vita dimostrando in tal modo di non presentare disturbi per quanto riguardava la memoria sia per fatti recenti che fatti lontani, pur in presenza delle consapevoli risposte relative al “non sapere e al non ricordare”. Ad esempio, precisò di essersi sposato nel 2007, di aver convissuto sempre con la moglie che incontrava regolarmente tutti i sabati insieme ad altri

familiari durante i permessi che gli venivano concessi come internato presso l'OPG (Ospedale Psichiatrico Giudiziario) di Reggio Emilia.

Nel corso degli accertamenti psichiatrico-forensi è stato sottolineato che, di fronte alla richiesta di precisazioni o di puntualizzazioni relative al fatto per cui era imputato, ricorreva spesso, come in precedenza sottolineato, alle espressioni “non ricordo”, “non sono in grado di precisare”.

Questo modo di reagire, collegabile ad una modalità di simulazione, può, tuttavia, per la qualità del suo estrinsecarsi, apparire come un comportamento reattivo di una personalità, caratterizzata da tratti di immaturità, che vive una situazione di grave difficoltà essendo posta di fronte a contingenze eccezionali: il doversi, ad esempio, difendere da un'accusa legata ad un comportamento che egli ha sempre negato. I fattori stressanti che hanno costellato la vita di questo ragazzo, come i dati raccolti nel corso della perizia misero in evidenza, sono la fine di una relazione sentimentale con una fidanzata italiana, il matrimonio “combinato”, quindi imposto e solo all'apparenza gradito ed accettato, dal quale nacque una figlia, la perdita di una persona cara e con un ruolo importante, quale è stata la morte dello zio materno considerato dal ragazzo come un padre.

E' evidente che le famiglie straniere vivono e condividono con i nuclei autoctoni molti problemi quotidiani. Tuttavia, esse presentano fragilità specifiche causate proprio dalla migrazione: tra queste merita di essere annoverata l'assenza degli anziani, dei nonni, figure importanti perché depositarie di memorie familiari di cui garantiscono la trasmissione tra le generazioni. E' alla luce di queste considerazioni

che può essere letto ed interpretato, nel caso in esame, l'evento stressante della morte dello zio materno che può aver contribuito a creare un “vuoto generazionale”<sup>8</sup>.

Questi fatti, come evidenziato in precedenza, vanno inseriti in un contesto di personalità scarsamente differenziata ed immatura. L'immaturità della personalità emerge dalla biografia del ragazzo e, in modo significativo, dal test di Rorschach dove il soggetto ha offerto una prova particolarmente povera sia sul piano quantitativo che qualitativo, evidenziando un fondo astenico e depressivo strutturale che determina passività e dipendenza, limitando fortemente le risposte all'ambiente e all'altro. Era altresì presente uno spirito critico ed oppositivo molto marcato, sicuramente compensatorio di un vissuto interno di inadeguatezza, che lo spingeva a porsi in modo critico e polemico nei confronti dell'altro, escludendo qualsiasi atteggiamento di ascolto e di condivisione.

Al test si evidenziava anche un chiaro senso di lontananza dal modo comune di sentire e di pensare che non ha facilitato un adeguato inserimento nel contesto sociale di appartenenza. Sul piano affettivo, la personalità appariva strutturalmente povera ed immatura nelle sue espressioni e la gestione degli impulsi era carente. I meccanismi difensivi erano fragili e la rimozione, tesa ad escludere dalla coscienza determinate rappresentazioni connesse ad una pulsione il cui soddisfacimento entrerebbe in contrasto con altre esigenze psichiche, appariva il meccanismo prevalente.

---

<sup>8</sup> V. Iori, “Famiglie migranti e integrazione scolastica”, in E. Scabini, G. Rossi (a cura di), *La migrazione come evento familiare*, Vita e Pensiero, Milano, 2008.

Questi tratti di personalità, senz'altro abnormi, possono essere collegati ad un disturbo di adattamento che incide ulteriormente sull'affettività, provocando ansia e depressione del tono dell'umore con compromissione anche dei rapporti interpersonali e delle prestazioni lavorative. Tali situazioni hanno fatto sì che il condannato fosse ritenuto esaurito e malato tanto che i suoi genitori lo portarono all'attenzione del medico di base. Si può pertanto sostenere che, per una serie di difficoltà legate all'ambiente e per le strutture di personalità, questi presentasse prima del fatto per cui fu condannato quei disturbi dell'adattamento che insorgono dopo eventi non accettati e non adeguatamente metabolizzati. Queste considerazioni sollecitano a riflettere sul fatto che anche la globalizzazione dei costumi, dei comportamenti, delle manifestazioni, da alcuni tanto esaltata, anche se soltanto in parte effettiva, vista ed attesa come una panacea universale, destinata a risolvere conflitti e rivalità tra i popoli e le nazioni, è in realtà molto più complicata di quanto non sembri perché l'identità dell'uomo si costituisce sempre in rapporto con un'alterità.

Infatti, l'identità, o meglio ciò che noi crediamo essere la nostra identità, ciò in cui maggiormente ci identifichiamo, è fatta anche di alterità e costruire l'identità non comporta soltanto un ridurre, un emarginare l'alterità, bensì introdurre ed incorporare l'alterità nei processi formativi dell'identità. L'identità è certamente un principio logico elementare, ma "da sola" è anche

fallimentare. L'identità è in effetti un'esigenza irrinunciabile, ma di sola identità si muore<sup>9</sup>.

Da qui il complicato gioco dell'identità che si realizza attraverso l'ambiguità risultante dall'"essere" e dall'"avere". E' difficile separare nel soggetto il suo essere dal suo avere perché il legame tra questi due aspetti è talmente forte che ogni presentazione mobilita, in modo spesso indistinto, l'uno e l'altro aspetto del proprio Sé tanto che, mettendo in discussione uno di questi aspetti, il rischio che si corre è quello di rimettere in discussione pure l'altro.

Nel caso del ragazzo condannato per omicidio, la descrizione è quella di un bambino ed un adolescente sorridente e sereno, per quanto di carattere timido, molto corretto, amante del calcio e della pesca. Cominciò a lavorare presto, a 16 anni, ed arrivò in Italia nel 2002. Fino al 2008 nulla di strano sembra emergere nella sua vita e nel suo comportamento. C'era stata la fine del rapporto sentimentale con una ragazza italiana e vi era stato il matrimonio in Albania, nel 2007, certamente combinato, 'come lo sono tutti i matrimoni', hanno precisato i suoi familiari, perché 'così usa da noi', ma il ragazzo era sembrato felice. Nella seconda metà del 2008, la situazione invece cambia radicalmente sotto l'incalzare di alcuni eventi tragici: muore uno zio, quello a cui il ragazzo era forse più legato. Il ragazzo è disperato, al funerale sviene 'per il dolore'. A dicembre 2008 si registra un altro lutto, muore infatti l'ex datore di lavoro del padre. Qui cominciano ad apparire evidenti stranezze e bizzarrie. Egli inizia a negare la morte dello zio, dice che non è vero, che lo zio è vivo, arriva anche a dubitare di aver fatto un

incidente poco tempo prima chiedendo conferme ad uno zio, mentre stavano attraversando il luogo dove era avvenuto il sinistro.

Nel caso qui presentato le perizie e le consulenze si sono succedute prendendo in considerazione, nel tentativo di poter frettolosamente etichettare da un punto di vista diagnostico il suo comportamento, la diagnosi di schizofrenia all'esordio e pertanto i suoi gesti, soprattutto quelli caratterizzati da impulsività aggressiva, vennero considerati come sintomatici dell'esordio schizofrenico. Nei suoi confronti venne anche redatta una diagnosi di "episodio psicotico con prevalente contenuto affettivo, ovvero di disturbo schizoaffettivo", trascurando che l'accusa di omicidio e la previsione di una lunga carcerazione ad esso collegata possono configurare un evento straordinario in grado di provocare reazioni di paura e sofferenza in chiunque che può dar luogo a sintomi di tipo ansioso e di tipo dissociativo, con l'irrompere di episodi depressivi.

La biografia e i dati obiettivi emersi dalla documentazione e dalle indagini orientano a leggere il comportamento del soggetto come riconducibile ad uno stato reattivo che non sarebbe insorto senza l'avvenimento-causa. Il soggetto ha sviluppato i sintomi tipici che seguono l'esposizione ad un fattore traumatico estremo, quale può essere considerata la prospettiva di una lunga condanna legata all'accusa di omicidio. D'altro canto il DPTS (Disturbo Post Traumatico da Stress) è un concetto antico quanto la storia dell'uomo perché fa riferimento al fatto che un violento

trauma psichico, con il significato di grave minaccia e di pericolo perdurante, possa lasciare tracce profonde e talvolta anche indelebili nella mente umana.

Di conseguenza, prendere in esame contestualmente colloquio, test di Rorschach e storia di vita è un approccio che può produrre validi risultati nell'ambito criminologico-psichiatrico<sup>10</sup>. Infatti, nella prospettiva della perizia psichiatrica e delle altre indagini consentite, ad esempio, si può sostenere che l'utilizzazione del DSM o dell'ICD-10 è possibile a condizione che si operi con attenzione attraverso la storia di vita (o biografia clinica del soggetto). In questa situazione, il metodo biografico, nei tre momenti essenziali (di raccolta, di ordinamento e di esposizione del materiale) diventa fondamentale per la prognosi e trova nella valutazione diagnostica multiassiale una possibilità di dare conferma alla descrizione. Affrontare il tema della salute mentale degli immigrati, ad esempio, a partire dalle diverse società di provenienza significa inevitabilmente chiamare in causa l'antropologia culturale, significa altresì considerare la salute e la pratica delle cure non unicamente come tecniche sviluppate in un campo scientifico postulato come universale ma, in presenza di una realtà nuova e diversa, significa integrare i sistemi culturali delle minoranze allogene, che hanno sviluppato teorie dell'uomo e del suo posto

---

1996, pag. 57.

<sup>10</sup> R. Bisi (a cura di), *Psicodiagnostica e storie di vita in criminologia. Un'analisi attraverso l'omicidio*, Franco Angeli, Milano, 2004; A. Balloni, "Psichiatria forense", in G. B. Cassano, P. Pancheri et al. (a cura di), *Trattato italiano di psichiatria*, Masson, Milano, 1999, pp. 3899-3916; R. Bisi, "La psicodiagnostica in criminologia: orientamenti e prospettive", in G. Mucciarelli, R. Chattat, G. Celani (a cura di), *Teoria e pratica dei test*, Piccin, Padova, 2002, pp. 508-527.

---

<sup>9</sup> F. Remotti, *Contro l'identità*, Laterza, Roma-Bari,

nell'universo, in funzione delle credenze e delle conoscenze che sono state elaborate sul tema del mantenimento della salute.

In altri termini, nel momento in cui la cura diviene necessaria nelle società umane eterogenee e allorché il paziente è inserito in un contesto di riferimento diverso da quello del medico, se si vuole che l'intervento sia efficace è sempre più necessario domandarsi che senso esso rivesta per i protagonisti di questa situazione interculturale.

Le condizioni psicopatologiche alle quali sono sottoposti i protagonisti di simili situazioni è ben esemplificata dall'esperienza clinica riportata da un dirigente psicologo dell'Unità di Psichiatria dell'ospedale di Agrigento<sup>11</sup>.

Alcuni anni fa venne ricoverato presso l'Unità di Psichiatria dell'ospedale di Agrigento, in Sicilia, un giovane di cui risultò estremamente difficile raccogliere dati anagrafici, clinici e notizie sul suo contesto di vita. Di certo, evidenziava in maniera esponenziale e amplificata i problemi e gli aspetti psicologici di un giovane migrante.

Era sbarcato a Lampedusa da uno dei famosi barconi della "speranza". Le notizie anamnestiche di questo giovane apparvero, fin da subito, scarse e povere di informazioni. Egli era un giovane eritreo di 24 anni, celibe, che, giunto sull'isola, fu urgentemente ricoverato presso l'ospedale di Agrigento per malnutrizione, dimagrimento e attacchi di panico. Fu chiesta anche la consulenza degli operatori dell'Unità di psichiatria perché il giovane evidenziava restringimento del campo di coscienza e un

comportamento bizzarro caratterizzato da immobilità o da movimenti afinalistici. Inoltre non parlava e perciò fu considerato sordomuto, o disfonico (infatti fu richiesta una visita otorino). Si stava così creando l'idea, la sensazione, l'immagine che il giovane fosse un paziente irrecuperabile.

Vista la difficile gestione del paziente, egli fu trasferito all'Unità di Psichiatria dell'ospedale di Agrigento dove rimase per 45 giorni. Fu chiesta l'attivazione dei servizi sociali per stabilire il luogo che lo avrebbe ospitato dopo le dimissioni perché considerato rifugiato politico.

A partire dalle scarse notizie si ricostruirà che il motivo della migrazione del giovane era dovuta al fatto di essere stato renitente al servizio militare eritreo, di essere fuggito per evitare la guerra come altri giovani eritrei suoi coetanei. Vista la difficile condizione psico-fisica e soprattutto in considerazione del fatto che non parlava, furono inizialmente osservati con attenzione i segni clinici e i suoi comportamenti. Evidente era il dimagrimento, la disidratazione, il blocco psicomotorio (stava per ore sdraiato per terra o fermo in una posizione). L'espressione del volto era perplessa, sofferente e triste.

Il quadro clinico indicava pertanto una reazione psicogena acuta da stress grave, determinata dallo choc subito dall'evento migratorio (e quindi choc culturale) con grave rallentamento psicomotorio e mimico-gestuale, scarso contatto visivo, mutismo senza diretta risposta agli stimoli, catatonismo con assunzione di posture bizzarre, compiva azioni motorie di significato opposto e mostrava resistenza alle istruzioni.

La psicologia culturale e la letteratura transculturale individuano l'incidenza dei problemi della migrazione principalmente nei

---

<sup>11</sup> F. Sciacca, "Evento migratorio e reazione psicogena acuta", *Babele*, a. VIII – n. 35, gennaio-aprile 2007, pp. 47-51.

traumi, nello choc culturale, nei vissuti di sradicamento e di distacco dalla famiglia e dal mondo degli affetti. La migrazione è un cambiamento così profondo che può produrre molta sofferenza sulla psiche della persona, sul suo funzionamento, tanto più se la migrazione è stata forzata.

La migrazione allora diviene un trauma che genera stress psichico, sentimenti di impotenza, perdita dell'autostima, emozioni intense e spesso congelate che emergono, spesso dissociate dalla parola, sotto forma di sensazioni somatiche e reazioni comportamentali.

La migrazione rappresenta un'esperienza traumatica e di crisi che, per quanto concerne la difficoltà e al contempo l'estraneità del migrante, può rimandare al quadro "Piazza d'Italia" di de Chirico che esemplifica molto bene, a mio avviso, l'ambiguità del richiamo esercitato dalle nostre città: da un lato, la costruzione evoca quella delle "città ideali" rinascimentali dalla prospettiva perfetta, tuttavia, la posizione centrale, occupata dalla statua di Arianna, le due figure umane e, sullo sfondo, in lontananza, il treno in movimento ci suggeriscono una sostanziale e inesorabile estraneità dell'elemento umano ad una prospettiva così lucida e perfetta.

Con riferimento al caso del giovane eritreo, occorre precisare che gli operatori del reparto, come riporta nell'articolo il Dirigente psicologo dell'Unità di Psichiatria di Agrigento, hanno cercato di stabilire con il giovane un minimo contatto, anche attraverso il non verbale, al fine di renderlo più collaborativo. Successivamente sono stati invitati come mediatori due connazionali eritrei che parlavano la stessa lingua: anche con loro il giovane non sembrava mostrare ascolto e non manifestava *feedback* alle

loro domande e ai loro discorsi. Si rinforzava in tutti gli operatori, pertanto, l'idea che il giovane fosse sordomuto. Venne somministrata anche una terapia psicofarmacologica. Tuttavia, gli operatori hanno mantenuto con il giovane un atteggiamento di accoglienza, di pazienza, ma al contempo di stimolo attraverso la gestualità, lo sguardo e il sorriso. Venne ovviamente utilizzata in modo massiccio la comunicazione non verbale. Gradualmente egli cominciò ad essere più collaborativo (ad esempio, seguiva lo psicologo mentre camminava, entrava nella sua stanza, si accomodava).

La progressiva e maggiore disponibilità a collaborare del giovane ha consentito allo psicologo di fare alcuni iniziali tentativi di interazione con l'uso della penna, della matita e dei fogli. Usando la scrittura, gli operatori gli rivolsero domande in lingua inglese per verificare se la conoscesse e, con sorpresa, constatarono che, a stento, il giovane iniziava a scrivere in inglese. Solo molto tempo dopo fu anche possibile farlo disegnare (disegno della casa, dell'albero).

Tramite questo intervento fu possibile raccogliere le notizie anamnestiche mancanti. Innanzitutto, egli non sapeva di trovarsi in Italia, scrisse la sua età, si seppe che aveva tre fratelli e due sorelle, che gli piaceva studiare e che le sue materie preferite erano la chimica e la matematica.

Dal modo in cui forniva informazioni e dai contenuti espressi si poté constatare che le sue funzioni cognitive apparivano integre. Ringraziò i medici, affermando che non avrebbe mai dimenticato il loro aiuto. Progressivamente egli cominciò ad usare la voce, parlando prima in inglese e poi, con i mediatori, nella sua lingua.

Ovviamente gli operatori cominciarono a modificare l'idea, la sensazione e l'immagine di non recuperabilità che si era costruita intorno al giovane. Dopo la dimissione è stato in grado di raggiungere i suoi amici di Genova, in precedenza contattati dai servizi sociali, che si resero disponibili ad ospitarlo.

L'illustrazione di questo caso permette un'ulteriore considerazione sulla difficoltà che il giovane aveva a rappresentarsi e a descrivere la propria vita psichica e la tendenza a esperire e a comunicare la sofferenza nella forma di sintomi somatici e a parlarne soltanto in tal senso. Era come se questo giovane non sapesse esprimere e definire con chiarezza i contenuti psichici; il suo vissuto non era messo a fuoco e riconosciuto, ma rimaneva vago e nebuloso. Le manifestazioni della sua vita psichica non potevano altrimenti essere espresse e spiegate se non attraverso il filtro del corpo e la sofferenza somatica.

E' noto che tale difficoltà nel riconoscere ed esprimere verbalmente la sofferenza interna è segno caratteristico dell'alessitimia che significa letteralmente "affetto senza parole" (dal greco *allexis* (discorso, parola) *thymòs* (affetto, emozione) e definisce propriamente l'incapacità di comunicare verbalmente le proprie emozioni. La menomazione della capacità di utilizzare le emozioni come segnali da parte dei pazienti alessitimici è basata sulla forma che assumono le loro risposte emotive. Le loro reazioni "sono fondamentalmente somatiche e consistono degli aspetti 'espressivi', o fisiologici, degli affetti con una verbalizzazione minima [...]. Spesso gli alessitimici non riescono a dire se sono tristi, stanchi, affamati o malati. Non sono abituati a riconoscere i propri stati sentimentali e a

rendersi conto delle proprie reazioni agli eventi della vita"<sup>12</sup>.

Gli studi transculturali evidenziano le profonde differenze che esistono nell'esperienza e nell'espressione degli affetti, soprattutto nell'espressione corporea della sofferenza, che minimizza le componenti psichiche ed emotive. Già nel 1963 gli studi degli psicoanalisti francesi Marty e de M'Uzan<sup>13</sup> avevano sottolineato l'importanza dell'uso del concetto di "*pensée opératoire*" per designare un tipo di funzionamento mentale che implica una concentrazione sulle cose a scapito dei rapporti oggettuali.

E' evidente che i mutamenti repentini e frequenti propri della nostra società, in parte provocati anche dai flussi migratori, rendono più difficile la possibilità di mettere a frutto quanto si è appreso in passato al fine di mantenere il senso della continuità nel tempo.

Affrontare i problemi posti dai flussi migratori significa altresì fare i conti con il rischio, reagire all'ingiustizia, nutrire la propria coscienza di nuovi significati e di nuovi valori poiché queste sono condizioni che caratterizzano il tempo che viviamo, contraddistinto da timori vecchi e nuovi che mettono a repentaglio la nostra quotidianità, ponendoci di fronte a grandi ed importanti sfide.

D'altro canto tutti gli incontri così come tutti gli eventi non preordinati scombussolano l'ordine predefinito, asettico, dove tutto scorre seguendo un suo corso ed allora vorrei rifarmi ad un

---

<sup>12</sup> H. Krystal, *Affetto, trauma, alessitimia*, Edizioni Magi, Roma, 2007, pag. 308.

<sup>13</sup> P. Marty, M. de M'Uzan, "La pensée opératoire", *Revue Française de Psychanalyse*, 27, pp. 345-356, 1963.



recente libro<sup>14</sup> di E. Ferrero con contenuto simil-fiabesco, declinato in chiave metaforica. Nel libro si parla di Quirina, un'anziana signora che vive in orgogliosa solitudine in un piccolo paese delle Alpi, dove accudisce un orto-giardino che è tutta la sua gioia, uno spazio armonioso che vuole opporsi all'insensato disordine del mondo. Finché una mattina di maggio fa una scoperta che la sconvolge: il prato è rovinato da una serie di mucchi di terra che rivelano la presenza di una talpa. Comincia una guerra senza quartiere nei confronti di questa “intrusa”, scomoda e fastidiosa inizialmente, in cui, al fine di combatterla, vecchie soluzioni e credenze popolari si alternano con le nuove tecnologie. L'intrusa, tuttavia, scatena interrogativi e inquietudini, evoca memorie che sembravano perdute e, dopo avere combattuto vanamente disordine e caos, Quirina si rende conto di non poter vivere senza l'intrusa che, sebbene abbia spezzato equilibrio ed armonia, ha rivitalizzato e conferito senso e direzione ad una quotidianità ripetitiva e monotona.

#### Bibliografia di riferimento.

- Altobelli D., “I luoghi della tipicità e della tradizione”, in Ruini M., (a cura di), *Dentro e fuori la città*, Edizioni Nuova cultura, Roma, 2010.
- Balloni, “Psichiatria forense”, in Cassano G. B., Pancheri P. et al. (a cura di), *Trattato italiano di psichiatria*, Masson, Milano, 1999.
- Beneduce R., *Frontiere dell'identità e della memoria*, FrancoAngeli, Milano, 1988.
- Bisi R., “La psicodiagnostica in criminologia: orientamenti e prospettive”, in Mucciarelli G., Chattat R., Celani G. (a cura di), *Teoria e pratica dei test*, Piccin, Padova, 2002.
- Bisi R. (a cura di), *Psicodiagnostica e storie di vita in criminologia. Un'analisi attraverso l'omicidio*, Franco Angeli, Milano, 2004.
- Bisi R., “Quale spazio per la vittima nella società contemporanea?”, in Balloni A. (a cura di), *Cittadinanza responsabile e tutela della vittima*, Clueb, Bologna, 2006.
- Ceccanti S., “Se l'Italia si ‘difende’ dal burqa e dimentica la cittadinanza”, *Reset*, 134, 2012 (disponibile al sito: <http://www.reset.it/magazine/134>).
- de Martino E., *La fine del mondo. Contributo all'analisi delle apocalissi culturali*, Einaudi, Torino, 1977.
- Ferrero E., *Storia di Quirina, di una talpa e di un orto di montagna*, Einaudi, Torino, 2014.
- Iori V., “Famiglie migranti e integrazione scolastica”, in Scabini E., Rossi G. (a cura di), *La migrazione come evento familiare*, Vita e Pensiero, Milano, 2008.
- Krystal H., *Affetto, trauma, alessitimia*, Edizioni Magi, Roma, 2007.
- Liotta E., *Su anima e terra. Il valore psichico del luogo*, Magi, Roma, 2005.
- Marty P., de M'Uzan M., “La pensée opératoire”, *Revue Française de Psychanalyse*, 27, pp. 345-356, 1963.
- Nussbaum M., “Proibire il velo significa discriminare”, *Reset*, 134, 2012 (disponibile al sito: <http://www.reset.it/magazine/134>).
- Parolari P., “Reati culturalmente motivati. Una nuova sfida del multiculturalismo ai diritti fondamentali”, *Ragion pratica*, 31, 2008, pp. 529-558.
- Remotti F., *Contro l'identità*, Laterza, Roma-Bari, 1996.
- Sciacca F., “Evento migratorio e reazione psicogena acuta”, *Babele*, a. VIII, n. 35, gennaio-aprile 2007, pp. 47-51.
- Welchman L., *Honour and Violence Against Women in a Modern Shar'I Discourse* (disponibile al sito: [http://eprints.soas.ac.uk/7665/1/Welchman\\_in\\_HAWWA\\_2007\\_pre-publication.pdf](http://eprints.soas.ac.uk/7665/1/Welchman_in_HAWWA_2007_pre-publication.pdf)).

<sup>14</sup> E. Ferrero, *Storia di Quirina, di una talpa e di un orto di montagna*, Einaudi, Torino, 2014.

## La lutte contre l'immigration irrégulière. Quelques reprises sur l'expérience française

*François Dieu\**

### **Riassunto**

L'immigrazione illegale è oggetto, in Francia, di molte polemiche. Quest'articolo propone alcuni spunti di riflessione sull'attività di contrasto nei confronti di questa particolare forma di criminalità i cui autori, anche se spesso vittime di reti criminali, sono l'oggetto di un processo di stigmatizzazione che giustifica appositi interventi delle forze di polizia.

### **Résumé**

L'immigration irrégulière fait l'objet, en France, de nombreuses controverses. Cet article apporte quelques repères sur l'action répressive menée contre cette forme particulière de délinquance, dont les auteurs, bien que souvent victimes de filières criminelles, font l'objet d'une stigmatisation justifiant le déploiement d'un dispositif policier.

### **Abstract**

The illegal immigration is the source of much controversy in France. This article provides an overview of the repressive action against this particular form of criminality, whose authors, although often victims of criminal networks, are the subjects of a stigmatization process justifying the deployment of police measures.

**Key words:** illegal immigration; repressive action; criminal networks; victims; France.

La France est une terre d'accueil et un pays d'immigration. Elle a délivré, en 2012, pas moins de 200 000 titres de séjours. Elle compte actuellement 5,5 millions d'immigrés, soit 8,6% de sa population, mais plus d'un Français sur quatre est « issu de l'immigration » (immigré ou avec au moins un parent immigré). C'est le cas de l'ancien président de la République (Nicolas Sarkozy), et actuellement, du premier ministre (Manuel Valls) ou encore de la ministre de l'Éducation nationale (Najat Vallaud-Belkacem). L'immigration est un phénomène social complexe et passionnel, en lien avec des problématiques sociétales fondamentales que sont la construction européenne et l'histoire coloniale, les politiques d'intégration et les contours de la nationalité et de la citoyenneté. Il

ne s'agit pas ici, bien évidemment, d'évoquer toutes ces questions en lien avec les politiques d'immigration et le statut de l'immigré, mais seulement d'apporter quelques repères sur le volet répressif des politiques menées en ce domaine, c'est-à-dire la lutte contre l'immigration irrégulière, appréhendée comme une action répressive à la fois controversée (1) et malaisée (2).

### **1. Une action répressive controversée.**

Le gouvernement français a mis fin, au début des années 70, aux régularisations automatiques des travailleurs étrangers (un étranger en situation irrégulière voyait jusque-là sa situation relativement vite régularisée par une administration bienveillante envers les besoins

\* Professeur des universités, Centre d'Études et de Recherches sur la Police, Université Toulouse 1 Capitole, France.

de main d'œuvre) et a instauré progressivement une politique dite de « maîtrise des flux migratoires ». Derrière cette expression bureaucratique se profile la volonté de limiter le nombre de nouveaux immigrés (immigration économique, familiale et étudiante), ce qui est particulièrement manifeste dans un contexte de crise économique et de chômage endémique, avec comme corollaire la « chasse » aux immigrés en situation irrégulière, par une plus grande vigilance à l'entrée sur le territoire (avec des contrôles à la sortie d'avion dans les aéroports, notamment Roissy/CDG ou dans les trains entre la France et l'Italie et l'Espagne), mais aussi par des mesures de contrôle visant ceux déjà installés (l'arrestation des immigrés en situation irrégulière pouvant alors intervenir à la faveur des contrôles d'identité avec la problématique des « contrôle au faciès », de la constatation d'infractions commises, voire au guichet des préfectures).

A l'appui de cette politique répressive, l'immigration donne lieu à un encadrement normatif (c'est le cas aujourd'hui avec la loi du 11 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile et le Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile), avec, d'un côté, un volet légal (délivrance de visas et de titres de séjour, regroupement familial, accueil des demandeurs d'asile, acquisition de la nationalité), de l'autre, un volet déviant, une situation d'immigration irrégulière pouvant résulter de deux cas de figure : soit un étranger est entré de manière clandestine sur le territoire avec l'aide ou non de tiers ou d'une organisation criminelle, soit il est demeuré après l'expiration de son titre de séjour (avec éventuellement un refus de la préfecture de

renouveler ce titre). La grande majorité des étrangers en situation irrégulière relève de cette seconde catégorie, ce qui démontre la fausseté de l'idée d'une intrusion massive par des circuits d'immigration parallèle. L'étranger en situation irrégulière est souvent une personne entrée légalement en France, directement ou par un pays de l'espace Schengen. A cet égard, lorsqu'un Etat européen fait entrer sur son sol un étranger sur la base de documents qui peuvent avoir été falsifiés, il est responsable de la délivrance d'une autorisation de séjour valable pour les 26 Etats qui ont supprimé leurs frontières et leurs contrôles.

A partir du moment où il décide de poursuivre illégalement son séjour en France, il devient alors un « clandestin » ou un « sans papier », privé notamment du droit au travail. Cette expression a connu une large diffusion auprès du grand public à la suite de l'occupation, dans les années 1990, d'églises parisiennes par des collectifs (« Des papiers pour tous ! », etc.) revendiquant une régularisation massive de leur situation (Saint-Ambroise le 18 mars 1996 et Saint-Bernard du 28 juin au 23 août 1996).

En dépit de divergences entre la gauche et la droite sur la question de l'immigration, la première étant plus favorable à des régularisations massives alors que la seconde prend plutôt position sur un durcissement des conditions d'accès et de séjour et sur la mise en œuvre de mesures d'expulsions plus systématiques, il existe un consensus des gouvernements successifs sur la nécessité de lutter contre l'immigration régulière, ce qu'a exprimé Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, dans sa circulaire aux préfets du 11 mars 2013 : « La lutte contre l'immigration

irrégulière est une priorité. Elle doit être menée avec efficacité et détermination ».

En matière d'immigration irrégulière, la France est à la fois une zone de transit, principalement pour les ressortissants des pays de la Corne de l'Afrique (Somalie, Soudan, Erythrée, Ethiopie) et du Moyen Orient (Iran, Irak, Syrie) en route vers le Royaume-Uni et les pays scandinaves, mais aussi une zone d'installation durable, principalement pour les ressortissants des pays du Maghreb (Tunisie notamment depuis 2010).

Le migrant est généralement considéré comme un délinquant mais aussi comme une victime, un statut ambigu induit par la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (convention de Palerme, 12-15 décembre 2000). En effet, au-delà de sa situation personnelle et des raisons l'ayant conduit à fuir son pays d'origine (misère, persécutions politiques, ethniques et religieuses, instabilité chronique, etc.), ce qui plaide pour une approche généreuse et humaniste, il peut être aussi la victime de deux types de criminalité, à savoir, d'une part, le trafic illégal des migrants (avec des passeurs peu scrupuleux exploitant leur situation pour leur soutirer de fortes sommes, voire les maltraitant et les abandonnant sans vivres en pleine mer sur des embarcations de fortune, voire en coulant ces dernières et en les condamnant ainsi à une mort certaine), d'autre part, le trafic des êtres humains (avec des réseaux susceptibles d'exploiter des migrants en les faisant travailler illégalement ou encore en les contraignant à se livrer à des activités criminelles, de trafic de stupéfiants, de mendicité ou de prostitution). Les conditions de vie des étrangers en situation irrégulière demeurent difficiles même lorsqu'ils sont parvenus à pénétrer sur le

territoire national. En matière d'hébergement, ils subissent pleinement les escroqueries des « marchands de sommeil ». Comme le notait la Cour des comptes en 2004 : « Privés de certains droits essentiels et en particulier de celui de travailler régulièrement, les étrangers en situation irrégulière sont exposés, selon les cas, à l'exploitation par des employeurs clandestins dépourvus de scrupules, à l'obligation de s'adonner à des activités lucratives mais illégales (souvent délictuelles, parfois criminelles), ou à la plus désespérante précarité ». Lorsqu'ils sont victimes d'infraction, ils ne peuvent pas, bien évidemment, accéder à la police et à la justice, ce qui fait d'eux la proie de toutes les formes de délinquance, avec la certitude d'une certaine impunité.

La lutte contre l'immigration irrégulière est porteuse de cette contradiction, avec, d'un côté, des mesures de contrôle et d'interpellation (avec retenue et internement) et des poursuites judiciaires, mais aussi l'exigence d'une nécessaire protection du migrant en dépit de sa responsabilité propre (et d'une relation qui peut être ambiguë, voire une complicité avec les passeurs), de telle sorte que ce qui est mis en avant par les instances en charge de cette politique est la lutte contre les filières d'immigration illégale, considérée comme une activité criminelle (en 2013, 201 filières ont été démantelées, en France, par les services de police). Le titre d'un rapport sénatorial de 2006 portant sur ces questions est assez révélateur de cette approche qui oscille entre répression et humanisme : « Immigration clandestine : une réalité inacceptable, une réponse ferme, juste et humaine ».

Thème privilégié de l'extrême droite qui, depuis des lustres, a fait de l'immigration son fonds de commerce (avec une assimilation fallacieuse entre immigration et immigration irrégulière, la seconde étant présentée comme la conséquence inévitable de la première), une immigration jugée responsable, pêle-mêle, de la recrudescence du chômage, des déficits publics, de la délinquance, des communautarismes, et surtout d'un recul identitaire irréversible, il donne lieu en permanence à des controverses et des débats, entretenus par des épisodes souvent tragiques, révélateurs des difficultés, mais aussi des ambiguïtés de cette politique publique répressive pas forcément assumée. Pour ne prendre que trois épisodes les plus médiatisés.

- Le « camp de réfugiés » de Sangatte : En 1999, en accord avec les autorités préfectorales, est créé à Sangatte, station balnéaire du Pas de Calais, un centre d'hébergement et d'accueil d'urgence humanitaire administré par la Croix-Rouge. Ce centre, connu sous le nom de « centre de Sangatte » est installé dans une ancienne usine d'Eurotunnel et possède un équipement limité prévu pour accueillir 200 personnes. Or, les besoins de la population de migrants (principalement Afghans, Iraniens, Irakiens, Kurdes et Kosovars) sont tels qu'on a compté jusqu'à 1 600 personnes hébergées dans des conditions précaires, sources de tensions, notamment avec la population locale. En novembre 2002, le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, sous la pression britannique, ordonne sa fermeture et son démantèlement, mais le problème reste entier pour le Calaisis : de nouveaux immigrés illégaux, qui sont entrés dans l'espace Schengen principalement par la Grèce qui subit une forte pression migratoire à sa

frontière avec la Turquie, continuent d'affluer malgré la fermeture définitive du centre le 16 décembre 2002. Les migrants (environ 600) sont depuis lors dispersés à divers endroits du littoral dans des abris de fortune. Si la surveillance du port de Calais et des moyens de passage outre-Manche est devenue de plus en plus rigoureuse, elle se heurte à des impératifs économiques, des contrôles trop minutieux pouvant ralentir le trafic particulièrement dense (bateaux, Shuttle, navettes du tunnel) sur et sous la Manche. La rigueur des contrôles est donc toute relative et les étrangers qui cherchent à passer en Angleterre finissent, pour une bonne part, à y parvenir. En revanche, le passage n'est pas immédiat : il leur faut persévérer, en moyenne, trois à quatre semaines actuellement, à raison de tentatives qui peuvent être quotidiennes. Les candidats au passage outre-Manche, entrés en France par la Belgique ou l'Italie, sont donc, après leur long périple, bloqués dans ce véritable « sas », à quelques encablures de la terre promise britannique, objet d'une attention médiatique soutenue et de fortes crispations avec la population locale.

- L'« échouage » de l'East Sea : le 17 février 2001, un vieux vraquier rouillé, battant pavillon cambodgien, s'échoue près de Saint-Raphaël. Dans ses cales, plus de 900 réfugiés kurdes, dont la moitié d'enfants, ayant voyagé huit jours, avant d'être abandonnés par leurs passeurs. Les « boat people » kurdes affirment qu'ils ont fui l'Irak de Saddam Hussein. L'échouage de l'East Sea est le premier débarquement sauvage de clandestins sur les côtes françaises. Les réfugiés sont regroupés dans une caserne à Fréjus. Confrontées pour la première fois à l'arrivée massive d'étrangers en situation irrégulière sur le

territoire, les autorités françaises sont placées face à un véritable imbroglio administratif et juridique. Dans un premier temps, le ministère de l'Intérieur choisit de suivre la procédure d'admission au titre de l'asile sollicitée par les Kurdes. Munis d'un sauf-conduit de huit jours, ils tentent alors de quitter la France clandestinement. Parmi eux, en effet, beaucoup veulent se rendre en Allemagne où réside une importante communauté kurde, mais aussi en Suisse ou encore aux Pays-Bas. Le 20 avril, soit deux mois après le naufrage de l'East Sea, le quotidien «La Croix» devait révéler que les Kurdes n'étaient pas irakiens, comme ils l'avaient d'abord affirmé, mais syriens.

- La « rafle de Leonarda » : une affaire politique au fort retentissement médiatique s'est développée à la suite de l'expulsion vers le Kosovo, le 9 octobre 2013, d'une famille immigrée rom dont une fille mineure, Leonarda Dibrani, a été interpellée lors d'une sortie scolaire. Décrite par certains médias comme s'étant déroulée sous les yeux de ses camarades de classe, l'interpellation de cette collégienne qui vivait en France depuis près de cinq ans provoque une vague d'indignations et de manifestations à travers le pays. À quelques mois de scrutins municipaux et européens, l'affaire a pris les dimensions d'une crise politique après une communication maladroite du président de la République qui déclarait, le 19 octobre, autoriser la jeune fille à poursuivre ses études en France, mais sans sa famille. Le ministre de l'Intérieur annonçait le 23 octobre 2013 qu'il envisageait une réforme du droit d'asile en France, tandis que la porte-parole du gouvernement déclarait que cette affaire était résolue. En mai 2014, la presse a fait état de

l'intention de Leonarda de revenir en France sous une nouvelle identité et avec une nouvelle nationalité (croate).

## **2. Une action répressive malaisée.**

Objet de controverses, l'immigration irrégulière demeure un phénomène encore méconnu, notamment au plan de son ampleur exacte, ce qui autorise la prolifération des prises de position les plus irrationnelles et dogmatiques. Il est, en effet, pratiquement impossible de quantifier même approximativement le nombre de personnes étrangères entrées ou séjournant de façon irrégulière, ce nombre étant estimé entre 200 000 et 400 000. Il ne s'agit que d'estimations car, par la nature même de cette immigration, les chiffres sont difficiles à évaluer. On ne dispose que d'indicateurs généralement en lien avec l'activité des services répressifs, et donc qui sont surtout révélateurs non de l'ampleur du phénomène, mais des moyens mobilisés pour y faire face et des résultats éventuellement obtenus :

- les refoulements à la frontière : 11 508 en 2012 (17 628 en 2008), principalement des Algériens, Brésiliens (Guyane), Marocains et Tunisiens ;
- les mesures d'éloignement : 21 847 retours contraints en 2012, 4 954 retours contraints aidés et 10 021 départs volontaires aidés (pour l'aide au retour volontaire, 4 859 bénéficiaires en 2012, le montant de l'aide est de 2 000 euros pour un adulte seul, 3 500 euros pour un couple, 1 000 euros par enfant mineur jusqu'au troisième inclus et 500 euros à partir du quatrième enfant). Les ressortissants roumains représentent la nationalité la plus éloignée (30%), cet éloignement intervenant pour des motifs de troubles à l'ordre public, d'infractions à la

législation sur le travail ou à la suite de la perte du droit de séjour au-delà des trois mois de présence sur le territoire national. Les ressortissants originaires du Maghreb constituent l'autre catégorie la plus importante (24%). En l'absence de passeport, les reconduites à la frontière nécessitent la délivrance de laissez-passer consulaires par l'Etat d'origine de l'étranger, ce qui n'est pas chose aisée : en 2012, 6 515 demandes pour 2403 laissez-passer obtenus dans les délais utiles (soit 37%), les pays les plus coopératifs étant l'Afghanistan (71%), l'Angola (56%) ou encore la Chine (53%) et les moins coopératifs, la Côte d'Ivoire (0%), le Gabon (3,5%) ou encore l'Irak (12%) ;

- les personnes mises en cause pour faits de délinquance : deux délits sont prévus par le Code pénal et comptabilisés par un état statistique policier (Etat « 4001 ») qui comporte 107 index : index 70 (aide à l'entrée irrégulière, à la circulation et au séjour irrégulier des étrangers) : 6 064 en 2012 ; index 69 (délits d'entrée et de séjour des étrangers) : 69 453 en 2012 (-20% par rapport à 2010) ;

- les placements en centres de rétention administrative (CRA)<sup>1</sup> : étrangers en situation

---

<sup>1</sup> Les centres de rétention administrative (CRA) ont été créés par la loi du 29 octobre 1981. Il existe actuellement 25 centres de rétention administrative sur l'ensemble du territoire français, qui disposent de 1 755 places dont 184 outre-mer. Le CRA est un bâtiment surveillé par la police dans lequel l'administration (le préfet) peut retenir, pour une durée limitée, et sous contrôle juridictionnel, les étrangers faisant l'objet d'une procédure d'éloignement et ne pouvant pas quitter immédiatement le territoire. Cette phase de placement est appelée la « rétention administrative ». Le CRA ne relève pas de l'administration pénitentiaire dans la mesure où la privation de liberté ne résulte pas d'une décision judiciaire mais administrative. Une personne peut rester en rétention au maximum quarante-cinq jours ; au-delà de cette durée, l'étranger que l'administration n'a pas reconduit doit être remis

irrégulière en attente de reconduite à la frontière sous le coup d'une obligation de quitter le territoire, d'un arrêté de reconduite à la frontière, d'un arrêté d'expulsion préfectoral ou ministériel, d'une mesure de réadmission ou condamnés à une peine d'interdiction du territoire : 39 989 en 2012, dont 4 088 mineurs (-33% par rapport à 2010) ;

- les arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière et obligations de quitter le territoire : 82 806 en 2012 dont 19 290 exécutés (26%) (+15% par rapport à 2010).

Aussi peut-on considérer avec plus d'attention, le nombre de bénéficiaires de l'aide médicale d'Etat (prise en charge depuis 2000 des frais médicaux des étrangers en situation irrégulière), qui semble plus proche du nombre effectif

---

en liberté. Les étrangers présents dans les CRA peuvent, dans certaines conditions, exercer des recours devant la justice pénale ou administrative pour contester leur placement en rétention ou leur refus de séjour. Pour exercer leurs droits, ils peuvent être assistés par une association présente dans le CRA (CIMADE) et un avocat. En France, la durée moyenne de rétention est de 11 jours (2 mois en Espagne, au Portugal et en Italie, 1 an mois en Grèce, 8 mois en Belgique, 6 mois en Autriche et 18 mois en Allemagne ; la Finlande, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne ne connaissant aucune limitation de durée). Dans une décision du 3 septembre 1986, le Conseil constitutionnel a rappelé que le placement en rétention, s'il est justifié, doit respecter les droits de la défense, être limité dans le temps et être lié à l'impossibilité de procéder immédiatement à l'exécution de la mesure d'éloignement. Les CRA sont placés sous le contrôle du Contrôleur général des lieux de privation de liberté, institué par la loi du 30 octobre 2007. Cette autorité administrative indépendante est chargée de « contrôler les conditions de prise en charge et de transfèrement des personnes privées de liberté, afin de s'assurer du respect de leurs droits fondamentaux ». Elle exerce sa mission au moyen de visites programmées ou inopinées des lieux dans lesquelles ces personnes sont détenues, retenues, maintenues ou placées. Le Procureur de la République, le juge des libertés et de la détention, les parlementaires disposent également d'un droit de visite.

d'immigrés en situation irrégulière, soit 252 437 bénéficiaires en 2012, pour un coût d'environ 587,5 millions d'euros (+10% depuis 2010).

La priorité de la répression réside, au moins officiellement, dans la lutte contre les filières. La loi française prévoit que le fait de séjourner de manière irrégulière sur le territoire constitue un délit passible d'un an de prison, de 3 750 € d'amende et de 3 ans d'interdiction du territoire. Mais la jurisprudence a déduit en 2012 de la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union Européenne que cette infraction ne peut être punie d'une peine d'emprisonnement parce qu'une telle sanction va à l'encontre des objectifs de la directive retour. S'agissant de la lutte contre les filières, elle pâtit de l'absence de définition juridique de la « filière », les seules qualifications pénales disponibles étant celles de la « bande organisée » ou de l'« association de malfaiteurs ». Par ailleurs, les peines encourues s'avèrent relativement modestes :

- l'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers d'étrangers en France : 5 ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende ; lorsqu'elle est commise en bande organisée : 10 ans d'emprisonnement et 750 000 euros d'amende ;
- le faux et usage de faux documents administratifs : 5 ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende ;
- l'association de malfaiteurs dans le but de commettre l'infraction d'aide à l'immigration en bande organisée et l'emploi d'étrangers sans titre en bande organisée : 10 ans d'emprisonnement et 150 000 euros d'amende.

L'activité des services de police a été amenée à intégrer, ces dernières années, les décisions de la

Cour de Justice de l'Union Européenne, notamment l'arrêt du 22 juin 2010 sur la limitation des contrôles d'identité dans la bande des vingt kilomètres d'une frontière et l'arrêt du 6 décembre 2011 (et arrêt de la Cour de Cassation du 5 juillet 2012) sur l'interdiction de mettre en garde à vue des étrangers en situation irrégulière, auxquels une mesure administrative invitant à quitter le territoire a été notifiée et pour lesquels aucune infraction connexe n'a été relevée (possibilité seulement d'une retenue de 16 heures pour vérification selon la loi du 31 décembre 2012).

Depuis le début des années 1990, un dispositif policier a été constitué pour lutter plus efficacement contre l'immigration irrégulière :

- 1992 : déploiement d'une cinquantaine de brigades mobiles de recherche (BMR) de la Police de l'air et des frontières, entièrement dédiées à la lutte contre l'immigration irrégulière ;
- 1994 : changement d'appellation de la PAF (Police de l'air et des frontières) en DICCILEC : Direction centrale du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins ; redevenue en 1999 la PAF : Police aux frontières ;
- 1996 : mise en place de l'Office central pour la répression de l'immigration irrégulière et l'emploi d'étrangers sans titre (OCRIEST) rattaché à la Direction centrale de la police judiciaire/DCPJ, avec notamment un pôle opérationnel (qui s'articule en cinq groupes opérationnels à thématique géographique : Chine, Asie méridionale, Asie, Moyen-Orient/Europe, Afrique/Amérique du Sud, liée à la nationalité d'origine des trafiquants de migrants) : animation de la lutte contre les



filières d'immigration irrégulière, contre les réseaux structurés d'emploi d'étrangers sans titre de séjour et/ou d'autorisation de travail et contre les réseaux de fraude documentaire favorisant l'immigration irrégulière et le travail illégal ; identification des menaces en termes de flux migratoires ;

- 2011 : création de l'Unité de coordination opérationnelle de lutte contre le trafic et l'exploitation des migrants (UCOLTEM) rattaché à la Direction générale de la police nationale/DGPN : sur la modèle de l'UCLAT en matière de lutte antiterroriste, dirigée par le chef de l'OCRIEST, coordination de l'action de l'ensemble des services concernés : diplomatie (ministère des affaires étrangères et européennes) ; services de renseignements (Direction générale du renseignement extérieur/DGSE, Direction générale du renseignement intérieur/DGRI) ; services d'enquête (Direction de la coopération internationale/DCI, Direction centrale de la sécurité publique/DCSP, Direction centrale de la police judiciaire/DCPJ, Direction centrale de la police aux frontières/DCPAF, Direction générale de la gendarmerie nationale/DGGN, Douanes) ; avec trois missions principales : la centralisation, l'exploitation et la diffusion d'informations opérationnelles ; la coordination interservices (liaisons, recoupements de renseignements) ; la coopération internationale. Les autres services intervenant en ce domaine sont l'Office central pour la répression de la traite des êtres humains (OCRTEH) de la DCPJ pour les questions d'exploitation sexuelle et de prostitution, et l'Office central de lutte contre le travail illégal (OCLTI) de la DGGN pour les questions d'« esclavage domestique ».

Cette réponse policière s'inscrit également dans le cadre de la coopération européenne, en particulier sous la forme d'échanges de renseignements opérationnels au niveau d'EUROPOL et par la participation aux ateliers de travail et aux productions de FRONTEX.

La question de la sur-délinquance des immigrés fait débat dans la société française, mais aussi dans la communauté criminologique. La surreprésentation des immigrés et personnes issues de l'immigration dans les statistiques criminelles et la population carcérale résulte, en l'absence de statistiques fiables, de constats empiriques, avec comme explication, d'une part, la conséquence logique des situations d'exclusion sociale et de déficit d'intégration, d'autre part, la possible mobilisation plus importante à leur rencontre des institutions policières et des juridictions répressives, de telle sorte que cette situation a pu être constatée au niveau des diverses vagues d'immigration qu'a connues la France depuis la fin du dix-neuvième siècle. S'agissant de l'immigration irrégulière, elle s'accompagne principalement de types d'infractions : le travail illégal et la fraude à l'identité, la répression de ces infractions étant d'ailleurs une voie plus détournée de la lutte contre l'immigration irrégulière.

En matière de travail illégal, la loi du 16 juin 2011 relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité a introduit, à l'encontre des employeurs, des sanctions pénales (l'emploi d'étrangers sans titre est puni d'un emprisonnement de 5 ans et d'une amende de 15 000 euros) et administratives (exclusion et remboursement des aides ou subventions ; fermeture temporaire d'établissements ; exclusion des marchés publics), tout en

prévoyant des mesures pour protéger les droits des étrangers sans titre (en termes notamment de recouvrement de leurs salaires et indemnités). En 2012, 13 954 personnes ont été mises en cause pour emploi d'étrangers sans titre.

S'agissant de la fraude à l'identité et de la fraude documentaire, on assiste, ces dernières années, à une recrudescence importante des faits constatés : 14 826 en 2009 à 21 618 en 2012, principalement des contrefaçons (7 611) et des falsifications (8 424) de titres de séjour (1 264), de cartes d'identité (1 030) et de passeports (599), se traduisant par la mise en cause de 10 907 personnes (dont 58% d'étrangers). La fraude à l'identité ne concerne pas seulement la législation sur les étrangers, mais elle est aussi un moyen associé à la commission d'autres infractions (escroqueries, abus de confiance, fraudes aux prestations sociales, infractions à la législation du travail, etc.). Un dispositif de coopération a été développé au niveau européen (groupes « faux documents » et « fraude à l'identité » de l'Union européenne ; agence FRONTEX ; Comité article 6 sur la sécurisation des documents de voyage : groupe e-MOBIDIG du Joint Research Center de la Commission européenne ; groupe EDEWG du réseau ENFSI ; base de données FADO) et international (accords bilatéraux ; Immigration Fraud Conférence).

Bien qu'il soit surtout une victime exploitée par les réseaux criminels, qui commet incidemment plutôt une infraction « administrative » (en termes de droit d'entrée et de séjour) que « pénale », le « sans papier » n'en est pas moins appréhendé comme un personnage menaçant dans la société française d'aujourd'hui. Il dérange, inquiète et fait peur, alors même que sa

présence ne constitue, en réalité, qu'un préjudice matériel assez limité, en termes notamment de travail illégal, d'assistance et de prise en charge des dépenses de santé. Parce qu'il est issu de pays en proie à la guerre et au terrorisme, ou plus prosaïquement à la misère et au sous-développement, dans l'imaginaire collectif parasité par les discours les plus alarmistes, il porte en lui, à son corps défendant, les germes de l'importation de ces fléaux dans l'hexagone. Cette stigmatisation a conduit au renforcement de la répression pénale à l'encontre des immigrés irréguliers, figure criminelle toute désignée de la mondialisation et de l'ouverture des frontières.

Comme pour toutes les formes de délinquance, la société française se complet en la matière dans une confusion entre les « réponses » et les « solutions » : s'il est nécessaire de déployer des réponses policières et judiciaires à la question de l'immigration irrégulière, on ne peut imaginer, bien évidemment, qu'elles permettront de solutionner ce phénomène, contrairement aux actions qui peuvent être conduites, par exemple, en matière de développement solidaire, avec la mobilisation de moyens au profit du développement local dans les pays d'origine des immigrants clandestins. Par ailleurs, en ce domaine, comme d'ailleurs dans celui des réponses, la raison commande de ne pas se limiter des parades et ripostes nationales isolées, pour ne pas dire égoïstes, par la détermination et la mise en œuvre d'une approche globale sous la forme de politiques collectives, au moins dans le cadre européen.

## Références.

- AA.VV., « Politique de l'immigration », *Regards sur l'Actualité*, La documentation Française, n°326, décembre 2006.
- AA.VV., « Immigration et sécurité », *Cahiers de la Sécurité*, n°17-18, juillet-décembre 2011.
- AA.VV., *Les étrangers en France. Année 2012*, rapport établi en application de l'article L111.10 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.
- Bisi R., « Migrations et société globalisée », numéro spécial : « Immigration et sécurité », *Cahiers de la Sécurité*, n°17-18, juillet-décembre 2011, pp. 32-42.
- Dubin L. (sous la dir. de), *La Légalité de la lutte contre l'immigration irrégulière par l'Union Européenne*, Bruylan, « Droit administratif », 2012.
- Fassin D., Morice A., Quiminal C. (sous la dir. de), *Les Lois de l'inhospitalité. Les politiques de l'immigration à l'épreuve des sans-papiers*, La Découverte, 1997.
- Fauvergue J-M, « La lutte contre le trafic de migrants en France », numéro spécial : « Immigration et sécurité », *Cahiers de la Sécurité*, n°17-18, juillet-décembre 2011, pp. 126-141.
- Siméant J., *La Cause des sans-papiers*, Presses de Sciences-Po, 1998.
- Noirel G., *Le Creuset français. Histoire de l'immigration XIXe-XXe siècles*, Seuil, « Points Histoire », 2006.
- Noirel G., *Réfugiés et sans-papiers : La République face au droit d'asile XIXe-XXe siècle*, Hachette, 2006.
- Sénat, *Rapport de la Commission d'enquête*, « Immigration clandestine : une réalité inacceptable, une réponse ferme, juste et humaine », Georges Othily et François-Noël Buffet, 2006.
- Tripier M., Réa A., *Sociologie de l'immigration*, La Découverte, Repères, 2008.

## Des vies en marges : le mal-être qui fait irruption et qui différencie

*Raffaella Sette*\*

### **Riassunto**

L'autore analizza due omicidi che rappresentano gli infausti esiti di situazioni caratterizzate da molteplici forme di violenza domestica.

Vengono esaminati i dati socio-demografici dei protagonisti, i moventi e le circostanze dei reati, le circostanze attenuanti ed aggravanti ed il ruolo dei media e delle istituzioni.

Infine, l'autore, utilizzando il concetto di conflitto culturale elaborato da Sellin, si sofferma a riflettere sulle politiche per la tutela delle donne nel nostro paese.

### **Résumé**

L'auteur analyse deux homicides qui représentent les conséquences funestes de situations caractérisées par de multiples formes de violence domestique.

Dans l'article, les données socio-démographiques des protagonistes, les mobiles et les contextes des délits, les circonstances aggravantes et atténuantes, le rôle des médias et des institutions sont examinés.

Enfin, l'auteur, en se servant des définitions de Sellin sur les conflits culturels, évoque les politiques pour la protection des femmes en Italie.

### **Abstract**

The author analyses two homicides representing the disastrous consequences of situations characterised by many forms of domestic violence.

The article deals with the socio-demographic data of the protagonists, motives and contexts of crimes, aggravating and attenuating circumstances and the role of media and institutions.

Finally, the author, using Sellin's definitions of cultural conflicts, reflects on policies related to the protection of women in Italy.

**Key words:** homicide; domestic violence; cultural conflicts; policies; protection of women.

---

\* Dottore di ricerca in criminologia, professore associato (settore scientifico-disciplinare "sociologia giuridica, della devianza e mutamento sociale"), Università di Bologna.

## 1. Introduction.

Nous sommes sur le territoire d'une province du nord de l'Italie située dans une région prospère malgré la crise commencée en 2008-2009<sup>1</sup>.

Les deux homicides que je souhaite analyser ici ont été commis à deux ans l'un de l'autre, l'un en octobre 2010 et l'autre en décembre 2012. Nous appellerons le premier « cas PANO » et le second « cas GUMO ». Ces deux cas représentent les conséquences funestes de situations caractérisées par de multiples formes de violence domestique.

Le cas PANO s'est produit dans une petite commune<sup>2</sup> caractérisée, par ailleurs, par la présence d'une population étrangère résidente bien supérieure à la moyenne nationale<sup>3</sup>, alors que le cas GUMO a eu lieu dans une commune chef-lieu d'une province<sup>4</sup>. Les deux lieux sont à une trentaine de kilomètres l'un de l'autre.

Dans le but de décrire les faits avec précision, il est avant tout utile de s'appuyer sur leur analyse strictement juridique en reportant les chefs d'imputation<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> En effet, sur la base des revenus annuels des familles italiennes, cette région est la troisième (après la province de Bolzano et la Vallée d'Aoste) avec 21 590 euros contre 17 981 euros en moyenne (source : [www.istat.it](http://www.istat.it)).

<sup>2</sup> Les personnes qui résident habituellement dans la commune au 31 décembre 2010 sont 11 476 (source : [www.comuni-italiani.it](http://www.comuni-italiani.it)).

<sup>3</sup> 17,4 % des personnes résidentes habituellement dans la commune sont de nationalité étrangère contre 7,5 % (moyenne nationale) (source : [www.comuni-italiani.it](http://www.comuni-italiani.it)).

<sup>4</sup> Population résidente au 31 décembre 2010 : 179 353 (source : [www.comuni-italiani.it](http://www.comuni-italiani.it)).

<sup>5</sup> Les informations figurant dans cet article sont issues de nombreux documents judiciaires qui ont été donnés à l'auteur par l'avocat de la défense de la prévenue du cas GUMO puisque l'auteur a été conseillère technique victimologue de la défense. En ce qui concerne le cas PANO, l'auteur a analysé l'arrêt de la Cour d'Assises d'Appel (Première Chambre Pénale) de la région où les faits se sont déroulés le 23 mai 2013. Il convient de préciser qu'un

Les accusés du cas PANO sont BAK (53 ans) et BUA (19) (respectivement père et fils) pour :

1) Le délit d'homicide volontaire aggravé (de motifs abjects et à cause du lien avec la victime), car ils ont causé la mort de BS (femme de BAK et mère de BUA) : au cours d'une dispute familiale, le mari agresse sa femme, la blessant à plusieurs reprises et avec violence à la tête à l'aide d'une pierre, alors que le fils, qui vient de menacer de mort sa mère en lui communiquant son intention de la tuer, agresse sa sœur NAB intervenue pour défendre et protéger sa mère. Ce faisant, le père réitère les coups contondants directs au niveau de la tête de la femme jusqu'à en causer la mort. Conduite aggravée par les motifs abjects de BAK – avec le concours du fils aîné – pour punir sa femme qui avait partagé le refus de sa fille NAB de la décision du père de donner sa main au fils d'un de ses frères.

2) Le délit de tentative d'homicide volontaire aggravé (de motifs abjects et à cause du lien avec la victime), car ils ont accompli des actes dont le but était sans ambiguïté de provoquer la mort de NAB, n'arrivant pas à leurs fins pour des raisons ne dépendant pas de leur volonté : au cours de la dispute familiale décrite précédemment, le père gifle sa fille, intervenue pour protéger sa mère en essayant d'arrêter l'agression, et ordonne à son fils de frapper sa sœur. Exécutant l'ordre donné par le père, BUA saisit sa sœur par un bras pour l'éloigner de sa mère, la frappe à plusieurs reprises en lui donnant de violents coups de pieds au niveau des hanches, puis la jette par terre ; ensuite, puisque sa sœur essaye de se relever pour

---

pourvoi en cassation a été formé contre cette

intervenir de nouveau pour défendre sa mère, il la frappe plusieurs fois violemment dans le dos et sur la tête, en se servant successivement de deux bâtons. Suite aux coups reçus sur le crâne et au visage, NAB, grièvement blessée et dont le pronostic vital est engagé, est hospitalisée d'urgence dans le service de neuro-réanimation de l'hôpital le plus proche afin de subir une intervention chirurgicale.

3) (il est nécessaire de préciser que, pour ce qui est de ce troisième chef d'inculpation, le fils a été acquitté en première instance). Les délits de mauvais traitements et de blessures volontaires aggravées (compte tenu de l'abus d'autorité ou de relations domestiques) faisant suite à des comportements violents et vexatoires répétés régulièrement, avec un caractère habituel et une intensité de manière à soumettre les deux femmes à des souffrances physiques et morales continues générées par des comportements habituels de prévarication. En effet, le père menaçait fréquemment la mère et la fille et leur imposait de s'occuper d'eux continuellement, puisqu'il interdisait à sa fille de continuer ses études en empêchant les deux femmes de sortir seules, de se lier d'amitiés et de nouer des liens avec la famille d'origine de BS ou encore simplement de parler au téléphone. En outre, ne leur versant pas l'argent nécessaire pour faire les courses et s'occuper de la maison et des enfants, ils les obligeaient à travailler au noir dans une société gérée par des Chinois et située dans un magasin appartenant à BAK ; accompagnant le comportement vexatoire d'agressions morales et matérielles, pour des raisons banales, au cours desquelles ils les giflaient à de nombreuses

---

décision.

occasions. En effet, BAK menaçait, insultait et frappait sa femme et sa fille, tandis que BAK menaçait et insultait les deux femmes, mais ne giflait que sa sœur. Il s'agit d'agissements répétés à partir de 2006 de la part de BAK et dès 2008 en ce qui concerne BUA, jusqu'à l'homicide.

BAK a été condamné en première instance, le 21 décembre 2011, à la réclusion à perpétuité, alors que BUA a été condamné à vingt ans de réclusion et à la peine accessoire de la perte du droit d'exercer ou d'être nommé à une fonction publique. Le 23 mai 2013, la cour d'appel a confirmé le jugement prononcé en première instance.

Dans le cas GUMO, l'accusée, qui a avoué, est GI (43 ans), poursuivie pour homicide aggravé car « en tirant trente coups de pistolet Glock de cal. 9x21 – légitimement détenu – en direction de son frère GA (36 ans) [...], en le touchant au niveau des régions thoracique (cœur, poumons, aorte ascendante et thoracique), abdominale (foie, rate, reins, estomac, intestin grêle et côlon) et pelvienne (vessie, rectum et prostate), en a causé le décès suite à un choc hémorragique. Fait aggravé car commis sur son frère ».

Le 18 juillet 2014, madame GI a été condamnée à 10 ans et 8 mois de réclusion, en raison de la reconnaissance de circonstances atténuantes génériques en lien avec le contexte où le délit a été commis. Le ministère public avait demandé une peine de 16 ans d'emprisonnement et la défense l'acquittement pour légitime défense.

Les chefs d'accusation et les sentences ci-dessus reportés donnent une base pour engager des réflexions de type socio-criminologique et victimologique sur les cas d'homicide en question. Pour plus de clarté, nous prendrons en

considération certaines caractéristiques des faits analysés, en essayant de raisonner sur leurs ressemblances et leurs différences.

## **2. Les données socio-démographiques des protagonistes.**

Dans le cas PANO, criminels et victimes sont tous des citoyens d'un état d'Asie du sud-ouest<sup>6</sup>, émigrés en Italie depuis au moins dix ans<sup>7</sup>. Il s'agit d'une famille nombreuse patriarcale composée d'un père, d'une mère et de cinq enfants, dont trois étaient mineurs à l'époque des faits, habitant tous sous le même toit sauf le fils condamné. Ce foyer fait partie d'une famille nombreuse dont certains membres résident dans des états du nord de l'Europe, d'autres sont restés dans leur pays d'origine (la belle-mère de BAK et « l'époux promis » de NAB) et d'autres encore résident dans la même commune italienne. Le père de famille était également inséré dans une communauté de compatriotes présente sur le territoire, fréquentait une mosquée et entretenait des liens avec certains membres d'une association culturelle qui réunit les émigrés provenant de la même région du monde.

Le cas GUMO concerne les membres d'une famille nombreuse patriarcale autochtone : le père âgé (veuf) et 6 enfants désormais adultes dont une fille seulement vivait, à l'époque des faits, en-dehors du domicile familial. Aucune

relation significative n'est rapportée avec d'autres proches ou amis, si ce n'est avec une tante (la sœur du père) qui habite dans la même province et qui leur rendait visite, de temps en temps, et leur apportait des biens de première nécessité. Madame GI est divorcée depuis 1999 et est retournée habiter dès lors dans la maison de la famille d'origine. Le niveau scolaire de tous les membres de la famille est très bas, personne n'a suivi d'enseignement supérieur, sauf madame GI, qui a suivi avec succès une formation professionnelle.

En référence à certains éléments socio-habitatifs, nous précisons que la famille du cas PANO vivait dans un bâtiment du centre-ville, doté d'une grande cour intérieure.

La famille du cas GUMO vivait et vit en revanche en marge de la ville, dans une vieille ferme délabrée appartenant à la commune et située dans un quartier de banlieue donnant sur une rocade, avec un petit domaine dont la famille tirait de très modestes moyens de subsistance.

Les actes ne fournissent aucun élément précis sur l'état financier de la famille PANO, si ce n'est que les locaux où se trouvait l'atelier géré par des Chinois appartenait au père de famille. Ce dernier et son fils aîné travaillaient de manière stable. En revanche, la situation des GUMO semble très claire : la famille, écrasée par les dettes contractées par le père, a toujours vécu dans une extrême pauvreté. L'autre élément allant dans ce sens dérive du fait que l'accusée, madame GI, a bénéficié en 2013 de l'aide juridictionnelle<sup>8</sup>.

---

<sup>6</sup> Les personnes résidentes habituellement dans la commune qui ont la même nationalité que les individus de cette famille sont au nombre de 411 ; la quantité de ressortissants de cette nationalité arrive en 2<sup>ème</sup> position après la chinoise (source : [www.comuni-italiani.it](http://www.comuni-italiani.it)).

<sup>7</sup> Sénat de la République Italienne – 16<sup>ème</sup> législature – relevé sténographique de l'audience n°433 du 6 décembre 2010.

---

<sup>8</sup> Selon l'article n°76 de l'Arrêté Présidentiel n°115 du 30 mai 2002, « *Testo unico in materia di spese di giustizia* » (Texte unique de dispositions Législatives et

### 3. Les mobiles et les circonstances des délits.

Contrairement au cas GUMO, le mobile et les circonstances des crimes sont déjà clairement décrits dans les chefs d'accusation des protagonistes du cas PANO. L'homicide de la femme/mère et la tentative d'homicide de la fille/sœur sont à attribuer aux disputes dont la cause est le refus de la fille d'épouser l'homme choisi pour elle par le père, soutenue dans sa décision par la mère. Ainsi, les deux femmes sont contrevenues au devoir d'obéissance indiscutée auquel sont tenues les femmes dans leur sous-culture d'appartenance. Les attitudes de la fille, pendant longtemps décidée à ne pas accepter comme époux l'homme qui lui était imposé par son père, et de la mère, résolue à la soutenir, auraient exaspéré le père/mari qui ne pouvait pas tolérer un tel affront car il considérait qu'il était le seul détenteur du pouvoir décisionnel dans la famille. Le père ne supportait plus les attitudes de sa femme ni de sa fille car, à son avis, il s'agissait d'insubordination et de manque de respect envers lui-même. Cette situation d'exaspération l'aurait induit à décréter leur condamnation à mort et « à divulguer ce propos meurtrier parmi les membres de la famille » et la communauté de compatriotes de référence. Cette décision se place donc dans l'optique de « réintégration de l'ordre hiérarchique et de l'honneur familial lésés par le comportement inconsidéré » de la fille et de la

---

Réglementaires en matière de frais de justice), la demande d'aide juridictionnelle peut être présentée par ceux qui ont un revenu imposable annuel n'excédant pas 10.766,33 euros. En outre, si la personne qui veut présenter cette demande vit avec son conjoint ou d'autres proches, le revenu imposable annuel est augmenté de 1.032,91 Euros pour chaque personne habitant ensemble.

mère « en infligeant une punition exemplaire qui puisse aussi servir d'avertissement à l'égard des autres membres de la famille et de la communauté ». Toutefois, à ce propos, certaines études rendent compte du fait qu'essayer de comprendre la réalité musulmane par le biais des préceptes religieux immuables c'est recourir aux stéréotypes<sup>9</sup>. En effet, cette situation est confirmée par les réactions (dues ?) aux événements des compatriotes présents sur le territoire : « une réprobation générale pour la conduite violente et autoritaire » du père/mari manifestée par les interventions du secrétaire d'une association culturelle et par l'Imam local, ainsi qu'un jugement sur les meurtres des deux femmes ; « tuer ces dernières étant jugé comme un geste excessif et disproportionné par rapport aux fautes que celles-ci avaient commises ».

En ce qui concerne le délit de maltraitance, les témoignages décrivent le milieu familial comme caractérisé par une situation constante de harcèlements, de vexations, de violence, d'abus, d'humiliations, ainsi que de privations économiques et alimentaires, dont l'auteur était le mari depuis plusieurs années.

L'analyse du mobile et des circonstances des délits du cas PANO montrent donc une définition claire des rôles : la position des bourreaux est nette et bien distincte de celle des victimes, comme l'est, à son tour, celle des victimes qui succombent à cause de leur tentative légitime de revendiquer leur droit à l'autodétermination dans le sens de

---

<sup>9</sup> Giunchi E., "Ritorno alla Shari'a e prassi sociale: i reati sessuali in Pakistan", en *Sociologia del Diritto*, n. 1, 2005, p. 135.



reconnaissance de leur capacité de choix autonome et indépendant<sup>10</sup>.

On ne peut pas en dire autant pour le cas GUMO. En effet, il est ici indispensable de mettre en évidence que madame GI a subi différents processus de victimisation à plusieurs niveaux durant les différentes phases de sa vie, processus de victimisation qui ont sans doute représenté des attaques continuelles à son instinct d'auto-conservation :

a) Durant son enfance et son adolescence, des processus de victimisation dus à la négligence et aux mauvais traitements : les premiers par les deux parents, les seconds par le père ;

b) Durant son enfance et son adolescence, elle a subi d'autres processus de victimisation car elle a été exposée à la violence conjugale de son père envers sa mère. Madame GI a observé cette violence directement et indirectement en voyant et en entendant son père menacer et agresser sa mère et elle a également vu la violence exercée par le père sur ses autres frères et sœurs et, par la suite, l'imposition de la violence dans le cadre familial par son frère qu'elle a tué en 2012.

c) À l'âge adulte, des processus de victimisation dus à la violence domestique. La vie adulte de GI a été marquée par des situations de violence domestique que ce soit dans sa famille d'origine (avant le mariage et après, à son retour, suite à l'échec de ce dernier) ou avec son mari. En particulier, la relation quotidienne de cohabitation entre les frères GA et GI est

marquée par des scènes ordinaires d'abus, de prévarications et d'humiliations que le frère produit à l'égard de sa sœur. Devoir toujours vivre la présence du frère à la maison dans un climat de crainte, d'anxiété et de terreur de plus en plus lourd a certainement représenté pour madame GI une situation impalpable d'érosion physique et psychologique, morale et identitaire.

d) À l'âge adulte, des processus de victimisation secondaire. La femme s'est adressée, à plusieurs reprises, à des institutions (forces de l'ordre, élus locaux, services territoriaux), mais ces contacts ne se sont jamais concrétisés par des parcours d'aide.

Il est évident que, dans ce second cas aussi, on se trouve face à deux typologies de victimes entre lesquelles la relation et l'interaction est intense : pour reprendre les expressions de von Hentig, le frère GA est la « personne qui tourmente les autres », alors que la meurtrière, madame GI, est la « victime-criminelle ».

En effet, comme chacun sait, la personne qui, généralement, tourmente les autres<sup>11</sup>, dans les tragédies familiales, après avoir commis des actes criminels envers la victime, devient elle-même une victime à cause de sa propre victime. Von Hentig reprend l'exemple typique du père alcoolique ou psychotique qui torture pendant des années sa femme et ses enfants jusqu'à ce que l'un d'eux, désormais adulte, peut-être même provoqué par son père âgé, le tue. L'homicide constitue simplement la phase aigüe d'une situation chronique de tension.

---

<sup>10</sup> Voir Mangiameli S., "Autodeterminazione: diritto di spessore costituzionale?", Juillet 2009, p. 1, publié sur le site: [http://www.forumcostituzionale.it/site/images/stories/pdf/documenti\\_forum/paper/0148\\_mangiameli.pdf](http://www.forumcostituzionale.it/site/images/stories/pdf/documenti_forum/paper/0148_mangiameli.pdf)

---

<sup>11</sup> von Hentig H., *The Criminal and His Victim: studies in the sociology of crime*, Archon Books, Hamden, 1948, pp. 431-432.

GI, sœur de GA, est la victime-criminelle qui, après avoir subi des humiliations, souffrances et injustices pendant des années et n'ayant pas obtenu une réparation à la hauteur des torts subis, de victime s'est transformée en criminelle.

Il est facile de constater que la complexité de cette situation n'a été en aucun cas « traduite » en langage juridique dans le chef d'accusation.

Cette complexité est, en revanche, clairement présente dans les mots de madame GI quand, tout de suite après avoir tiré sur son frère, elle appelle la Police et confesse ce qui s'est passé de la manière suivante : « j'ai tué mon frère, je m'appelle GI », je lui ai tiré dessus « car il a détruit ma vie et celle de toute ma famille pendant des années, c'était un cauchemar... hier il m'a encore frappée ».

#### **4. Les circonstances aggravantes et atténuantes.**

En référence au cas PANO, seulement pour les délits d'homicide et de tentative d'homicide, la circonstance aggravante de la préméditation n'a pas été appliquée et on n'a trouvé ni explication ni mention dans l'arrêt de la Cour d'Assise d'Appel, même si les témoignages mettent en évidence que « l'assassinat des deux femmes avait été décidé lors d'une réunion » quelques mois auparavant.

Il est intéressant de s'arrêter un instant sur l'application de la circonstance aggravante des motifs abjects aux délits du cas PANO étant en présence de ce que la littérature définit désormais comme des « délits culturellement motivés » c'est-à-dire des violations de normes pénales du système juridique du pays d'accueil par des individus appartenant à des groupes

minoritaires qui ont mis en pratique des comportements, au contraire, tolérés, autorisés ou même imposés par le contexte culturel de provenance<sup>12</sup>.

En Italie aussi, au cours de ces dernières années, les procédures pénales engagées contre des immigrés ont augmenté. Dans le cadre de ces procédures, il a été nécessaire de prendre en compte l'appartenance culturelle de l'auteur du crime et de décider si cette dernière a influencé la genèse et les modalités d'accomplir l'acte. Par exemple, dans le cas PANO, il est possible de faire référence à la violence conjugale et au « délit d'honneur », c'est-à-dire au recours à la violence pour venger une offense subie. Toutefois, la jurisprudence italienne tient compte aussi d'autres crimes culturellement motivés, dans le cas de mutilations génitales féminines, de relations sexuelles avec des mineurs, de mariages par enlèvement, de violations des droits des enfants (travail, mendicité, etc.)<sup>13</sup>.

Dans notre cas, la sentence de la Cour d'Assise d'Appel justifie de la manière suivante l'application de la circonstance aggravante des motifs abjects : « Il est vrai que le Juge ne peut pas négliger les références culturelles, nationales et religieuses en examinant les motivations de l'acte criminel. Cependant, le paramètre qui doit le guider dans l'évaluation du caractère abject des motifs est constitué par le fait que le délit est méprisable selon le sentiment commun, provoque répulsion et est injustifiable à cause du caractère anormal face au sentiment humain (voir Cassation Pénale, Première Section, 13

---

<sup>12</sup> Grandi C., «A proposito di reati culturalmente motivati», *Diritto Penale Contemporaneo*, 3 Octobre 2011, p. 2, publié sur le site : [www.penalecontemporaneo.it](http://www.penalecontemporaneo.it)

février 2006, n°5448). Les juges de la Cassation Pénale ont souligné que, sur la base du sentiment commun de l'époque actuelle [...] la circonstance aggravante des motifs abjects doit être appliquée quand un homicide [...] est l'expression d'un esprit punitif envers la victime qui est vue par l'agresseur comme un objet de sa propriété qui ne peut pas lui désobéir (voir Cassation Pénale, Première Section, 25 octobre 1997, n°9590). Et encore : il recourt la circonstance aggravante du motif abject en lien avec un homicide provoqué par un rapport pervers et pathologique de possession parentale du père à l'égard de sa fille qui revendiquait plus d'autonomie, et avait un comportement difforme par rapport aux us et coutumes de sa famille ».

Nous en déduisons donc que le juge a choisi malgré tout de baser les notions de « culture » et de « groupe culturel » sur l'appartenance nationale ou religieuse et qu'il a, à plusieurs reprises, logiquement valorisé que le fait d'appartenir « à une ethnie autre que majoritaire » a conditionné la conduite criminelle<sup>14</sup>.

Nous nous trouvons face à des délits culturels « dans le sens strict du terme » et le choix opéré par le juge semble donc dériver directement de la nature même des faits jugés et de leur enchaînement.

Mais quelles évaluations faire en cas de délits culturels « au sens large du terme » voir « très large » c'est-à-dire quand on se trouve face à des faits criminels « dans lesquels la matrice en général 'culturelle' de la conduite a pour origine non pas la diversité ethnique ou nationale de l'auteur, mais bien l'adhésion de ce dernier à des

[...] traditions, des conceptions du monde caractérisées par des 'normes culturelles' en conflit plus ou moins évident avec les normes juridiques positives » ?<sup>15</sup>

La référence au cas GUMO est évidente ; nous pourrions le définir justement comme un délit culturel au sens « très large » du terme, étant donné que nous nous trouvons dans le cadre d'une sous-culture au centre duquel se trouve une famille rurale, patriarcale, ancrée dans des valeurs « traditionnelles » et machistes, une famille isolée du contexte social, pour laquelle misère, ignorance, négligence, souffrances, exploitation, humiliations et violences sont les termes les plus appropriés pour la caractériser.

Plusieurs modalités juridiques qui peuvent prendre en compte la situation ont été indiquées par la défense de madame GI dans l'acte de pourvoi de l'ordonnance du JEP (Juge chargé des Enquêtes Préliminaires) avec laquelle, trois jours après l'homicide, était établie à son égard la mesure de détention préventive en prison. La défense avait en effet demandé la révocation de cette mesure en soutenant que madame GI avait agi en état de légitime défense et, en outre, demandait pour elle la détention à domicile auprès d'une association d'aide aux victimes, en raison de l'absence d'arguments allant dans le sens de la nécessité de la détenir provisoirement. Le Tribunal a rejeté le recours sur la base de nombreuses évaluations motivées qui méritent d'être examinées un peu plus en détail. Les juges ont considéré que la cause du geste homicide était logiquement liée à la volonté de madame GI de se libérer de son cauchemar, représenté

---

<sup>13</sup> *Ibidem*, pp. 2-3.

<sup>14</sup> *Ibidem*, p. 11.

<sup>15</sup> *Ibidem*, p. 12.

par son frère car ce dernier rendait la vie impossible à tous les membres de sa famille. Ces juges ne constatent donc pas une situation de grave danger imminent rendant nécessaire l'explosion de coups mortels pour se défendre. Dans ce sens, l'homicide a une valeur libératoire et de représailles. À leur avis, il s'agissait par conséquent d'une exécution intentionnelle qui a eu lieu pour résoudre une situation de malaise familiale, faite de vexations répétées, de coups, de menaces, de gestes d'hostilité systématiques qui devenaient de plus en plus nombreux et inquiétants. Cet arrêt décrit madame GI comme une personne qui choisit les solutions radicales, qui manie les armes à feu avec compétence, qui pratique les arts martiaux et, de ce fait, les cibles potentiels de ses éventuelles actions préjudiciables pourraient ne pas se limiter à ses proches.

Dans ces conditions, les juges ne considèrent pas comme adéquate la mesure de la résidence surveillée auprès d'une association d'aide aux victimes de violence car, même si elle a été à son tour victime de mauvais traitements, la situation doit être évaluée à la lumière des faits. En effet, selon les juges, madame GI est une fratricide, elle est experte en armes à feu, elle pratique les arts martiaux, c'est une personne qui a démontré sa façon cruelle d'affronter les difficultés, comme le chef d'inculpation le met en évidence. Ensuite, madame GI a été condamnée à 10 ans et 8 mois de réclusion. Le Tribunal n'a pas accepté la thèse de l'avocat défenseur qui avait, de nouveau, demandé l'acquittement pour légitime défense, soutenant que le geste était « une réaction disproportionnée à un mal injuste ». En revanche, le juge a pris en compte

le contexte dans lequel le délit a eu lieu et, soupesant circonstances aggravantes (le lien fraternel) et atténuantes, il a opté pour faire prévaloir ces dernières.

Il est utile d'approfondir la question de la légitime défense dans les cas d'homicides commis par des « femmes battues », comme madame GI, en se rapportant à des épisodes qui se sont produits outre-Atlantique il y a déjà plusieurs décennies, tout en tenant compte de la différence de systèmes juridiques.

En 1990, Angélique Lyn Lavallée a tué par arme à feu, son concubin qui abusait d'elle. Acquittée en première instance, elle a cependant été condamnée par la Cour d'Appel de Manitoba. La défense a présenté un recours à la Cour Suprême du Canada, car elle voulait que le syndrome de la « femme battue » soit reconnu juridiquement comme une preuve sur laquelle élaborer la thèse de la légitime défense<sup>16</sup>. La Cour Suprême a accueilli cette interprétation et décidé que le syndrome de la « femme battue » pouvait représenter une cause d'exclusion de responsabilité pénale des femmes maltraitées pour les tribunaux canadiens.

Le cas est intéressant car il présente de nombreuses analogies avec celui de madame GI. La requérante canadienne, une femme maltraitée, a tué son concubin en lui tirant derrière la tête alors qu'il sortait de la chambre à coucher. Le fait s'était produit suite à une dispute durant laquelle la requérante avait été maltraitée physiquement et craignait pour sa sécurité, étant donné que le concubin avait menacé de la tuer si elle ne l'avait pas fait la première. La femme était continuellement victime des violences de son

compagnon et, suite à ces épisodes, elle avait néanmoins inventé des excuses pour expliquer ses blessures au personnel sanitaire auquel elle s'était adressée à de nombreuses reprises.

Un psychiatre avait été chargé d'effectuer une expertise dont l'avocat défenseur s'était servi pour soutenir la non-punibilité de la femme pour légitime défense. Il avait constaté que la requérante vivait en permanence dans une situation de terreur, qu'elle était visiblement incapable de quitter le domicile familial malgré la violence et qu'elle parlait de mauvais traitements systématiques et continuels qui mettaient sa vie en danger. L'expertise soulignait aussi que l'assassinat du concubin représentait l'acte ultime et désespéré d'une femme ayant toutes les raisons de croire qu'elle aurait été tuée cette nuit-là.

Les juges ont opté pour l'admissibilité de l'expertise afin d'éclaircir les circonstances effectives du « syndrome de la femme battue ». En effet, la situation est difficile à comprendre, car à cause de stéréotypes très diffusés, on considère que les femmes maltraitées ne le sont pas de manière aussi grave qu'elles le soutiennent, sinon elles auraient déjà interrompu la relation violente.

Les juges de la Cour Suprême du Canada ont considéré que l'expertise pouvait aider à comprendre la raison pour laquelle une accusée n'a pas fui quand elle croyait que sa vie était en danger, et à mettre en évidence les motivations raisonnables sur la base desquelles elle s'était convaincue que tuer l'agresseur était la seule manière d'avoir la vie sauve.

---

<sup>16</sup> <http://scc-csc.lexum.com/scc-csc/scc-csc/fr/item/599/index.do>

Une décision de ce type peut certainement contribuer à modifier la perception et la représentation sociale de la violence domestique et des femmes maltraitées qui tuent la personne qui abuse d'elles.

Un vaste mouvement associatif opère aussi dans ce sens sur le continent américain. C'est le cas, par exemple, de l'association californienne « *Free Battered Women* »<sup>17</sup> qui essaie de mettre fin à la victimisation secondaire subie par les femmes détenues, ayant survécu à des violences domestiques, dans le cadre d'un plus grand mouvement de justice à l'égard de toutes les personnes victimes de « *intimate partner violence* » (violence conjugale). Pour atteindre cet objectif, l'association œuvre pour créer des réseaux composés par la communauté, la « *parole advocacy* », le système scolaire, les médias et les services sociaux.

## **5. Le rôle des médias et des institutions.**

Concernant la couverture médiatique et l'attention institutionnelle à l'égard de ces deux faits divers, les évaluations, encore une fois, ne peuvent être que de signe opposé.

D'un côté, pour le cas PANO, on constate une attention médiatique et institutionnelle excessive accompagnée d'un dédain et d'horreur bien compréhensible à l'égard de la brutalité du geste mais aussi de demande d'une justice immédiate et exemplaire. De l'autre côté, pour le cas GUMO, les mêmes mécanismes ne se sont présentés ni réciproquement et ni dans le sens opposé : attention médiatique essentiellement focalisée au niveau local et au cours des jours ayant immédiatement suivi les faits ; une

---

<sup>17</sup> Voir le site : [www.freebatteredwomen.org](http://www.freebatteredwomen.org)

attention dans tous les cas caractérisée par un manque d'approfondissements analytiques et de débats institutionnels ; aucune réflexion sur l'intensité des responsabilités pénales de la meurtrière et, quant aux "monstres finissant en première page", si monstre il y a, il n'a semblé que ce ne pouvait être que madame GI.

Les faits divers racontés dans les journaux, aussi bien au niveau local que national, ont largement couvert chaque phase du cas PANO, des délits à chacune des étapes du procès, en proposant, comme dans d'autres cas qui ont eu lieu précédemment en Italie<sup>18</sup>, de nouveau la lecture du délit d'honneur avec des tons et des accents extrêmement emphatiques et rhétoriques sans réussir à fuir les instrumentalisation politiques.

Par exemple, un député de centre-droite fait ce commentaire à la fin d'une marche silencieuse organisée quelques jours après les faits, à laquelle ont participé quelques centaines d'immigrés, des élus locaux, des diplomates et des représentants d'associations culturelles : « Nous souhaitons que les marches silencieuses organisées par la gauche et par les sympathisantes de l'UDI [*Unione Donne Italiane* – Union des Femmes Italiennes] aident au moins à éclairer l'esprit de certains à propos de l'échec des politiques d'intégration et de la dangerosité d'accueillir des personnes qui ont fait du fanatisme leur propre religion. Ce serait déjà un résultat flatteur ».

Il est évident que les institutions et le monde des associations se sont engagés activement dans ce cas étant donné qu'elles poursuivent des finalités de protection des intérêts lésés par le délit aussi

bien avec les fins des associations qu'avec des politiques d'intégration et de protection des femmes victimes de violence domestique.

Tant et si bien que l'Association Culturelle des femmes musulmanes en Italie, le maire de la commune où se sont produits les faits (en qualité de curateur spécial des frères mineurs), la Région, mais aussi la Présidence du Conseil des Ministres et le Ministère de l'égalité entre les femmes et les hommes se sont constitués parties civiles dès la procédure en première instance.

Quelques jours après ces délits, le 12 octobre 2010, une députée de centre-droite déposait une requête parlementaire adressée aux Ministres de l'Intérieur et à celui du Travail et des Politiques sociales pour savoir :

« comment il se peut que, malgré les demandes d'aide présentées par la victime et la fille à des associations locales engagées dans des activités de médiation culturelle, théoriquement destinées à faciliter l'intégration des étrangers, personne ne soit intervenu pour dénoncer les violences subies par les deux femmes ;

[...] si vous considérez comme nécessaire de mener, avec la collaboration des institutions locales, une enquête approfondie pour vérifier combien de situations semblables, non dénoncées, il y a dans notre pays, en particulier en référence au phénomène des mariages forcés, et pour vérifier la situation réelle des femmes étrangères vivant en Italie ;

si et comment voulez-vous intervenir pour vérifier si l'activité de culte qui se déroule dans le lieu destiné à mosquée [...] respecte les lois et surtout si des actions illicites sont commises en

---

<sup>18</sup> Voir Parolari P., "Reati culturalmente motivati: un'altra sfida del multiculturalismo ai diritti fondamentali", publié sur le site : <http://www.search->

---

[document.com/doc/1/1/reati-culturalmente-motivati.html](http://document.com/doc/1/1/reati-culturalmente-motivati.html)

dépît de la sécurité et de l'ordre public, ainsi qu'en dépît de la sécurité nationale ;

quelles mesures urgentes envisagez-vous d'adopter pour empêcher que des lieux comme ceux-ci continuent de proliférer dans notre pays, souvent sans être repérés en temps utile, et qu'ils soient utilisés pour endoctriner les jeunes étrangers au fondamentalisme et au fanatisme religieux ».

Il est vrai qu'ici les tentatives d'utiliser à des fins politiques les faits de sang tragiques, en soutenant que ce sont les étrangers qui minent la sécurité personnelle, qui blessent la sensibilité des citoyens et qui n'acceptent pas nos lois, sont tout à fait évidentes.

D'autre part, étant donné qu'aucune requête parlementaire n'a été déposée pour le cas GUMO, et qu'aucune association n'a organisé de marche silencieuse, nous avons le devoir de nous nous poser des questions analogues.

Comment a-t-il été possible que, malgré les différentes demandes d'aides présentées par madame GI, personne ne soit intervenu pour dénoncer les violences perpétrées dans cette famille et pour aider ses membres ? Il est compréhensible que madame GI ne puisse percevoir la société que comme indifférente à sa situation. C'est pourquoi on peut soutenir qu'elle pouvait ne pas être inévitablement conditionnée par le « sens d'injustice et de colère puis par des sentiments de vengeance et de revendication »<sup>19</sup>.

En outre, si le contexte social cause, soutient ou favorise la victimisation et si celui-ci ne change pas, voire continue à être préjudiciable à la

---

<sup>19</sup> Balloni A., "Vittima, crimine e contesto sociale", en Balloni A., Viano E. (sous la direction de), *IV Congresso Mondiale di Vittimologia. Atti della giornata bolognese*, Clueb, Bologna, 1989, p. 19.

victime, « la victimisation s'aggrave »<sup>20</sup> et « est associée à un profond sentiment d'abandon »<sup>21</sup>.

Les processus de victimisation secondaire sont si délétères pour les victimes qu'ils reviennent à plusieurs reprises dans la Directive 2012/29/UE du Parlement Européen et du Conseil du 25 octobre 2012, établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité.

Il est important de signaler, en particulier, le point 9 des préambules : « Il convient de protéger les victimes de la criminalité de victimisation secondaire et répétée, des intimidations et des représailles, de leur apporter un soutien adapté destiné à faciliter leur rétablissement et de leur offrir un accès suffisant à la justice ».

Les déclarations spontanées de madame GI au cours du procès sont significatives dans ce sens : « Monsieur le Juge, les institutions savaient ce qui se passait mais personne n'a rien fait. J'ai dû m'en occuper moi-même ».

## 6. Conclusions.

Les deux cas décrits rappellent clairement les définitions de Sellin sur les conflits culturels.

Le cas PANO relève des conflits culturels primaires qui se produisent quand les normes d'une culture sont vues comme déviantes dans une autre culture. Cela se réalise, comme c'est le cas ici, dans des contextes d'immigration.

---

<sup>20</sup> Viano E., "Vittimologia oggi: i principali temi di ricerca e di politica pubblica", en Balloni A., Viano E. (sous la direction de), *op. cit.*, p. 141.

<sup>21</sup> Bisi R., "Vittimizzazione: l'imprevedibilità di un percorso e la necessità di uno studio", en Balloni A., Bisi R., Costantino S. (sous la direction de), *Legalità e comunicazione. Una sfida ai processi di vittimizzazione*, Angeli, Milano, 2008, p. 31.

Le cas GUMO est, en revanche, un exemple de conflit culturel secondaire qui se produit dans une même culture quand les membres d'une sous-culture définissent comme normaux des comportements vus comme déviants par d'autres membres de la même société car ces derniers font référence à la culture dominante.

Il est évident que ni les institutions, système judiciaire compris, ni les médias n'abordent les questions liées aux conflits culturels de la même manière.

De leur côté, les médias s'intéressent aux étrangers présents sur notre territoire, et donc aux conflits culturels primaires, surtout quand des faits divers se produisent ou pour diffuser des concepts liés au sentiment d'insécurité des citoyens en prenant peu en considération les histoires, les opinions et les revendications des immigrés impliqués. Cela contribue sans aucun doute à alimenter des discours alarmés et stéréotypés sur les flux migratoires, en créant un effet anxiogène auprès de l'opinion publique à laquelle, à long terme, s'accompagne un effet d'accoutumance. Ces orientations s'appuyant sur une recherche récente<sup>22</sup> sont immobiles et statiques depuis trente ans et s'articulent sur trois clés d'interprétation qu'on peut synthétiser sous la forme d'un slogan : il n'y a pas d'immigration sans faits divers (judiciaire ou autre), il n'y a pas d'immigration sans sécurité, il n'y a pas d'immigration sans stéréotypes.

Étant donné ces mécanismes, qu'on ne peut sans doute pas imputer qu'aux qualités professionnelles des journalistes, mais aussi à la

nécessité de faire de l'audience (et donc de l'argent) par l'intermédiaire d'informations immédiates et sensationnelles, il va de soi que le cas PANO s'est présenté comme une occasion à ne pas manquer.

Si l'information sur le crime contribue à la création d'un imaginaire collectif sur la personne du criminel, s'il n'y a pas d'immigration sans stéréotypes, les informations sur le cas PANO (mais aussi d'autres cas analogues) aident les gens à garder leurs convictions sur les causes de la violence domestique, c'est-à-dire sur des situations à attribuer à l'héritage de coutumes tribales enracinées dans des pays du tiers monde, mais dont le monde occidental serait par définition exempt ; et donc, la femme de ce monsieur si gentil et si convenable, que nous avons croisée ce matin dans l'escalier et qui avait un œil au beurre noir, s'était sans aucun doute cognée contre la porte.

En suivant cette logique, il est évident qu'en ce qui concerne le cas GUMO (et d'autres analogues) on en parle le moins possible car autrement, il faudrait abandonner le style immédiat et sensationnel des nouvelles pour approfondir la complexité de la situation, s'agissant d'un conflit secondaire qui implique sa propre culture et sa propre identité sociale.

On peut également penser que la « victime qui ne fait que subir » fait les gros titres car elle suscite plus de compassion que la victime qui a en revanche osé réagir à sa situation. Dans ce dernier cas, en effet, des nouvelles approfondies sur la victime-criminelle ferait éclater la vérité sur sa souffrance, sa lutte solitaire pour la « survie » ; « solitaire », car méconnue et qui n'a pas bénéficié de soutien collectif et politique. Dénoncer cette situation par le biais des médias

---

<sup>22</sup> Morcellini M., Binotto M., Bruno M., Lai V., *Ricerca nazionale su immigrazione e asilo nei media italiani*, Roma, 20 dicembre 2009, publié sur le site : <http://www.cestim.it/08media.htm>



signifierait révéler ouvertement des conditions d'inégalité des droits entre citoyens pour lesquels l'État a sa part de responsabilité.

Il semble donc évident que les conflits culturels ne sont pas tous égaux et que les conflits primaires sont plus « intéressants » pour les médias et les institutions que les conflits secondaires. Ces derniers contribueraient en outre à soulever beaucoup plus de doutes et d'interrogations sur le mode d'action des institutions et des services d'aide que les conflits primaires qui, au contraire, peuvent être évalués et étiquetés comme étrangers à son propre tissu social, représentant ainsi une situation typique des modèles endogroupe/exogroupe dans laquelle « au fond, la société n'abandonne pas la défense immunitaire »<sup>23</sup>. En d'autres termes, les conflits secondaires, en mettant plus en difficulté les institutions que les conflits primaires, ne sont pas toujours traités de manière appropriée et contribuent, selon moi paradoxalement, à générer des attitudes discriminatoires de la part des institutions, des médias et de l'opinion publique.

Enfin, les deux cas ici analysés mettent encore une fois en évidence la nécessité d'élargir un peu plus les limites des politiques pour la protection des femmes dans notre pays et, dans ce contexte, je voudrais également rappeler, conformément à l'art. 15 de la Convention d'Istanbul<sup>24</sup>, l'importance d'une formation adéquate des professionnels du secteur ayant affaire aux victimes de violence domestique, de satisfaire les

besoins des victimes, de faire valoir leurs droits et de prévenir la victimisation secondaire. En effet, la formation ne sert pas seulement à préparer les professionnels à un travail avec une certaine compétence en la matière, mais contribue aussi à sensibiliser ces opérateurs et à provoquer en eux des changements de perspective et de comportement.

Dans chaque domaine (travail social, services à la personne, professions sanitaires, sécurité, justice, éducation), en gardant bien à l'esprit que la limite non négociable est celle de protéger les plus faibles et les personnes qui ont le plus besoin de voir sauvegardée leur dignité, ces professionnels devront probablement savoir répondre de plus en plus souvent, avec compétence et bon sens, à la question concrète suivante : comment peser la liberté de choix des protagonistes d'une action née d'un conflit culturel ?

## Références.

- Adler J. S., "I loved Joe, but I had to shoot him: homicide by women in turn-of-the-century Chicago", *Journal of Criminal Law & Criminology*, vol. 92, n. 3/4, Spring 2002, pp. 867-897.
- Balloni A., Bisi R., Sette R., *Manuale di Criminologia – Criminalità, controllo, sicurezza*, Clueb, Bologna, 2013.
- Balloni A., Viano E. (a cura di), *IV Congresso Mondiale di Vittimologia. Atti della giornata bolognese*, Clueb, Bologna, 1989.
- Barrett M. (edited by), *Interculturalism and multiculturalism: similarities and differences*, Council of Europe Publishing, Strasbourg, 2013.
- Bisi R., "Vittimizzazione: l'imprevedibilità di un percorso e la necessità di uno studio", en Balloni A., Bisi R., Costantino S. (a cura di), *Legalità e comunicazione. Una sfida ai processi di vittimizzazione*, Angeli, Milano, 2008.
- Chesler P., "Worldwide Trends in Honor Killings", *The Middle East Quarterly*, vol. XVII, n. 2, Spring 2010, pp. 3-11, publié sur le site :

<sup>23</sup> Gianaria F., Mittone A., *Culture alla sbarra. Una riflessione sui reati multiculturali*, Einaudi, Torino, 2014, p. 51.

<sup>24</sup> Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul), 11 Mai 2011.

- <http://www.meforum.org/2646/worldwide-trends-in-honor-killings>
- Gianaria F., Mittone A., *Culture alla sbarra. Una riflessione sui reati multiculturali*, Einaudi, Torino, 2014.
  - Giunchi E., “Ritorno alla Shari’A e prassi sociale: i reati sessuali in Pakistan”, *Sociologia del Diritto*, n. 1, 2005, pp. 107-136.
  - Grandi C., “A proposito di reati culturalmente motivati”, *Diritto Penale Contemporaneo*, 3 ottobre 2011, publié sur le site : [www.penalecontemporaneo.it](http://www.penalecontemporaneo.it)
  - Hamilton H. A., “Adolescent Independence across Immigrant Generations: Age and Ethnic Variations”, *Sociological Focus*, vol. 43, n. 3, August 2010, pp. 240-258.
  - Howerton A., “Police Response to Crime”, *Journal of Ethnicity in Criminal Justice*, vol. 4, n. 3, pp. 51-66, DOI: [10.1300/J222v04n03\\_03](https://doi.org/10.1300/J222v04n03_03).
  - Koster F., Goudriaan H., van der Schans C., “Shame and Punishment: An International Comparative Study on the Effects of Religious Affiliation and Religiosity on Attitudes to Offending”, *European Journal of Criminology*, vol. 6, n. 6, 2009, pp. 481-495.
  - Jewett C., “Mercy for women who killed their abusers”, *California Watch*, January 4, 2011, publié sur le site : <http://californiawatch.org/dailyreport/mercy-women-who-killed-their-abusers-7818>
  - Le Caisne L., *Un inceste ordinaire. Et pourtant tout le monde savait*, Belin, Paris, 2014.
  - Mangiameli S., “Autodeterminazione: diritto di spessore costituzionale?”, luglio 2009, publié sur le site : [http://www.forumcostituzionale.it/site/imagenes/stories/pdf/documenti\\_forum/paper/0148\\_mangiameli.pdf](http://www.forumcostituzionale.it/site/imagenes/stories/pdf/documenti_forum/paper/0148_mangiameli.pdf)
  - Marleau J., « Fratricide et sororicide : synthèse de la littérature », *Criminologie*, vol. 36, n°1, 2003, pp. 157-175.
  - Mitton P., Pacheco D., “Do abused women have the right to kill their abusers?”, December 19, 2013, publié sur le site : <http://www.cbc.ca/thecurrent/episode/2013/12/19/do-abused-women-have-the-right-to-kill-their-abusers/>
  - Morcellini M., Binotto M., Bruno M., Lai V., *Ricerca nazionale su immigrazione e asilo nei media italiani*, Roma, 20 dicembre 2009, publié sur le site : <http://www.cestim.it/08media.htm>
  - Organizzazione Mondiale per le Migrazioni, *Le migrazioni in Italia. Scenario attuale e prospettive*, Edizioni Idos, Roma, dicembre 2011 (disponibile sul sito: [http://www.dossierimmigrazione.it/docnew/s/file/2012\\_OIM\\_1951-2011\\_IT.pdf](http://www.dossierimmigrazione.it/docnew/s/file/2012_OIM_1951-2011_IT.pdf)).
  - Parolari P., “Reati culturalmente motivati: un’altra sfida del multiculturalismo ai diritti fondamentali”, publié sur le site : <http://www.search-document.com/doc/1/1/reati-culturalmente-motivati.html>
  - Sellin T., *Conflicts de culture et criminalité*, Pedone, Paris, 1984.
  - Sette R., « L’omicidio a Bologna nella seconda metà del XX secolo. Scenari di vittimizzazione », *Rivista di Criminologia, Vittimologia e Sicurezza*, Vol. I, n. 2, Maggio-Agosto 2007, pp. 61-83.
  - Sette R., « Honneur, terrorisme et criminalité: soixante ans d’homicides en Italie (1945-2005) », en Mucchielli L., Spierenburg P. (sous la direction de), *Histoire de l’homicide en Europe. De la fin du Moyen Âge à nos jours*, Paris, Éditions La Découverte, 2009, pp. 163-195.
  - Tomer-Fishman T., “Cultural defense, cultural offense, or no culture at all?: An empirical examination of Israeli judicial decisions in cultural conflict criminal cases and of the factors affecting them”, *Journal of Criminal Law and Criminology*, vol. 100, n. 2, March 2010.
  - von Hentig H., *The Criminal and His Victim: studies in the sociobiology of crime*, Archon Books, Hamden, 1948.
  - Wimberly M. H., “Defending Victims of Domestic Violence Who Kill Their Batterers: Using the Trial Expert to Change Social Norms”, American Bar Association Commission on Domestic Violence, 2007, publié sur le site : <http://www.americanbar.org/content/dam/aba/migrated/domviol/priorwinners/Wimberly2.authcheckdam.pdf>

## Le sfide che i figli degli immigrati devono affrontare

*Sandra Sicurella\**

### **Riassunto**

Le trasformazioni economiche, la povertà, le guerre, le violenze e le congiunture socio-politiche hanno generato delle ondate migratorie che, senza battute d'arresto, interessano quotidianamente anche il nostro Paese. I figli degli immigrati sono chiamati a confrontarsi con una serie di difficoltà che si trasformano in sfide quotidiane volte ad affermare una posizione nella società ospitante. Il numero delle presenze dei minori stranieri cresce costantemente e spesso lo scontro culturale può comportare un'esclusione pesante da gestire soprattutto per i minori, che non possiedono a volte gli strumenti adeguati a fronteggiare le ostilità.

### **Résumé**

Changements économiques, pauvreté, guerres et conditions socio-politiques ont créé des vagues d'immigration auxquelles doivent continuellement faire face les pays d'accueil, Italie comprise. Les enfants des migrants doivent affronter de nombreuses difficultés qui se transforment, au quotidien, en autant de défis pour affirmer leur propre position dans la société d'accueil. Le nombre d'admissions d'enfants étrangers augmente constamment et souvent le choc des cultures peut conduire à l'exclusion. Il s'agit d'une situation extrêmement difficile, en particulier pour les mineurs qui, quelquefois, ne possèdent pas les outils dont ils ont besoin pour l'affronter.

### **Abstract**

Economic changes, poverty, wars, violence and socio-political conditions generated waves of migrants that irreversibly affect the daily lives in our country too. Children of migrants are requested to face many difficulties which are transformed into challenges on a daily basis in order to assert a position in the host society. The number of admissions of foreign children is constantly growing and often the culture clash may lead to exclusion. This is an extremely difficult situation, especially for children who sometimes do not have the adequate tools to deal with this.

**Key words:** migrants; children; challenges; culture clash; exclusion.

---

\* Dottore di ricerca in criminologia, assegnista di ricerca presso il Centro Interdisciplinare di Ricerca sulla Vittimologia e sulla Sicurezza – Dipartimento di Sociologia e Diritto dell'Economia, Università di Bologna.

## 1. Introduzione: l'insicurezza dei pregiudizi<sup>1</sup>

L'Italia ha un passato denso di storie d'emigrazione. I suoi figli, fin dagli anni del grande esodo, sono stati costretti a lasciare il suolo natio, a causa di congiunture particolarmente difficili di natura economica e sociale, per raggiungere paesi lontani in grado di soddisfare esigenze lavorative e di realizzazione personale. Le vicissitudini che li hanno interessati non sempre si associano a ricordi piacevoli, il processo d'integrazione è stato per loro lungo e difficile anche a causa di quei pregiudizi e quegli stereotipi che tradizionalmente hanno riguardato gli italiani.

A partire dagli ultimi decenni del secolo scorso, si è assistito, lentamente e inesorabilmente ad una svolta storica, che ha trasformato l'Italia da luogo doloroso di emigrazione ad approdo di immigrati, costretti a lasciare i paesi d'origine: le trasformazioni economiche, la povertà, le guerre, le violenze e i mutamenti socio-politici hanno generato, a partire dai paesi maggiormente svantaggiati, delle ondate migratorie che, senza battute d'arresto, interessano quotidianamente anche le nostre città.

Nel contesto urbano si assiste pertanto a forme di coabitazione, spesso forzata, che non di rado degenerano in atteggiamenti xenofobi e razzisti i quali, in alcuni casi, sono radicati nel timore ancestrale dell'altro in quanto portatore di una differenza culturale irriducibile e che, anzi, sembra minacciare l'ordine costituito e l'ambiente securizzante al quale si era abituati: "...i migranti

---

<sup>1</sup> Questo paragrafo è frutto di una parziale rielaborazione del paragrafo "noi e loro" pubblicato nel seguente articolo: S. Sicurella, "Lo studio della vittimologia per capire il ruolo della vittima", in *Rivista di Criminologia, Vittimologia e Sicurezza*, Volume

vanno bene quando non si vedono, chiusi nelle fabbriche e nelle case, quando non mostrano desideri di socialità, quando non 'invadono' i nostri spazi più familiari, quando non pretendono di vivere 'come noi', di essere come noi"<sup>2</sup>.

Lo straniero, l'extracomunitario in particolare, viene vissuto come un invasore, come colui in grado di intaccare il senso di identità collettiva di una nazione e che, soprattutto se irregolare o, peggio ancora, clandestino, diventa foriero di pericoli anche perché ritenuto quasi ontologicamente portato a deviare e, addirittura, a delinquere.

La marginalità sociale, in cui spesso gli immigrati sono costretti a vivere per mancanza di concrete possibilità lavorative e, dunque, economiche, contribuisce ad alimentare il pregiudizio tanto che, ancora oggi, molti italiani sono convinti che l'equazione extracomunitario/criminale esista<sup>3</sup>. Non solo, nel comune sentire, gli immigrati sono la risposta all'aumento della criminalità, al degrado urbano, e quindi all'insicurezza per cui l'unica via possibile da intraprendere è quella della repressione e dell'isolamento<sup>4</sup>.

Gli immigrati sono i nuovi nemici pubblici<sup>5</sup>, i novelli capri espiatori<sup>6</sup> su cui far confluire le proprie paure, le proprie ansie, "(...) mettono a

---

VI, N. 3, settembre-dicembre 2012 [www.vittimologia.it/rivista].

<sup>2</sup> B. Zani (a cura di), *Sentirsi in/ sicuri in città*, il Mulino, Bologna, 2003, p. 31.

<sup>3</sup> *Ivi*.

<sup>4</sup> J. Curbet, *Insicurezza. Giustizia e ordine pubblico tra paure e pericoli*, Donzelli, Roma, 2008.

<sup>5</sup> "Come nemico comune paiono ora configurarsi il crimine e il criminale, meglio ancora se raffigurabili come quel misto di 'esterno' e 'interno' caratteristico degli immigrati 'indesiderabili', 'irregolari', 'clandestini' (...)", D. Melossi, *Stato, controllo sociale, devianza*, Bruno Mondadori, Milano, 2002, p. 262.

<sup>6</sup> B. Zani (a cura di), *op. cit.*

repentaglio i costumi consolidati del nostro gruppo, ci impongono di soffermarci a riflettere sul modo 'solito' di fare le cose, ci indispongono"<sup>7</sup>, producono disordine e inciviltà e, quindi, insicurezza.

L'immigrato è il nuovo capro espiatorio, il nuovo *pharmakos* girardiano, in grado di attirare su di sé le energie negative, le tensioni della comunità per poi trasformarle, attraverso il suo sacrificio, in energia positiva in grado di impedire la disgregazione comunitaria e mantenere l'ordine.

La logica del capro espiatorio ben si attaglia, secondo Curbet, a una strategia di populismo punitivo perché fornisce facili bersagli su cui scaricare le tensioni collettive, la responsabilità dell'insicurezza può essere così facilmente attribuita<sup>8</sup>.

Oggi, dunque, la diffidenza verso gli sconosciuti, l'inimicizia, l'ostilità verso gli altri e "le percezioni di paura e di diffidenza connesse con le presenze straniere, soprattutto nelle aree urbane, hanno caricato progressivamente di tensione il rapporto tra immigrati e residenti, al punto da costituire un problema rilevante e un'emergenza dell'ordine pubblico. La popolazione che vive in città chiede, con insistenza sempre maggiore, di essere protetta e tutelata dai rischi legati alla diffusione della criminalità"<sup>9</sup>.

Ancora una volta, quindi, gli immigrati sono percepiti come una minaccia alla sicurezza urbana perché veicolo di devianza, degrado e

insicurezza, "affrontare i problemi posti dai flussi migratori significa altresì fare i conti con il rischio, reagire all'ingiustizia, nutrire la propria coscienza di nuovi significati e di nuovi valori poiché queste sono condizioni che caratterizzano il tempo che viviamo, contraddistinto da timori vecchi e nuovi che mettono a repentaglio la nostra quotidianità, ponendoci di fronte a grandi ed importanti sfide"<sup>10</sup>.

È come se nel nostro Paese non si riuscisse a far tesoro delle esperienze passate e non esistesse una memoria storica delle nostre migrazioni.

La condizione odierna di privilegio nella quale si trova la nostra nazione, annoverata fra i paesi civili, ha un passato recente. Le verità comode e demagogiche relative all'emigrazione italiana sono ormai superate, l'immagine degli zii d'America, arricchiti e vincenti, non esiste più.

Sarebbe pertanto doveroso fare un passo indietro, guardando al passato per meglio comprendere l'atteggiamento verso lo straniero immedesimandosi nei nostri avi, nei nostri nonni, tacciati di colpe inesistenti, etichettati come barbari pericolosi, attentatori dell'ordine.

Anche gli immigrati italiani erano, infatti, paragonati ad orde tumultuose e violente: eravamo *diversi* così come lo sono oggi, per noi, gli immigrati che arrivano sulle nostre sponde turbando un presunto ordine e sconvolgendo i nostri civili costumi.

Nel secolo del grande esodo, dal 1876 al 1985, più di ventisette milioni di persone, con valige

<sup>7</sup> D. Melossi, *op. cit.*, p. 263.

<sup>8</sup> J. Curbet, *op. cit.*

<sup>9</sup> R. Bisi, "La certezza della pena tra lavoro nero e problematiche di integrazione", in *Rivista di Criminologia, Vittimologia e Sicurezza*, Vol. IV, n. 2,

maggio-agosto 2010 [www.vittimologia.it/rivista], pp. 22-23.

<sup>10</sup> R. Bisi, "Migrazioni e criminalità nella società globalizzata", in *Rivista di Criminologia, Vittimologia e Sicurezza*, Vol. III, n. 3, settembre-dicembre

stracolme di ambizioni, speranze e illusioni, lasciarono l'Italia per raggiungere paesi lontani come gli Stati Uniti. Ben presto però dovettero fare i conti con una realtà troppo dura, molti non resistettero a lungo, quasi tutti cominciarono a stipare nel dimenticatoio i sogni e ogni rosea aspettativa: tutte le loro speranze furono presto vanificate, spazzate via dal vento gelido dell'odio, dell'intolleranza, della xenofobia. La diffusione di atteggiamenti tanto ostili verso i nostri connazionali ha dato origine a stereotipi riprovevoli, nei quali tutti noi siamo, ancora oggi, imbrigliati.

Le partenze interessarono prima le regioni del nord e poi quelle del sud, i nostri connazionali, dopo viaggi lunghi ed estenuanti, spesso stipati come mercanzia dentro le navi per mesi in mezzo al mare per raggiungere l'agognata terra statunitense e realizzare il sogno americano, una volta arrivati a destinazione, si adattarono ai lavori più pesanti, meno qualificati e più pericolosi.

Ripercorrere la strada dell'emigrazione italiana all'estero, quindi, si traduce in una resa dei conti con se stessi, con le proprie radici, ma anche con il proprio avvenire.

Siamo stati protagonisti di tutto ciò che adesso attribuiamo, a volte con sdegno e disprezzo, agli extracomunitari, siamo stati sospettati degli stessi reati di cui li accusiamo. Non esiste stereotipo rinfacciato agli immigrati che abitano le nostre città che non sia stato già attribuito a noi.

Anche noi siamo stati scaricati in mare dalle navi e i nostri *passeur* non di rado scaraventavano giù dai burroni quei connazionali che, dietro lauto

pagamento, avrebbero dovuto condurre all'estero.

Anche noi abbiamo abitato stipati in tuguri bui e maleodoranti, in condizioni igienico-sanitarie totalmente inesistenti al punto che il prete irlandese Bernard Lynch teorizzava: “dove l'uomo non può vivere secondo le teorie scientifiche, l'italiano ingrassa”<sup>11</sup>.

Anche noi abbiamo venduto le nostre donne e sfruttato i nostri bambini e se attribuiamo a *loro*, gli altri, gli stranieri, di aver contribuito sensibilmente a elevare il tasso di criminalità, noi manteniamo il triste primato di averla esportata ovunque.

L'unica differenza sembra di carattere cronologico: abbiamo vissuto esperienze simili, in un diverso contesto spazio-temporale.

Tali esperienze dovrebbero servirci da monito per evitare di sprofondare nel buio della xenofobia.

Gli italiani erano trattati alla stessa stregua di animali, visti come luridi, violenti, affamati e disgraziati. Siamo stati emarginati, vilipesi, perseguitati e uccisi. L'umiliazione pubblica ha forse poi raggiunto l'apice in Svizzera, dove agli italiani era vietato sedersi nelle panchine, entrare nei locali pubblici, abitare in determinate zone<sup>12</sup>. L'Italia tutta, dalle Alpi alla Sicilia, era “un paese di puttane, ladri, mendicanti, preti, sozzoni, beghine e accoltellatori”<sup>13</sup>.

Le esperienze nazionali del nostro passato dovrebbero pertanto aiutarci a valutare, da una diversa prospettiva, il tema dell'accoglienza del migrante e a sviluppare una sensibilità maggiore verso determinati temi, che consenta di

---

2009/Anno 4, numero 1, gennaio-aprile 2010 [www.vittimologia.it/rivista], p. 135.

<sup>11</sup> G. A. Stella, *L'orda*, Rizzoli, Milano, 2002, p. 186.

<sup>12</sup> *Ivi*.

<sup>13</sup> *Ivi*, p. 46.

abbandonare la demonizzazione dello straniero e considerare gli immigrati come una categoria particolarmente vulnerabile. Tuttavia troppo spesso ancora la memoria del passato non favorisce il cambiamento.

## **2. Le difficoltà legate al processo d'integrazione.**

Queste premesse possono aiutarci a inquadrare meglio il problema, oggetto del nostro discorso, sulle difficoltà che i figli degli immigrati sono costretti a fronteggiare quotidianamente nel nostro paese e, ancor più, se si pensa che i figli degli immigrati, nati in Italia, non godono del riconoscimento dello *ius soli* e sono perciò doppiamente penalizzati perché sono formalmente “respinti” da uno Stato a cui sentono di appartenere.

Secondo i dati Istat, nel 2010, i nati in Italia da almeno un genitore straniero sono 105 mila, circa un quinto del totale delle nascite, e i minori stranieri residenti 993mila (21,7% del totale stranieri residenti). Se nell'anno scolastico 1994/95 erano iscritti meno di 44 mila stranieri, nel 2010/2011 il numero è pari quasi a 711 mila studenti<sup>14</sup>.

Il 1° gennaio 2013 gli stranieri residenti nel nostro Paese sono 4.387.721, 334 mila in più rispetto all'anno precedente, aumento dato dall'immigrazione dall'estero (321.305 individui), ma anche dalle nascite di bambini stranieri (79.894)<sup>15</sup>.

L'aumento del numero di minori stranieri presenti in Italia è dovuto a un cambiamento dei processi di migrazione; infatti, se fino a qualche tempo fa giungevano sul suolo italiano, dopo

aver lasciato nel proprio paese d'origine le famiglie, immigrati di sesso maschile da soli in cerca di lavoro, oggi la migrazione riguarda interi gruppi familiari in cerca di una sistemazione lavorativa e sociale migliore di quella offerta dai paesi di nascita spesso minati da guerre o condizioni socioeconomiche precarie e disagiate.

Il ricongiungimento familiare in alcuni casi, gli arrivi d'interi famiglie e le nuove nascite di figli d'immigrati, cui bisogna aggiungere anche il numero di minori giunti da soli, non accompagnati, e i minori rifugiati, sul suolo italiano hanno dato vita ad una situazione di convivenza molto variegata e spesso foriera di non poche difficoltà per chi è costretto ad integrarsi in un paese che, nonostante i trascorsi storici, ancora oggi, manifesta atteggiamenti di chiusura e ostilità nei confronti dei nuovi arrivati.

Secondo la Raccomandazione del Consiglio d'Europa (1984) “(...) i bambini che sono nati nel paese d'accoglienza di genitori stranieri immigrati, ve li hanno accompagnati, oppure li hanno raggiunti a titolo di ricongiungimento familiare e che vi hanno compiuto una parte della loro scolarizzazione o della loro formazione professionale” vengono definiti “migranti della seconda generazione” portatori di bisogni particolari e specifici proprio per la loro condizione di “piccoli migranti” che li pone in bilico tra due mondi, tra due universi simbolici, costretti, non per loro scelta, ad affrontare un cambiamento radicale nelle loro abitudini di vita dovuto ad un processo, quello di immigrazione, considerato simile a quello di elaborazione di un lutto dove “(...) nella prima

---

<sup>14</sup> [www.stranieriinitalia.it](http://www.stranieriinitalia.it)

---

<sup>15</sup> [www.minori.it](http://www.minori.it)

fase prevale uno stato di shock, l'immigrato non comprende il significato dell'abbandono della terra di origine. La seconda fase è caratterizzata dal dolore, dalla disperazione e dalla confusione per il distacco, l'immigrato tende a idealizzare il paese d'origine. Nella terza fase egli accetta il nuovo paese, rafforza il suo senso di appartenenza ad esso superando così il lutto<sup>16</sup>.

I piccoli migranti “(...) spalancano la porta a un nuovo dialogo più approfondito tra autoctoni e stranieri rispetto ai tempi dell'immigrazione temporanea e per motivi di lavoro, aumentando notevolmente le occasioni e gli spazi di incontro e fornendo un sostanzioso contributo all'edificazione di una società di tipo multietnico<sup>17</sup>.”

L'opportunità di arricchimento derivante dall'incontro di culture diverse non sempre si traduce in prassi e i giovani stranieri possono trovarsi in una situazione che li pone in bilico tra l'inclusione e la discriminazione.

Sembra determinante, per un buon processo di inclusione sociale, l'età di arrivo nel paese accogliente, infatti, come sottolinea Orioles “(...) maggiore è il periodo con cui il giovane straniero ha familiarizzato con il contesto ricevente, migliori sono le sue possibilità di ottenere un successo scolastico, di collocarsi nel mercato del lavoro in una posizione non marginale, e in definitiva trovare un posto nella società italiana che sia coerente con le caratteristiche e i talenti dell'interessato<sup>18</sup>”. Le conseguenze di un'inclusione distorta o mancata possono essere serie e preoccupanti e tradursi in

opposizione nei confronti della società ospitante attraverso forme di abbandono scolastico, devianza e criminalità, vere e proprie rivolte fino all'estremismo o al fondamentalismo religioso.

Un ruolo fondamentale nel processo di integrazione spetta alla famiglia di origine e al suo atteggiamento nei confronti della società ospitante perché, se il riferimento quotidiano è costantemente rivolto alla cultura, alle tradizioni e al contesto identitario di appartenenza, sarà più difficile per i giovani stranieri affrancarsi dai condizionamenti culturali e integrarsi, pur mantenendo le proprie peculiarità, con i propri coetanei.

I problemi più seri che riguardano i giovani stranieri sono dovuti spesso principalmente al deficit linguistico. Proprio per difficoltà di ordine linguistico, infatti, gli stranieri, soprattutto se giunti in Italia in tempi recenti, sono portati a familiarizzare maggiormente con i loro coetanei connazionali, accentuando così un atteggiamento di chiusura. Non riuscire a esprimersi né a comunicare in italiano comporta di conseguenza gravi lacune nel percorso scolastico e li isola come monadi in un mondo che spesso vivono come ostile. Connessa al problema linguistico, ma non solo, c'è anche la difficoltà ad essere seguiti dai genitori nel percorso scolastico; inoltre, la mancanza di una rete familiare di sostegno e spesso anche la precarietà abitativa, cui si aggiunge una deprivazione sociale culturale ed economica, delineano un quadro di complessità difficile da superare senza gli strumenti e il supporto adeguati.

I problemi scolastici, così come sottolineato da Orioles, sono di diversa natura perché spesso il deficit linguistico, che non viene facilmente recuperato, incide sul profitto e si associa in

---

<sup>16</sup> V. Schimmenti, *Identità e differenze etniche. Strategie di integrazione*, Franco Angeli, Milano, 2001, p. 14.

<sup>17</sup> M. Orioles, *La seconda generazione di migranti*, Carocci, Roma, 2013, p. 11.

<sup>18</sup> *Ivi*, pp. 14-15.



alcuni casi ad eccessive ripetenze, con conseguente ritardo e abbandono scolastico<sup>19</sup>. Inoltre il livello socio-economico delle famiglie di appartenenza può incidere anche sulle scelte scolastiche dei figli che spesso preferiscono istituti professionali e tecnici o brevi percorsi di formazione professionale.

La difficoltà nel recupero del gap linguistico, spesso dettato da situazioni di disagio, è da imputare anche alle istituzioni, in primis alla scuola che non offre gli strumenti necessari atti a risolvere le lacune linguistiche e culturali. Queste, se non colmate, rischiano di determinare una distanza irriducibile tra i giovani immigrati, non ancora in grado di esprimere una doppia appartenenza priva di alcuna frattura, e i loro coetanei italiani con i quali invece potrebbero collaborare alla costruzione del futuro del nostro Paese al fine di edificare un capitale culturale, sociale ed economico. La scuola “in quanto luogo educativo pubblico e contesto educativo per eccellenza, (...) è chiamata ad aiutare i giovani cittadini a comprendere e ad affrontare le dinamiche sociali, diventando luogo di mediazione nel quale vengano compresi i problemi culturali ed etici del nostro tempo, dove si possano sperimentare nuovi modelli di relazione e valorizzare le differenze di cui sono portatori i ragazzi di ogni origine”<sup>20</sup>.

La resistenza culturale della famiglia, che implica un forte radicamento nella cultura tradizionale d'origine, l'integrazione subalterna dei genitori, la marginalità sociale, possono rappresentare un

serio ostacolo al processo di integrazione che non sia di esclusiva assimilazione, vale a dire conforme alla società ospitante e ostile alla propria, ma che sia in grado di valorizzare un senso di doppia appartenenza nella quale i valori delle due culture si fondono insieme senza conflitti e senza resistenze intergenerazionali, considerando che “...i figli grazie alla conoscenza della lingua possono assumere precocemente responsabilità adulte e forse mettere così in crisi la capacità educativa e l'autorevolezza dei genitori; e spesso possono fare resistenza verso modelli ispirati alla società di origine”<sup>21</sup>.

I modelli educativi degli stranieri seguono tre modelli prevalenti: biculturale, due culture come arricchimento; assimilativo, nel quale la cultura d'origine viene messa da parte perché ritenuta un impedimento non funzionale all'inserimento nella società ospitante e di negoziazione conflittuale quando uno dei genitori vuole imporre scelte influenzate dalla religione, dal ruolo o dall'autorità<sup>22</sup>.

Un altro insormontabile scoglio, dovuto a impedimenti legislativi, è rappresentato dalla negazione del diritto di cittadinanza.

La cittadinanza dovrebbe, infatti, essere elemento fondante della strategia d'inclusione mentre, invece, costituisce un ulteriore e pesante motivo di discriminazione, determinando una divergenza tra lo status giuridico, fondato sullo *ius sanguinis*, e l'identità personale dei ragazzi stranieri per i quali “(...) la cittadinanza è soprattutto avvertita come un riconoscimento dovuto: la semplice, necessaria constatazione di

---

<sup>19</sup> *Ivi*, pp. 88 e ss.

<sup>20</sup> G. Di Bello, P. Meringolo, "I minori stranieri immigrati di seconda generazione: aspetti pedagogici e psicologico dell'inclusione", in Aa. Vv., "I bambini stranieri: presenze scomode, diversità negate e diritti

---

sospesi”, *MinoriGiustizia*, 2010, n. 2 (numero monografico), p. 56.

<sup>21</sup> *Ivi*, p. 48.

una caratteristica evidente, naturale sedimentazione di una storia personale costruita in Italia, con compagni e sogni italiani. Il mancato riconoscimento della cittadinanza costituisce allora un'ingiustificabile e inspiegabile forma di discriminazione, un marchio burocratico che mistifica ciò che si ritiene di essere, l'evidenza dell'iniquità di uno Stato che non riconosce ciò che veramente si è. Costituisce una doppia forma di ingiustizia e discriminazione: da un lato, etichetta di una diversità che non si vorrebbe avvertire in forma di esclusione e stigmatizzazione, dall'altro, mancato riconoscimento di ciò che più profondamente, quotidianamente e naturalmente si percepisce essere. Se la prima limitazione costringe a essere e fare ciò che non si è, la seconda non consente di esprimere veramente tutta la propria autonomia e di partecipare alla pari alla vita sociale<sup>23</sup>.

Perché il processo graduale di cambiamento e d'inserimento possa svilupparsi con successo sono necessari diversi fattori che dipendono sì dal soggetto, ma anche dal contesto di accoglienza con cui ha a che fare. Le caratteristiche individuali, l'apertura e la fiducia della famiglia, l'esperienza positiva di accettazione e la comprensione degli insegnanti così come il ruolo degli amici, il sostegno e l'ascolto, anche al di fuori del contesto scolastico, possono incidere positivamente sull'esperienza di immigrazione<sup>24</sup>.

---

<sup>22</sup> *Ivi*, pp. 48-49.

<sup>23</sup> E. Colombo, L. Domaneschi, C. Marchetti, *Una nuova generazione di italiani*, Franco Angeli, Milano, 2009, pp. 71-72

<sup>24</sup> G. Di Bello, P. Meringolo, "I minori stranieri immigrati di seconda generazione: aspetti pedagogici e psicologico dell'inclusione", in Aa. Vv., "I bambini stranieri: presenze scomode, diversità negate e diritti

### 3. Il ruolo della scuola.

I giovani figli degli immigrati, come gli italiani, trascorrono buona parte del loro tempo a scuola, che da sempre ha un ruolo importante di mediazione tra l'individuo e l'ambiente sociale, luogo di interazione e socializzazione che consente di esprimere la propria personalità nel confronto con i pari e favorisce la crescita degli individui, oltre a costituire le basi fondamentali su cui edificare un percorso di educazione e formazione per il futuro. Essa ha un ruolo fondamentale per la collocazione sociale e, in un contesto multiculturale, favorisce l'interazione tra soggetti provenienti da culture diverse.

Come istituzione ha necessariamente dovuto adeguarsi ai cambiamenti culturali dovuti ai sempre maggiori flussi migratori e, con normative *ad hoc*, ha cercato di promuovere un'educazione interculturale. La circolare ministeriale n. 205 del 26 luglio 1990, infatti, prevede un compito educativo che "(...) assume il carattere specifico di mediazione fra le diverse culture di cui sono portatori gli alunni: mediazione non riduttiva degli apporti culturali diversi, bensì animatrice di un continuo, produttivo confronto fra differenti modelli"<sup>25</sup>, l'educazione interculturale comporta "(...) non solo l'accettazione e il rispetto del diverso, ma anche il riconoscimento della sua identità culturale, nella quotidiana ricerca di dialogo, di comprensione e di collaborazione, in una prospettiva di reciproco arricchimento"<sup>26</sup>.

L'immagine che emerge è quella di una scuola accogliente e integrante ma, dalla teoria alla prassi, non poche sono le difficoltà che derivano

---

sospesi", *MinoriGiustizia*, 2010, n. 2 (numero monografico).

<sup>25</sup> Circolare ministeriale 26 luglio 1990, n° 205.

da una gestione quotidiana della presenza di alunni stranieri. Il diritto allo studio è garantito a tutti, ma sostanzialmente le indicazioni ministeriali lasciano autonomia decisionale alle singole scuole nella scelta delle strategie d'inserimento e integrazione. Le politiche scolastiche, pertanto, a livello nazionale, variano in base al contesto e a esigenze diverse. Laddove il fenomeno migratorio è maggiormente presente, infatti, le scuole hanno messo in campo strategie mirate mentre, in altre circostanze, non è stato stabilito un protocollo a priori e i casi si trattano singolarmente e in maniera emergenziale. Rilevante anche la disponibilità finanziaria che diventa preponderante nella scelta delle politiche da seguire<sup>27</sup>.

Un momento cruciale per le decisioni che influenzeranno il futuro dei minori stranieri è rappresentato dalla scelta scolastica relativa al proseguimento degli studi e alla formazione secondaria superiore. Una recente ricerca, condotta dal Miur (Ministero Istruzione, Università e Ricerca) e dall'Ismu (Istituto per lo studio della multi etnicità), nell'anno scolastico 2012/13, conferma la canalizzazione degli studenti stranieri, già sottolineata in passato da altri dati, verso percorsi formativi che prediligono istituti tecnici (38,5%) e professionali (38,6%), solo il 19,8% sceglie il liceo e il 3,1% un'istruzione di tipo artistico. Le scelte degli studenti italiani invece si orientano prevalentemente verso percorsi liceali (43,9%) e

tecnici (33,4%), cui seguono istituti professionali nel 18,9% dei casi e artistici (3,9%)<sup>28</sup>.

Le scelte sono dettate da cause di diverso tipo: “(...) a definire i modi e le scelte nel momento dell'orientamento concorrono (...) fattori e riferimenti diversi che chiamano in campo le famiglie e la loro idea di futuro; gli insegnanti e la loro rappresentazione degli alunni stranieri; i ragazzi stessi, la loro percezione di sé e il livello di autostima, oltre naturalmente agli ostacoli e alle criticità di cui sono disseminati i loro percorsi scolastici”<sup>29</sup>. Graziella Favaro si riferisce a diverse dimensioni: personale, scolastica, familiare, territoriale e quella propria della condizione migratoria. Da queste dimensioni verrà, infatti, influenzato l'orientamento formativo dei giovani stranieri, che manifestano inclinazioni e preferenze personali, sono condizionati dagli esiti scolastici precedenti e dalla capacità linguistica, dalla condizione occupazionale dei genitori, dall'aspetto socio-economico, dalle caratteristiche del tessuto produttivo e occupazionale del territorio in cui risiedono e dal progetto migratorio, ossia, la transitorietà o la stabilità dello stesso. Oltre ai genitori anche i consigli degli insegnanti possono influire sulle scelte dei giovani stranieri. La loro rappresentazione, a volte inconsapevole, dell'essere “straniero” o una sorta di iperprotettività, onde evitare ulteriori frustrazioni, è tale per cui “l'orientamento verso percorsi di studio più brevi e meno esigenti dovrebbe

<sup>26</sup> *Ibidem*.

<sup>27</sup> M.C. Messina, "Quale scuola per i minori immigrati", in Aa. Vv., "I bambini stranieri: presenze scomode, diversità negate e diritti sospesi", *MinoriGiustizia*, 2010, n. 2.

<sup>28</sup> Quaderni Ismu 1/2014 – a cura di M. Colombo, V. Ongini, *Alunni con cittadinanza non italiana. L'eterogeneità dei percorsi scolastici*. Rapporto nazionale A. s. 2012/2013, Fondazione Ismu, Milano, 2014.

<sup>29</sup> G. Favaro, *Un'integrazione rallentata. I passaggi e le scelte scolastiche delle ragazze e dei ragazzi stranieri*, in <http://www.comune.bologna.it/media/files/interven-to-orientati-o-disorientati-favaro.pdf>, p.11.

esporre l'allievo non italiano ad un minore rischio di scacco e di esito negativo”<sup>30</sup>.

#### 4. Conclusioni.

Il panorama fin qui tratteggiato presenta complessi aspetti di criticità difficili da risolvere. Il processo d'integrazione degli stranieri, infatti, si scontra spesso con atteggiamenti di chiusura, sentimenti di esclusione, di inimicizia e, peggio ancora, con politiche dell'immigrazione che ignorano i principi universali contemplati anche dalla nostra Costituzione.

Il percorso di cambiamento per i giovani stranieri, già provati da uno sconvolgimento del loro spazio di vita, è irto di difficoltà. Essi, infatti, specialmente se appena arrivati, tendono a sviluppare dinamiche etnocentriche che li avvicinano ai connazionali come a volere edificare un muro protettivo nei confronti di una società poco accogliente. Gli esiti del processo di inclusione tuttavia non sono facilmente prevedibili in quanto intervengono numerosi fattori che, come abbiamo visto, possono favorire o ostacolare l'integrazione.

Perché l'inserimento abbia buon fine un ruolo di primaria importanza è svolto dalle famiglie di appartenenza e dalla scuola, ove la conoscenza, il riconoscimento delle differenze e l'accettazione reciproca possono portare alla riduzione del pregiudizio e alla valorizzazione della diversità come pluralità e arricchimento e non come limite e ostacolo.

Le sfide che i giovani immigrati di seconda generazione sono chiamati ad affrontare sono ormai diverse da quelle dei loro genitori perché “(...) se la prima generazione ha soprattutto il

problema del farsi accogliere e di trovare una rispondenza rispetto alle proprie aspettative in relazione a un progetto migratorio, le generazioni successive si trovano a dover affrontare numerose sfide non solo in ordine all'accoglienza e all'accettazione, bensì anche in relazione a un proprio progetto di vita autonomo, che solo in parte può essere in continuità con le aspettative riferite al progetto migratorio familiare e, d'altro canto, è attraversato da tutta una serie di suggestioni, opportunità e pluralità di riferimenti che devono fare i conti con le risorse personali del soggetto in termini di capitale culturale e sociale”<sup>31</sup>.

Solamente se le seconde generazioni saranno in grado di fungere da ponte tra la famiglia e la società ospitante, valorizzando contemporaneamente una doppia appartenenza culturale, integrate in una realtà sociale che avranno contribuito a modificare facendosi parte attiva, avranno vinto la loro grande sfida.

---

<sup>30</sup> *Ivi*, p.12.

---

<sup>31</sup> E. Besozzi, M. Colombo, M. Santagati, *Giovani stranieri, nuovi cittadini. Le strategie di una generazione ponte*. Franco Angeli, Milano, 2009, p. 16.

## Bibliografia.

- Besozzi E., Colombo M., Santagati M., *Giovani stranieri, nuovi cittadini. Le strategie di una generazione ponte*, Franco Angeli, Milano, 2009.
- Bisi R., “La certezza della pena tra lavoro nero e problematiche di integrazione”, in *Rivista di Criminologia, Vittimologia e Sicurezza*, Vol. IV, n. 2, maggio-agosto 2010.
- Bisi R., “Migrazioni e criminalità nella società globalizzata”, in *Rivista di Criminologia, Vittimologia e Sicurezza*, Vol. III, n. 3, settembre-dicembre 2009/Vol. IV, n. 1, gennaio-aprile 2010.
- Colombo E., Domaneschi L., Marchetti C., *Una nuova generazione di italiani*, Franco Angeli, Milano, 2009.
- Colombo M., Ongini V. ( a cura di), Quaderni Ismu 1/2014 *Alunni con cittadinanza non italiana. L'eterogeneità dei percorsi scolastici*. Rapporto nazionale A. s. 2012/2013, Fondazione Ismu, Milano, 2014.
- Curbet J., *Insicurezza. Giustizia e ordine pubblico tra paure e pericoli*, Donzelli, Roma, 2008.
- Di Bello G., Meringolo P., "I minori stranieri immigrati di seconda generazione: aspetti pedagogici e psicologico dell'inclusione", in Aa. Vv., “I bambini stranieri: presenze scomode, diversità negate e diritti sospesi”, *MinoriGiustizia*, 2010, n.2 (numero monografico).
- Favaro G., *Un'integrazione rallentata. I passaggi e le scelte scolastiche delle ragazze e dei ragazzi stranieri* in: [http://www.comune.bologna.it/media/files/intervento\\_orientati\\_o\\_disorientati\\_favaro.pdf](http://www.comune.bologna.it/media/files/intervento_orientati_o_disorientati_favaro.pdf)
- Melossi D., *Stato, controllo sociale, devianza*, Bruno Mondadori, Milano, 2002.
- Messina M.C., "Quale scuola per i minori immigrati", in Aa. Vv., “I bambini stranieri: presenze scomode, diversità negate e diritti sospesi”, *MinoriGiustizia*, 2010, n. 2 (numero monografico).
- Orioles M., *La seconda generazione di migranti*, Carocci, Roma, 2013.
- Schimmenti V., *Identità e differenze etniche. Strategie di integrazione*, Franco Angeli, Milano, 2001.
- Sicurella S., “Lo studio della vittimologia per capire il ruolo della vittima”, in *Rivista di Criminologia, Vittimologia e Sicurezza*, Volume VI, N. 3, settembre-dicembre 2012.
- Stella G. A., *L'orda*, Rizzoli, Milano, 2002.
- Zani B. (a cura di), *Sentirsi in/sicuri in città*, il Mulino, Bologna, 2003.

## Siti web consultati.

- [http://www.comune.bologna.it/media/files/intervento\\_orientati\\_o\\_disorientati\\_favaro.pdf](http://www.comune.bologna.it/media/files/intervento_orientati_o_disorientati_favaro.pdf)
- [www.minori.it](http://www.minori.it)
- [www.stranieriinitalia.it](http://www.stranieriinitalia.it)

## Prostitution and Human Trafficking

*Luca Luccitelli\**

### **Riassunto**

L'autore analizza l'attività dell'associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, presso cui egli lavora, relativa alla liberazione di migliaia di vittime del traffico di esseri umani e alla lotta contro la prostituzione.

In particolare, egli illustra i metodi di intervento ed esamina alcuni dati sulle persone trafficate e sui clienti delle prostitute. Infine, vengono riportati alcuni modelli legislativi sulla prostituzione in Europa.

### **Résumé**

L'auteur analyse les activités d'une association : la communauté Pape Jean XXIII, où il travaille pour la libération des milliers de victimes de la traite des êtres humains et la lutte contre la prostitution.

Plus précisément, il décrit les méthodes employées et présente quelques données sur les personnes victimes de la traite des êtres humains et sur les clients des prostituées.

En conclusion, il examine brièvement certains modèles de lois sur la prostitution en Europe.

### **Abstract**

The author analyses the activity of an association: the Community Pope John XXIII, where he works on the liberation of thousands of victims of human trafficking and the fight against prostitution.

More specifically, he describes the methods of intervention and provides some data about people who are trafficked for and clients of prostitutes.

In conclusion, some legislation models about prostitution in Europe are briefly discussed.

**Key words:** Community Pope John XXIII; prostitution; human trafficking; legislation models.

---

\* Association Comunità Papa Giovanni XXIII, Italy.

## 1. Introduction.

The Association Comunità Papa Giovanni XXIII<sup>1</sup> was founded in Italy by Father Oreste Benzi, an Italian Catholic Priest, in the early 1960s. The Association is now present in thirty-two different countries on five continents. The specific missions of the members are to share their lives directly with the poor and the least privileged and help to remove the causes of injustice.

We are known for our family homes. A “family home” is a residential and educational community, made like a natural family in all possible ways. It is characterised by the stable presence of two parental figures – a mother and a father, or at least one of them - who chose to share their life in a continuous and self-giving way with people in need.

In 2006, the Association was granted Special Consultative Status by the Economic and Social Council (ECOSOC) of the United Nations.

Among the different activities of the Community, it is important to mention the activities done in order to liberate thousands of victims from prostitution and human trafficking.

In 1989, Father Oreste Benzi met a prostitute at Rimini railway station: this meeting revealed to him the horror of forced prostitution and the conditions of oppression hidden behind it.

## 2. Method of intervention.

Our method of intervention is the following:

### 1. *Emergence.*

First of all, we help forced prostitutes to free themselves from traffickers through our street education workers. They work in small groups composed of three or four people (at least one of them must be a woman) in order to implement

interventions in areas where at night forced prostitutes are present. These social workers propose them to get out of the oppression in which they are living.

Nowadays, we have eighteen street education teams, made up of about ninety volunteers, operating from Northern to Southern Italy.

### 2. *The first welcome.*

Women who want to get out of prostitution take refuge in our family and refugee homes. We are committed to meet their first needs (medical and psychological care, language problem, legal assistance).

### 3. *Rehabilitation.*

After obtaining the special humanitarian resident permit (awarded pursuant to the Law No 286/1998, article No 18), we provide training and employment opportunities with the aim of making women independent and start a new life.

These activities have permitted over 6,000 women released from sexual slavery to take refuge in our organisations.

At present, our social protection programme takes care of 230 victims of human trafficking. Every week we meet hundreds of women on the Italian streets, through our street education teams. Last but not least, we carry on working on advocacy inside Italian Parliament and Government in order to address, reduce and discourage the demand that fosters sexual exploitation of women.

We propose to adopt the so-called Nordic model, by penalising clients of prostitutes in order to act as a deterrent to sex trafficking.

## 3. Some key findings on human trafficking.

This is a short synthesis of some key findings on human trafficking:

---

<sup>1</sup> See the webpage: [www.apg23.org](http://www.apg23.org)

- Women constitute the majority of those who are trafficked, very often for purposes of sexual exploitation: they account for 55-60 percent of total victims; women and girls account together for 75 percent.
- Trafficking for the purpose of sexual exploitation account for 58 percent of total trafficking. Between 2000 and 2009, the percentage of children trafficked rose from 20 to 27 percent.

A brief study of these data shows that:

- i. there is a close correlation between women prostitution and human trafficking.
- ii. The need to continue to work for protecting women and children.

Italy is a country both of destination and transit of trafficked persons. It is currently believed that there could be between 75,000 and 90,000 victims of prostitution rackets. The basic dimension of the phenomenon is the prostitution in the street, but indoor prostitution is also significant (apartments, night clubs and massage parlours).

The majority of the phenomenon occurs on the road, but it is also relevant indoors (apartments, night clubs or massage parlours). It is also estimated that 10 percent of prostitutes are children. The phenomenon of sexual exploitation of children is growing. Moreover, there are customers who request pregnant women. The offer adapts quickly based on the changes in demand.

We will now briefly examine some details about the client of prostitutes.

The sex buyers are middle-aged men, often married, who have an active sex life. Through these few words, we understand that clients of prostitutes are not looking only for a sexual performance, but they are interested mainly in dominating by psychological violence.

We believe that today the so-called Merlin's Law would no longer be effective in fighting against forced prostitution.

In our opinion the so-called Merlin Law now is not effective in contrasting forced prostitution.

The fifth paragraph of article 9 of Palermo Protocol explicitly states that: "States Parties shall adopt or strengthen legislative or other measures, such as educational, social or cultural measures, including through bilateral and multilateral cooperation, to discourage the demand that fosters all forms of exploitation of persons, especially women and children, that leads to trafficking".

The Directive 2011/36/EU of the European Parliament<sup>2</sup> recalls the above-mentioned Protocol and at the fourth paragraph of article 18 states that: "In order to make the preventing and combating of trafficking in human beings more effective by discouraging demand, Member States shall consider taking measures to establish as a criminal offence the use of services which are the objects of exploitation [...]".

In our opinion, the regulation of prostitution is not effective in fighting human trafficking for the following reasons:

- a) Legalised prostitution leads to an increase in demand and consequently an increase in human trafficking. It is estimated that roughly 80 percent of women working in the Netherlands in the legalised sex industry have been trafficked from other countries against their will<sup>3</sup>.
- b) it is difficult to identify victims of human trafficking. Nowadays *modus operandi* of pimps has

<sup>2</sup> Directive 2011/36/EU of the European Parliament and of the Council of 5 April 2011 on preventing and combating trafficking in human beings and protecting its victims, and replacing Council Framework Decision 2002/629/JHA.

<sup>3</sup> Raymond J., "Ten Reasons for Not Legalizing Prostitution, Coalition Against Trafficking in Women",



changed through an increase of the remuneration given to prostitutes.

c) does not facilitate prosecution of the pimps. Legalisation of prostitution is an excellent shield for hiding traffickers.

d) does not allow to increase tax revenues because it expands the black market. In Germany, the lawmakers expected hundreds of millions of euros of tax revenues thanks to the legalisation of prostitution. However, due to the criminal nature of prostitution, many brothels refused to pay taxes<sup>4</sup>.

e) Does not reduce the violence against women. In the Netherlands, 60 percent of prostitutes suffered physical assaults, 70 percent experienced verbal threats, 40 percent experienced sexual violence and 40 percent had been forced into prostitution or sexual abuse by acquaintances<sup>5</sup>. In the U.S., 86 percent of prostitutes reported that they were subjected to physical violence by buyers.

f) Does not increase health safety. In the state of Victoria, Australia, one in five clients still request for unsafe sex. In Canada, the Special Committee on Pornography and Prostitution estimated that prostitutes have a mortality rate 40 times higher than the national average<sup>6</sup>.

g) It grows social costs because of the increase of the risk of sexually transmitted infection spreading.

Prostitution itself is an abuse.

---

in *Prostitution, Trafficking, and Traumatic Stress*, 2003, pp. 315-317.

<sup>4</sup> Hughes D. M., "Don't Legalize: The Czech Republic Proposes a Dutch Solution to Sex Trafficking", *The National Review Online*, May 11, 2004, <http://www.nationalreview.com/hughes/hughes200405110833.asp>

<sup>5</sup> O'Connor M., Healy G., *The Links between Prostitution and Sex Trafficking: A Briefing Handbook*, 2006 (available at <http://www.catwinternational.org/Home/Article/235-the-links-between-prostitution-and-sex-trafficking-a-briefing-handbook>)

<sup>6</sup> Special Committee on Pornography and Prostitution in Canada, *Pornography and Prostitution in Canada: Report of the Special Committee on Pornography and Prostitution in Canada*, Vols. 1 & 2, Ottawa, Canada: Supply & Services, 1985.

A nine country study found that 68 percent of prostitutes met criteria for a diagnosis of post-traumatic stress disorder (PTSD), and symptoms were equal to or greater than those of Vietnam veterans. Symptoms were similar to those of battered women seeking shelter, survivors of rape, and refugees from state-organised torture. These kinds of symptoms have been observed regardless of legalisation or criminalisation of prostitution, and regardless of indoor, in brothels or street prostitution<sup>7</sup>.

On 26 February 2014 European Parliament voted the Honeyball Resolution on "Sexual exploitation and prostitution and their impact on gender equality". Most Members of the European Parliament believe that one of the best ways to combat prostitution and trafficking of women and girls is the so-called Nordic model, followed in Sweden, Iceland and Norway. It views prostitution as a violation of human rights and as a form of violence against women and criminalises those who buy sex rather than those who sell it. They call on EU countries to take the Nordic model as an example.

The message is clear: victims can be freed only by eliminating demand.

### Bibliography.

- Farley M. et al., "Prostitution and Trafficking in Nine Countries: An Update on Violence and Post-traumatic Stress Disorder", in *Prostitution, Trafficking, and Traumatic Stress*, 2003, pp. 33-49.
- Hughes D. M., "Don't Legalize: The Czech Republic Proposes a Dutch Solution to Sex Trafficking", *The National Review Online*, May 11, 2004 (available at <http://www.nationalreview.com/hughes/hughes200405110833.asp>).
- O'Connor M., Healy G., *The Links between Prostitution and Sex Trafficking: A Briefing Handbook*, 2006.

---

<sup>7</sup> Farley M. et al., "Prostitution and Trafficking in Nine Countries: An Update on Violence and Post-traumatic Stress Disorder", in *Prostitution, Trafficking, and Traumatic Stress*, 2003, pp. 33-49.

*Handbook*, 2006 (available at <http://www.catwinternational.org/Home/Article/235-the-links-between-prostitution-and-sex-trafficking-a-briefing-handbook>).

- Raymond J., “Ten Reasons for Not Legalizing Prostitution, Coalition Against Trafficking in Women”, in *Prostitution, Trafficking, and Traumatic Stress*, 2003
- Special Committee on Pornography and Prostitution in Canada, *Pornography and Prostitution in Canada: Report of the Special Committee on Pornography and Prostitution in Canada*, Vols. 1 & 2, Ottawa, Canada: Supply & Services, 1985.

## Migrazione e salute mentale: un problema emergente

Luca Cimino\*

### Riassunto

La salute mentale dei migranti è da considerarsi oggi in Italia e in Europa uno dei maggiori problemi di salute individuale e pubblica.

La sempre maggiore presenza dei migranti che accedono ai servizi di salute mentale ha evidenziato non solo nuove e peculiari espressioni di disagio psichico legate alle specifiche dimensioni culturali ed etniche di ogni singola popolazione, ma soprattutto che i migranti rappresentano una popolazione piuttosto fragile e a rischio di sviluppare disturbi mentali.

Le evidenze scientifiche accumulate negli ultimi anni sull'aumentato rischio nei migranti di disturbi mentali gravi, quali le psicosi, hanno contribuito a determinare una "revisione generale" dei modelli interpretativi della genesi dei disturbi psichici poiché hanno rilevato l'importanza dei fattori di *stress* ambientale sullo sviluppo di tali disturbi, evidenziando che le caratteristiche culturali e la storia migratoria sono in grado di influenzare fortemente non solo il rischio di ammalarsi, ma anche la risposta alle cure.

### Résumé

La santé mentale des migrants est aujourd'hui l'un des plus gros problèmes de santé individuelle et publique en Italie et en Europe.

Le nombre croissant de migrants qui accèdent aux services de santé mentale a mis en évidence non seulement de nouvelles typologies de la détresse psychique liées à des dimensions culturelles et ethniques de chaque population, mais aussi le fait que les immigrés courent un risque plus élevé que le reste de la population de développer des troubles mentaux.

Les données scientifiques accumulées depuis quelques années sur le risque augmenté des migrants de développer des maladies mentales graves, comme la psychose, ont conduit à une révision générale des modèles interprétatifs sur la genèse des troubles psychiques, soulignant l'importance des facteurs environnementaux non seulement pour le développement de ces troubles, mais aussi pour la réponse aux traitements.

### Abstract

Mental health of migrants is nowadays one of the greatest individual and public health problems Italy and Europe are facing.

The increasing number of migrants who access mental health services shows not only new typologies of psychic distress linked to specific cultural and ethnic dimensions of every population, but also the fact that migrants are a fragile group at risk of developing mental disorders.

Scientific evidence accumulated in the past years about migrants' increased risk of developing severe mental illnesses, such as psychosis, lead to a general review of interpretative models about the genesis of mental illness. This is because these models noted the importance of environmental stressors on the development of these disorders, showing that cultural characteristics and migrant backgrounds can have a big impact not only on the risk of developing a mental disorder, but also the response to treatments.

**Key words:** migration; mental health; environmental stressors; cultural characteristics; migrant backgrounds.

*"Se si guarda all'economia globale dal punto di vista della gente,  
il suo più grande fallimento consiste nell'incapacità di cercare  
lavoro sufficiente nei luoghi in cui le persone vivono"*

Juan Somavia, direttore generale ILO (Organizzazione Internazionale del lavoro)

\* Psichiatra, psicoterapeuta, medico legale, criminologo e psichiatra forense – Università di Bologna.

## 1. Introduzione.

La salute mentale dei migranti è da considerarsi oggi in Italia e in Europa uno dei maggiori problemi di salute individuale e pubblica. A differenza di altri paesi europei, come Inghilterra e Francia, dove la migrazione legata ad un passato coloniale è una componente strutturale della società, l'Italia, invece, si è trovata a confrontarsi solo di recente con una tumultuosa trasformazione identitaria, divenendo da paese di emigrazione a paese di immigrazione; infatti l'aumento degli stranieri residenti nel nostro Paese è stato di circa 3 milioni di unità nel corso dell'ultimo decennio e di quasi 1 milione nell'ultimo biennio<sup>1</sup>. In Italia, in Europa e nel resto del mondo il fenomeno migratorio ha mostrato una crescita rapida ed esponenziale, rilevando come i migranti presentino ingenti problematiche di salute fisica e mentale<sup>2</sup>.

La sempre maggiore presenza dei migranti che accedono ai servizi di salute mentale ha evidenziato non solo nuove e peculiari espressioni di disagio psichico legate alle specifiche dimensioni culturali ed etniche di ogni singola popolazione, ma soprattutto che i migranti rappresentano una popolazione piuttosto fragile e a rischio di sviluppare disturbi mentali; infatti è noto da tempo che la morbilità psichiatrica in tale tipologia di soggetti è maggiore che nei nativi, soprattutto per i disturbi mentali gravi<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Caritas/Migrantes, *Immigrazione: Dossier Statistico 2010*, Edizioni IDOS, Roma, 2010.

<sup>2</sup> Brià P., Caroppo E., *Salute mentale, migrazione e pluralismo culturale*, Alpes Italia srl, Roma, 2008.

<sup>3</sup> Tarricone I., Stivanello E., Ferrari S., Colombini N., Bolla E., Braca M., Giubbarelli C., Costantini C., Cazzamalli S., Mimmi S., Tedesco D., Menchetti M., Rigatelli M., Maso E., Balestrieri M., Vender S., Berardi D., "Migrant pathways to community mental health centres in Italy", *International Journal of Social Psychiatry*, 58, 2012, pp. 505-511; Braca M., Berardi D., Mencacci E., Murri M.B., Mimmi S., Allegrì F., Mazzi F., Menchetti

Le evidenze scientifiche accumulate negli ultimi anni sull'aumentato rischio nei migranti di disturbi mentali gravi, quali le psicosi, hanno contribuito a determinare una "revisione generale" dei modelli interpretativi della genesi dei disturbi psichici poiché hanno rilevato l'importanza dei fattori di *stress* ambientale, non solo individuali, ma anche di area, sullo sviluppo di tali disturbi, evidenziando che le caratteristiche culturali e la storia migratoria sono in grado di influenzare fortemente non solo il rischio di ammalarsi, ma anche la risposta alle cure<sup>4</sup>.

## 2. La migrazione come fattore di rischio di disturbo mentale.

L'immigrazione è un processo fonte di notevole stress, tanto che una vasta letteratura in merito è ormai concorde nel rilevare che la presenza di questo dato nell'anamnesi personale o familiare costituisce un fattore di rischio per lo sviluppo di patologie mentali, prevalentemente appartenenti allo spettro schizofrenico<sup>5</sup>.

La difficoltà di superare le barriere culturali e linguistiche, lo sradicamento fisico e culturale dal proprio paese di origine, la lontananza dalla propria

---

M., Tarricone I., "Understanding psychopathology in migrants: A mixed categoricaldimensional approach", *International Journal of Social Psychiatry*, 2, June 2013.

<sup>4</sup> Boydell J., van Os J., Mckenzie K. et al., "Incidence of schizophrenia in ethnic minorities in London: ecological study into interactions with environment", *British Medical Journal*, 323, 2001, pp. 1336-1338; Tarricone I., Cianconi P., Chierzi F. et al., "Comprendere le cause dell'esordio psicotico dall'ascolto della storia migratoria: il lavoro del Bologna Transcultural Psychiatric Team (BOTPT)", in Popolo R., Balbi A., Vinci G., *Interventi precoci nelle psicosi*, Alpes Italia srl, Roma 2013.

<sup>5</sup> Harrison G., Holton A., Neilson D., Owens D., Boot D., Cooper J., "Severe mental disorder in Afro-Caribbean patients: some social, demographic and service factors", *Psychological Medicine*, 19(3), 1989, pp. 683-696; Morgan C., Charalambides M., Hutchinson G., Murray R.M., "Migration, ethnicity, and psychosis: toward a socio-developmental model", *Schizophrenia Bulletin* 36, 4, 2010, pp. 655-664.

struttura familiare e amicale, la possibilità di essere esposti a situazioni estremamente a rischio come la prostituzione, la detenzione, la dipendenza, rappresentano una sorta di “rivoluzione” dell’identità, dei ruoli, dei codici, delle scelte di vita, che facilitano lo “scivolamento” verso varie forme di disagio psichico, spesso gravi<sup>6</sup>.

La condizione psicologica del “migrante recente”, caratterizzata da una situazione del “nessun dove”, dell’etichettamento, dell’incertezza del proprio stare nel mondo, dalla perdita della traccia di sé, da biografie al confine e da vissuti persecutori<sup>7</sup>, ovvero da fattori “squassanti” quei pilastri definitivi dell’identità quali l’*ipseità* e l’*idemità*, concorre ad accrescere il rischio dell’insorgenza di disturbi mentali gravi, soprattutto psicotici.

La separazione rispetto al contesto familiare, affettivo, sociale e culturale originario, la partenza, il viaggio, l’arrivo e l’incognito, accompagnandosi a vissuti di profonda ansia nel migrante, producono la rottura di equilibri prestabiliti. L’emigrante si trova di fronte alla sfida di dover ridefinire il proprio progetto di vita, di delinearne le coordinate nello spazio, nel tempo e anche nel corpo, laddove il “corpo vissuto” del migrante rispecchia il “corpo percepito” dalla società occidentale, che spesso rimanda ad una immagine collettiva negativa di “bruttezza” e di alienazione che alimenta nel soggetto un enorme complesso di inferiorità che annulla la capacità di decidere e di essere se stesso<sup>8</sup>. La “traiettoria” del migrante non è solo spazio-temporale, ma anche mentale ed emotiva; le aspettative e le condizioni dell’arrivo possono condizionare tutto il percorso futuro in quanto è in questo contesto che si gioca il passaggio

“dell’illusione dell’emigrazione” alla “sofferenza dell’immigrazione”, ovvero la possibilità che il migrante ha di ridefinirsi come progetto di nuova vita.

L’esperienza migratoria viene a rappresentare uno choc culturale ed identitario in cui il soggetto si trova di fronte alla sfida di dover ridefinire il proprio progetto di vita, di delinearne le coordinate nello spazio e nel tempo; si tratta di una vera e propria rottura traumatica della continuità narrativa biografica che il migrante deve riuscire a ricomporre, ricreando una unità narrativa intellegibile, attraverso l’elaborazione del lutto della separazione dal gruppo originario, dai legami costituiti durante l’infanzia e interiorizzati nella sua costruzione psico-affettiva, pena lo smarrimento identitario ed anche il rischio di caduta nell’abisso psicotico quale estremo tentativo di dare senso ad un’esperienza alienante. Il trovarsi in un sistema di relazioni che il soggetto migrante non riesce ad interpretare e che lo vive come corpo estraneo, l’assenza di una rete familiare di supporto, possono alimentare vissuti di inferiorità sociale e di minorazione culturale che finiscono per tradursi in quella “estrema solitudine” in cui la persona finisce per diventare estranea a se stessa generando varie forme di disagio psichico. Il non-esserci-nel-mondo-e-col-mondo finisce per generare processi di alienazione e di depersonalizzazione che si traducono in quella “crisi della presenza” del *Dasain*, che si manifesta attraverso il declinarsi psicopatologico delle condizioni ontologiche dell’esistenza quali il temporalizzarsi, lo spazializzarsi, il coesistere ed il progettarsi, e che finisce per concretizzarsi in una modalità psicotica di “essere-nel-mondo”.

Gli studi epidemiologici hanno, infatti, rilevato un “eccesso di psicosi” tra i migranti delle prime e delle

<sup>6</sup> Bria P., Caroppo E., *Salute mentale, migrazione e pluralismo culturale*, Alpes Italia srl, Roma, 2008.

<sup>7</sup> Sossi F., *Migrare*, Il Saggiatore, Roma, 2007.

<sup>8</sup> Merleau-Ponty M., *Fenomenologia delle percezioni*, Bompiani, Torino 2003.

seconde generazioni<sup>9</sup>, ma non una maggiore prevalenza di Disturbi Mentali Comuni (DMC), quali ansia e depressione, tra i migranti rispetto ai nativi<sup>10</sup>. Possibili fattori di rischio per l'insorgenza di disturbi depressivi e d'ansia nei migranti e nelle minoranze etniche sono rappresentati da una storia migratoria traumatica, da un maggiore carico familiare e sociale, da un elevato numero di figli da dover crescere, da violenze domestiche, da uno scarso livello di integrazione sociale e incertezze legate al futuro; possibili fattori protettivi, invece, sarebbero costituiti da buoni e forti legami familiari capaci di contenere l'impatto degli stressors sociali (tra tutti, un basso stato socio-economico) sulla salute mentale di migranti e minoranze etniche. Alcuni studi hanno evidenziato un'elevata tendenza alla manifestazione di disturbi somatici funzionali come equivalenti di sintomi ansioso-depressivi in migranti con recente storia di immigrazione, mentre una più vecchia storia di migrazione comporterebbe, come correlato del processo di acculturazione e di adattamento al paese di accoglienza, una maggiore espressività della sofferenza psichica secondo le tradizionali tipologie della cultura occidentale rappresentati da sintomi ansiosi e depressivi<sup>11</sup>. Diversi studi condotti a livello delle cure primarie evidenziano come riconoscimento e trattamento dei DMC sono inferiori tra le minoranze etniche rispetto ai nativi,

---

<sup>9</sup> Morgan C., Mallett R., Hutchinson G., Bagalkote H., Morgan K., Fearon P., Dazzan P., Boydell J., McKenzie K., Harrison G., Murray R., Jones P., Craig T., Leff J., "Sample characteristics and compulsory admission: a report from the AESOP study", *British Journal of Psychiatry*, 186, 2005, pp. 281-289.

<sup>10</sup> Nazroo JY., Edwards AC., Brown GW., "Gender differences in the onset of depression following a shared life event: a study of couples", *Psychological Medicine*, 27(1), 1997, pp. 9-19.

<sup>11</sup> Nazroo JY., *op. cit.*; Bhugra D., Becker MA., "Migration, cultural bereavement and cultural identity", *World Psychiatry*, 4(1), 2005, pp. 18-24; Chaturvedi SK., Bhugra D., "The concept of neurosis in a cross-cultural

anche nei casi in cui i tassi di consultazione sono più elevati nei migranti rispetto alla popolazione autoctona<sup>12</sup>. Fra i principali fattori legati ai problemi di identificazione e trattamento sono da segnalare la distanza culturale, la competenza culturale, caratteristiche psicopatologiche diverse (somatizzazione) e *cultural idioms of distress*.

### 3. Psicosi e migrazione.

La letteratura di settore ha ormai ampiamente evidenziato come i fattori di rischio per lo sviluppo di psicosi non sono solo individuali, ma anche di area, di *neighbourhood*, come, ad esempio, il vivere in aree urbane<sup>13</sup>. La genesi dei disturbi dello spettro psicotico percorre molteplici vie in cui il manifestarsi di sintomi conclamati di psicosi sarebbe il risultato dell'accumularsi durante il corso della vita di stressor socio-ambientali che andrebbero a slatentizzare una preesistente vulnerabilità neuropsicologica<sup>14</sup>. Secondo il modello del socio-sviluppo di Morgan, infatti, l'esposizione a traumi o ad avversità durante il corso della vita interagirebbe con una specifica suscettibilità genetica ed inciderebbe sullo sviluppo cerebrale nonché sulla sensibilità personale allo stress, generando uno stato di persistente vulnerabilità alla psicosi (costituita da *bias* sociali, esperienze simil-psicotiche e disturbi affettivi). Il contesto ambientale, pertanto, appare capace di interagire con la predisposizione genetica mediante il sistema epigenetico generando, nel corso della vita dell'individuo, una complessa ed

---

perspective", *Current Opinion in Psychiatry*, 20(1), 2007, pp. 47-51.

<sup>12</sup> Tarricone I., *Migranti e competenza culturale nella consulenza psichiatrica in medicina generale*, Bologna, martedì 16 febbraio 2010.

<sup>13</sup> Murray RM., Dean K., "Schizofrenia e disturbi correlati", in Murray RM., Kendler KS., McGuffin P., Wessely S., Castle DJ., *Fondamenti di Psichiatria*, Edizioni Medico Scientifiche, Torino, 2011.

<sup>14</sup> Morgan C., Charalambides M., Hutchinson G., Murray RM., "Migration, ethnicity, and psychosis: toward

interconnessa rete di causazioni<sup>15</sup>. Risulta pertanto evidente come la migrazione rappresenti un'esperienza che si dipana nel corso della vita di un individuo in grado di assemblare e condensare vari fattori di rischio ambientali (isolamento sociale, stile di vita, capacità di relazionarsi, ambienti lavorativi ristretti, ecc.) responsabili di una pressione e di uno stress tali da poter condizionare in maniera significativa lo sviluppo di psicosi. Abbiamo infatti precedentemente sottolineato come lo status di migrante sia associato ad un aumentato rischio di disturbi mentali gravi, come le psicosi, rispetto allo status di nativo; in proposito la letteratura ha evidenziato un rischio di psicosi più di due volte superiore nei migranti, sia di prima che di seconda generazione, rispetto ai nativi<sup>16</sup>. Poiché nei paesi di origine dei migranti non si è riscontrato un aumento dell'incidenza delle psicosi, e quindi sarebbe da escludere che vi sia un maggior rischio geneticamente determinato nelle persone che provengono da tali paesi di sviluppare un disturbo psicotico, particolare attenzione è stata posta ai

---

a socio developmental model", *Schizophrenia Bulletin* 36, 4, 2010, pp. 655-664.

<sup>15</sup> Shah J., Mizrahi R., McKenzie K., "The four dimensions: a model for the social aetiology of psychosis", *British Journal of Psychiatry*, 199, 1, 2011, pp. 11-14.

<sup>16</sup> Harrison G., Holton A., Neilson D., Owens D., Boot D., Cooper J., "Severe mental disorder in Afro-Caribbean patients: some social, demographic and service factors", *Psychological Medicine*, 19(3), 1989, pp. 683-696; Cantor-Grae E., Selten JP., "Schizophrenia and migration: a meta-analysis and review", *American Journal of Psychiatry*, 162, 2005, pp. 12-24; Morgan C., Charalambides M., Hutchinson G., Murray RM., "Migration, ethnicity, and psychosis: toward a socio developmental model", *Schizophrenia Bulletin* 36, 4, 2010, pp. 655-664; Tarricone I., Atti A.R., Salvatori F., Braca M., Ferrari S., Malmusi D., Berardi D., "Psychotic symptoms and general health in a socially disadvantaged migrant community in Bologna", *International Journal of Social Psychiatry*, 55, 2009, pp. 203-213; Tarricone I., Stivanello E., Ferrari S., Colombini N., Bolla E., Braca M., Giubbarelli C., Costantini C., Cazzamalli S., Mimmi S., Tedesco D., Menchetti M., Rigatelli M., Maso E., Balestrieri M., Vender S., Berardi D., "Migrant pathways to community mental health centres in Italy", *International Journal of Social Psychiatry*, 58, 2012, pp. 505-511.

fattori ambientali nella genesi di tale disturbo. Infatti, numerosi studi, condotti soprattutto in ambiente nord europeo e anglosassone, hanno rilevato come i più importanti fattori causali siano collocati nella fase post-migratoria e, in particolare, risiedano nella difficoltà di integrazione nella società ospite, a causa dello svantaggio sociale, della discriminazione, del "mismatch" tra aspettative e realizzazione<sup>17</sup>. Pertanto, gli studi negli ultimi 20 anni si sono concentrati sui fattori ambientali che possono essere responsabili di tale "eccesso di psicosi". Tali fattori ambientali possono agire sia a livello individuale, che sociale e si possono schematicamente collocare nelle 3 fasi del processo migratorio<sup>18</sup>: durante la fase pre-migratoria (complicanze ostetriche dovute alle cattive condizioni igienico-sanitarie del paese di origine, fattori infettivi, deficit di vitamina D, ecc.); durante la fase migratoria (trauma del viaggio, scarsa preparazione della migrazione, ecc.), durante la fase post-migratoria (discriminazione, disoccupazione, basso status socio-economico, razzismo, isolamento, "urbanizzazione" e densità etnica). Tali studi, condotti soprattutto in ambiente nord europeo e anglosassone, hanno rilevato come i più importanti fattori causali siano collocati nella fase post-migratoria ed, in particolare, risiedano nelle difficoltà di integrazione nella società ospite. Oltre a fattori che intervengono sul singolo individuo per determinarne la predisposizione alla psicosi, quali lo svantaggio sociale, la discriminazione, il "mismatch" tra aspettative e realizzazione, sembrano avere un

---

<sup>17</sup> Morgan C., Charalambides M., Hutchinson G., Murray RM., "Migration, ethnicity, and psychosis: toward a socio developmental model", *Schizophrenia Bulletin* 36, 4, 2010, pp. 655-664; Murray RM., Dean K., "Schizophrenia e disturbi correlati", in Murray RM., Kendler KS., McGuffin P., Wessely S., Castle DJ., *Fondamenti di Psichiatria*, Edizioni Medico Scientifiche, Torino, 2011.

<sup>18</sup> Bhugra D., Becker MA., "Migration, cultural bereavement and cultural identity", *World Psychiatry*, 4(1), 2005, pp. 18-24.

ruolo rilevante fattori che agiscono a livello di area. Studi inglesi, infatti, hanno evidenziato che l'incidenza di schizofrenia è inferiore nelle zone dove gli *White British* e le minoranze etniche vivono in gruppi più coesi e meno frammentati<sup>19</sup>. Un'ipotesi è che il capitale sociale possa “mediare” tra fattori di rischio e psicosi; in accordo con le evidenze di letteratura<sup>20</sup> più alti tassi di psicosi si avrebbero, quindi, nei contesti più disorganizzati delle città, non necessariamente nei più poveri. Resta da accertare, data l'attuale mancanza di studi al riguardo, il ruolo di fattori traumatici durante la fase migratoria, del “viaggio” dal paese di origine e a quello di approdo.

#### 4. Conclusioni.

L'immigrazione rappresenta un fenomeno per certi sensi “ambiguo” in quanto se, da un lato, può ampliare l'opportunità di scelta esistenziale e di azione del soggetto, dall'altro sottopone l'individuo ad una grave esposizione a fattori di svantaggio sociale, con la possibilità di generare profonde crisi anche psicopatologiche. Confrontarsi con i migranti rappresenta oggi una priorità di salute mentale pubblica, oltre ad una importante occasione per comprendere i meccanismi di interazione fra fattori di vulnerabilità individuale e fattori di rischio ambientali coinvolti nell'eziopatogenesi dei disturbi psicotici<sup>21</sup>.

Il notevole aumento di persone appartenenti a popolazioni diverse dal punto di vista etnico e culturale che si rivolgono ai servizi sanitari necessita che gli operatori della salute, ed in particolare quelli della salute mentale, siano in grado di rispondere alle esigenze di questa nuova fascia di utenti. Si impone, in particolare, la necessità di creare équipe dedicate multiprofessionali in grado di fornire valutazioni diagnostiche culturalmente orientate, appropriati interventi sociali finalizzati all'individuazione dei fattori di rischio specifici dello status di migrante e transculturali (choc culturale, difficoltà linguistiche, svantaggi sociali, ecc.), nonché approcci terapeutici definiti di *Cognitive Behavioural Therapy*, che mirino alla ristrutturazione cognitiva delle esperienze legate alla discriminazione e al potenziamento della abilità sociali<sup>22</sup>. Per far questo è necessario che anche nel nostro paese, così come nel resto d'Europa, si intervenga a vari livelli, riducendo la difficoltà di accesso alle cure che caratterizza la popolazione migrante attraverso, innanzitutto, l'implemento dell'accesso alle cure primarie per migranti regolari e irregolari (ambulatori STP), lo sviluppo di servizi di consulenza e collegamento tra cure primarie, ambulatori STP e Centri di Salute mentale (CSM) e, non ultimo, implementando la competenza culturale nei CSM riguardo le problematiche e le specificità proprie della psichiatria transculturale, onde permettere una tempestiva e precisa valutazione

---

<sup>19</sup> Kirkbride JB., Fearon P., Morgan C., Dazzan P., Morgan K., Murray RM., Jones PB., “Neighbourhood variation in the incidence of psychotic disorders in Southeast London”, *Social Psychiatry and Psychiatric Epidemiology*, 42(6), 2007, pp. 438-445.

<sup>20</sup> Morgan C., Charalambides M., Hutchinson G., Murray RM., “Migration, ethnicity, and psychosis: toward a socio developmental model”, *Schizophrenia Bulletin* 36, 4, 2010, pp. 655-664.

<sup>21</sup> Murray RM., Dean K., “Schizofrenia e disturbi correlati”, in Murray RM., Kendler KS., McGuffin P., Wessely S., Castle DJ., *Fondamenti di Psichiatria*, Edizioni Medico Scientifiche, Torino, 2011; Tarricone I., Cianconi P., Chierzi F. et al., “Comprendere le cause dell'esordio

---

psicotico dall'ascolto della storia migratoria: il lavoro del Bologna Transcultural Psychiatric Team (BOTPT)”, in Popolo R., Balbi A., Vinci G., *Interventi precoci nelle psicosi*, Alpes Italia srl, Roma 2013.

<sup>22</sup> Burnett R., Mallett R., Bhugra D., Hutchinson G., Der G., Leff J., “The first contact of patients with schizophrenia with psychiatric services: social factors and pathways to care in a multiethnic population”, *Psychological Medicine*, 29, 1999, pp. 475-483.



della gravità di ogni singolo caso specialmente quelli all'esordio psicotico<sup>23</sup>.

### Bibliografia.

- Bhugra D., Becker MA., "Migration, cultural bereavement and cultural identity", *World Psychiatry*, 4(1), 2005, pp. 18-24.
- Boydell J., van Os J., Mckenzie K. et al., "Incidence of schizophrenia in ethnic minorities in London: ecological study into interactions with environment", *British Medical Journal*, 323, 2001, pp. 1336-1338.
- Braca M., Berardi D., Mencacci E., Murri M.B., Mimmi S., Allegri F., Mazzi F., Menchetti M., Tarricone I., "Understanding psychopathology in migrants: A mixed categorical-dimensional approach", *International Journal of Social Psychiatry*, 2, June 2013.
- Bria P., Caroppo E., *Salute mentale, migrazione e pluralismo culturale*, Alpes Italia srl, Roma, 2008.
- Burnett R., Mallett R., Bhugra D., Hutchinson G., Der G., Leff J., "The first contact of patients with schizophrenia with psychiatric services: social factors and pathways to care in a multiethnic population", *Psychological Medicine*, 29, 1999, pp. 475-483.
- Cantor-Graae E., Selten JP., "Schizophrenia and migration: a meta-analysis and review", *American Journal of Psychiatry*, 162, 2005, pp. 12-24.
- Caritas/Migrantes, *Immigrazione: Dossier Statistico 2010*, Edizioni IDOS, Roma, 2010.
- Chaturvedi SK., Bhugra D., "The concept of neurosis in a cross-cultural perspective", *Current Opinion in Psychiatry*, 20(1), 2007, pp. 47-51.
- Cole E., Leavey G., King M., Johnson-Sabine E., Hoar A. "Pathways to care for patients with a first episode of psychosis. A comparison of ethnic groups", *British Journal of Psychiatry*, 167, 1995, pp. 770-776.
- Harrison G., Holton A., Neilson D., Owens D., Boot D., Cooper J., "Severe mental disorder in Afro-Caribbean patients: some social, demographic and service factors", *Psychological Medicine*, 19(3), 1989, pp. 683-696.
- Kirkbride JB., Fearon P., Morgan C., Dazzan P., Morgan K., Murray RM., Jones PB., "Neighbourhood variation in the incidence of psychotic disorders in Southeast London", *Social Psychiatry and Psychiatric Epidemiology*, 42(6), 2007, pp. 438-445.
- Merleau-Ponty M., *Fenomenologia delle percezioni*, Bompiani, Torino 2003.
- Morgan C., Charalambides M., Hutchinson G., Murray RM., "Migration, ethnicity, and psychosis: toward a socio developmental model", *Schizophrenia Bulletin* 36, 4, 2010, pp. 655-664.
- Morgan C., Mallett R., Hutchinson G., Bagalkote H., Morgan K., Fearon P., Dazzan P., Boydell J., McKenzie K., Harrison G., Murray R., Jones P., Craig T., Leff J., "Sample characteristics and compulsory admission: a report from the AESOP study", *British Journal of Psychiatry*, 186, 2005, pp. 281-289.
- Murray RM., Dean K., "Schizofrenia e disturbi correlati", in Murray RM., Kendler KS., McGuffin P., Wessely S., Castle DJ., *Fondamenti di Psichiatria*, Edizioni Medico Scientifiche, Torino, 2011.
- Nazroo JY., Edwards AC., Brown GW., "Gender differences in the onset of depression following a shared life event: a study of couples", *Psychological Medicine*, 27(1), 1997, pp. 9-19.
- Norman RMG., Townsed L., Malla AK., "Duration untreated psychosis and cognitive functioning in first episode patients", *British Journal of Psychiatry*, 179, 2001, pp. 340-345.
- Shah J., Mizrahi R., McKenzie K., "The four dimensions: a model for the social aetiology of psychosis", *British Journal of Psychiatry*, 199, 1, 2011, pp. 11-14.
- Sossi F., *Migrare*, Il Saggiatore, Roma, 2007.
- Tarricone I., Cianconi P., Chierzi F. et al., "Comprendere le cause dell'esordio psicotico dall'ascolto della storia migratoria: il lavoro del Bologna Transcultural Psychiatric Team (BOTPT)", in Popolo R., Balbi A., Vinci G., *Interventi precoci nelle psicosi*, Alpes Italia srl, Roma 2013.
- Tarricone I., *Migranti e competenza culturale nella consulenza psichiatrica in medicina generale*, Bologna, martedì 16 febbraio 2010.
- Tarricone I., Atti A.R., Salvatori F., Braca M., Ferrari S., Malmusi D., Berardi D., "Psychotic symptoms and general health in a socially disadvantaged migrant community in Bologna", *International Journal of Social Psychiatry*, 55, 2009, pp. 203-213.
- Tarricone I., Stivanello E., Ferrari S., Colombini N., Bolla E., Braca M., Giubbarelli C.,

<sup>23</sup> Norman RMG., Townsed L., Malla AK., "Duration untreated psychosis and cognitive functioning in first episode patients", *British Journal of Psychiatry*, 179, 2001, pp. 340-345; Walters P., Tylee A., Goldberg D., "La psichiatria nell'assistenza primaria", in Murray RM., Kendler KS., McGuffin P., Wessely S., Castle DJ., *Fondamenti di Psichiatria*, Edizioni Medico Scientifiche, Torino, 2011.

Costantini C., Cazzamalli S., Mimmi S., Tedesco D., Menchetti M., Rigatelli M., Maso E., Balestrieri M., Vender S., Berardi D., “Migrant pathways to community mental health centres in Italy”, *International Journal of Social Psychiatry*, 58, 2012, pp. 505-511.

- Walters P., Tylee A., Goldberg D., “La psichiatria nell’assistenza primaria”, in Murray RM., Kendler KS., McGuffin P., Wessely S., Castle DJ., *Fondamenti di Psichiatria*, Edizioni Medico Scientifiche, Torino, 2011.

## The intercultural mediation: facilitate relations between immigrants and native born citizens

*Elena Bianchini\**

### **Riassunto**

Al giorno d'oggi è necessario affrontare i problemi che sorgono in una società sempre più globalizzata, senza dimenticarsi che i conflitti, nelle società complesse e multiculturali, sono presenti e non è possibile eliminarli: diventa quindi importante imparare a gestirli nella maniera più pacifica ed efficace possibile. Ci si deve infatti confrontare con un moltiplicarsi delle forme di coabitazione e, affinché sia realizzabile un'efficace comunicazione e mediazione interculturale, è vitale che le politiche sociali e lo sforzo dei singoli individui contrastino gli effetti negativi di pregiudizi e stereotipi. I mediatori culturali hanno il compito di dare voce e visibilità ai migranti, spesso penalizzati dalla non conoscenza della lingua, dall'esclusione dei diritti di cittadinanza e da una diffusa stigmatizzazione sociale. Infatti solamente attraverso la strada della mediazione è possibile un fattivo e proficuo scambio di informazioni, una conoscenza reciproca e una reale ricomposizione dei conflitti.

### **Résumé**

De nos jours il est nécessaire de faire face aux problèmes qui naissent dans une société de plus en plus mondialisée. C'est pourquoi il faut souligner que les conflits dans des sociétés complexes et multiculturelles existent et qu'il n'est pas possible de les éliminer. Par conséquent, il est nécessaire d'apprendre comment y faire face aussi pacifiquement et efficacement que possible. Nous devons affronter différentes formes de cohabitation et, afin de développer une communication interculturelle efficace, il est nécessaire que les politiques sociales et les efforts individuels contrecarrent les effets négatifs des préjugés et des stéréotypes.

Les médiateurs culturels sont chargés de donner la visibilité et la parole aux migrants car ces derniers sont souvent entravés par des problèmes dus au manque de connaissance de la langue du pays d'accueil, à l'exclusion de la jouissance des droits reconnus à tous les citoyens et à la stigmatisation sociale.

En effet, ce n'est que par la médiation qu'il devrait être possible d'assurer un échange d'informations efficace, de renforcer la compréhension mutuelle et la résolutions des conflits.

### **Abstract**

Nowadays it is necessary to deal with problems that arise in an increasingly globalised society. For this reason, it should be pointed out that conflicts in complex and multicultural societies exist and it is not possible to eliminate them. Therefore, it becomes necessary to learn how to cope with them as peacefully and effectively as possible.

We have to deal with a proliferation of different forms of cohabitation, so in order to develop an effective intercultural communication it is necessary that social policies and individual efforts counteract the negative effects of prejudices and negative stereotypes.

Cultural mediators are responsible for giving voice and visibility to immigrants. This is because these latter are often hampered by problems related to a lack of knowledge of the language of the host country, to the exclusion of citizenship rights, to social stigma. In fact, only through mediation should it be possible to ensure an efficient exchange of information, build a mutual understanding and resolve conflicts.

**Key words:** intercultural mediation ; globalised society ; stereotypes ; immigration ; conflicts.

---

\* Dottore di ricerca in sociologia, assegnista di ricerca presso il Centro Interdisciplinare di Ricerca sulla Vittimologia e sulla Sicurezza del Dipartimento di Sociologia e Diritto dell'Economia, Università di Bologna.

## 1. Introduction.

Societies all over the world have always been marred by hatred and conflicts with heavy consequences like destruction, pain, separation. Modern society could be considered as a quarrelsome society which sees arguments as a normal way to solve disputes. Anger and arrogance along with our haughty assumption that we are always right and never wrong should lead us to the conclusion that this is not the best way to solve problems.

The effects of “mismanaged conflicts”<sup>1</sup> are clearly visible through our inability to manage conflicts in a peaceful way, which increases violence. We are talking here about the violence which takes place within families, feuding neighbours, working setting, brawling teenagers bands and the aggressiveness which breaks out at public events. As indicated by Besemer<sup>2</sup>, national governments “spend a lot of money on armaments, military programs and war funds but they do not adequately finance programs concerning nonviolent conflict resolutions”<sup>3</sup>. A number of peaceful conflict resolution mechanisms exist such as mediation, conciliation, recourse to the courts, arbitration, legal consulting, it deals with methods largely applicable to all spheres of human coexistence.

These conciliatory practices of conflict resolution assume decisive importance when considering that contemporary society is characterised by multiculturalism and multi-ethnicity and we are in the presence of growing conflicts among individuals belonging to different cultural worlds.

Solutions to these problems can only be found through reciprocal dialogue and confrontation;

that's why mediation may be a safe and valid answer, as it “activates those original processes of relationship, interaction and cultural connection that take into consideration the different points of view, language, gestures, words, meanings, and actions of the people who do not belong to the same social and cultural environment thus allowing a peaceful living”<sup>4</sup>.

The term 'migration' indicates a social phenomenon of collective aggregation involving specific movements of groups of people from one demarcated geographical area to another. Countries of arrival are confronted with the influx and residence of large numbers of foreigners and this inevitably contributes to economic and cultural transformation for the whole society. The need to facilitate the assimilation of immigrants must necessarily involve cultural integration which safeguards the specific features of the individual identity and, at the same time, promotes respect for 'otherness' in the local community.

Therefore it is necessary to pay attention to solving conflicts in overall, and specifically to those relating to cultural differences, by mediation, negotiation, conciliation strategies.

## 2. Conflicts, mediation and migration flows.

There are countless definitions of conflict because “conflict is an intrinsic part of human existence”<sup>5</sup>. However these definitions can be generally divided into two approaches. The first approach is 'action orientated' and maintains that conflict is triggered off when two parties or players (be they individuals, nations or organizations) have incompatible

---

<sup>1</sup> Scatolero D., “Prefazione all'edizione italiana”, in Besemer C., *Gestione dei conflitti e mediazione*, EGA, Torino, 1999, p. 5.

<sup>2</sup> Besemer C., *Gestione dei conflitti e mediazione*, EGA, Torino, 1999.

---

<sup>3</sup> *Ibidem*, p. 9.

<sup>4</sup> Soldati M.G., Crescini G., *Quando l'altrove è qui. Costruire spazi di mediazione culturale ed etnocentrica*, Franco Angeli, Milano, 2006, p. 20.

<sup>5</sup> Portera A., “Mediazione educativa interculturale e gestione dei conflitti”, in Catarci M., Fiorucci M.,

objectives. The second one the 'structural conflict' model focuses on the characteristics of the social system the parties belong to rather than on the players themselves. Arielli and Scotto report Glasl's definition whose "starting point is an action orientated approach in which «social conflict is an interaction between parties (individuals, groups, organizations, etc.) where at least one player feels an incompatibility with one or more players so that to develop frustrated feelings and perceptions which might compromise a successful social integration in the new environment”<sup>6</sup>. Thus, conflicts must involve interactions between parties. Within this relationship at least one of these parties must feel an incompatibility which must take concrete form. One party must blame the other for his inability to accomplish a social integration.

Traditionally, three essential characteristics can be distinguished with a conflictual form: a fundamental contradiction which arises from an incompatibility of purpose of the parties or an incompatibility between a requirement to satisfy needs and a social structure which frustrates them; a behaviour involving all those practical actions which the parties employ in order to exploit the conflict for their own targets and prevent their adversaries from pursuing theirs; the attitude of the involved parties which includes the perceptions, the emotions and the feelings arising from the conflict which needs to be managed. These features are evident at every level of social life in which conflicts can arise, that is to say on the micro level relating to face-to-face encounters between individuals, the meso-level - an intermediate social level in which the parties in conflict are groups or organizations and the macro level which includes the clashes that take place in

large socio-political aggregates such as societies, states and ethnic communities<sup>7</sup>.

Managing disputes at all these levels in a constructive way would be a positive development. Responses to disagreement can be managed by using a range of different methods - in a non-coercive manner via conciliation or mediation or by delegating it to a third judge as it occurs in arbitration and judicial proceedings. The technique used varies according to the type of conflict, the personalities of the involved individuals and the external circumstances.

Specifically, great importance and special relevance is given to mediation.

Mediation culturally develops and spreads in the United States in the Sixties: the movements of protest against the war in Vietnam, the students' protests, the committees in defence of civil rights and the feminist movement brought into evidence the weaknesses of the traditional legal and regulatory system thus allowing the access to alternative forms of conflict resolution. Starting from the Seventies the application of the model and mediation practices is widespread in most of the USA: it is in these years the creation of the municipal service called Neighborhood Justice Centers (NJC) which offered mediation services at low cost or free of charge services for issues concerning the neighbourhood, the conjugal or family conflicts, home and working environment. At the same time the first international efforts to mediate conflicts become active, both in the public sphere (for example art. 3 of the UN Charter considers mediation one of the ways of conflict resolution), and in the private one by the mobilization of non-governmental organizations (NGOs), often of religious nature.

---

Santarone D. (edited by), *In forma mediata. Saggi sulla mediazione interculturale*, UNICOPLI, Milano, 2009, p. 105.

<sup>6</sup> Arielli E., Scotto G., *Conflitti e mediazione. Introduzione a una teoria generale*, B. Mondadori, Milano, 2003, p. 9.

---

<sup>7</sup> *Ibidem*.

Since the Eighties even Europe tried to apply this new practice, especially in Germany and France. In Paris we quote the association *Sos-Aggressions-Conflicts* which uses mediation not only to reconstruct conflicts but also to promote, rebuild and transform social relations within a community<sup>8</sup>.

Mediation means 'mediate', 'stay in the middle', peaceful conflict resolution by means of impartial third parties accepted by both players. The latter are helped by mediators to find a solution to their problems by mutual agreement. The mediator's role is not to pronounce judgement, as a judge or an arbitrator would do, but it is rather the task of the parties in conflict - and the objective of mediation - to come to a shared solution of their dispute: "In an agreement everyone 'wins'"<sup>9</sup>. The final decision by the parties is the end product of the mediation process in which the two 'contestants' listen carefully to the mediators and express their feelings, needs and requirements. The role of the mediators is to help the parties, in a protected space, to clarify their real interests, develop mutual understanding, renew their faith and work together on a solution to their problems. The final objective of the mediation process is thus to reach an agreement which the parties sign and convert into practical action. Mediation can be used both in cases of disagreements between individuals and in group and political conflicts<sup>10</sup>.

It has been widely applied to the family context, in those home environments following separations and divorces and it is also put to profitable use in tenancy agreements and conflicts between neighbours or work colleagues. A relatively new field of application for mediation in Italy is criminal law. Here it consists of a meeting between the

victim and the perpetrator of a crime usually in the presence of one or two mediators with the dual purpose of compensating the victim for the caused harm - even symbolically - and offering the perpetrator the opportunity to say sorry: "[...] actually mediation is a process of exchange, of interaction where the victim is given the chance to meet the perpetrator of the crime as a psychological support and also as a way to obtain fair compensation for the experienced harm"<sup>11</sup>.

Another interesting field of application of mediation is in the inter-cultural context. In fact, one aspect of contemporary society is definitely the phenomenon of migration which has made national populations increasingly multi-ethnic and multicultural.

The advent of a single global market, the internationalisation of capital, the economic monopoly of the great multinationals and the constant 'economic' wars between nations have led to an imbalance in favour of certain states at the expense of others with social, demographic, political and migrational consequences<sup>12</sup>. The complexity of the migration issue cannot be neglected. In fact, "the issues relating to migratory processes should be seen in relation to extremely complex global social events which are the outcome of a frequently synergic meeting involving several factors including social, cultural, economic and psychological aspects"<sup>13</sup>.

As Roberta Bisi highlighted<sup>14</sup>, migration is thus the result of many factors underlying individual

---

<sup>8</sup> Ceccatelli Gurrieri G., *Mediare culture. Nuove professioni tra comunicazione e intervento*, Carocci, Roma, 2003.

<sup>9</sup> Besemer C., *op.cit.*, p. 11.

<sup>10</sup> *Ibidem*.

---

<sup>11</sup> Balloni A., "Prefazione", in Bisi R. (editor), *Vittimologia. Dinamiche relazionali tra vittimizzazione e mediazione*, Franco Angeli, Milano, 2004, p. 8.

<sup>12</sup> Portera A., *op.cit.*

<sup>13</sup> Scidà G., "Introduzione", in Scidà G. (editor), *I sociologi italiani e le dinamiche dei processi migratori*, Franco Angeli, Milano, 2000, p. 8.

<sup>14</sup> Bisi R., "Criminalità e flussi migratori in Emilia-Romagna", in Scidà G. (a cura di), *I sociologi italiani e le dinamiche dei processi migratori*, Franco Angeli, Milano, 2000, pp. 96-102; Bisi R., "Migrazioni e criminalità nella società globalizzata", *Rivista di Criminologia, Vittimologia e Sicurezza*,

decisions to leave their places of origin behind and get to foreign lands. Migration is a “social phenomenon of collective aggregation with dynamic features characterized by the movement of groups of people and family units from one demarcated geographical area to a completely different one”<sup>15</sup>. Desperation and lack of prospects for a better life in their countries of origin are often the needs that drive immigrants to set out on long difficult journeys in the hope of finding a place into the host country. It is unfortunately often the case that such hopes are dashed. The arrival of new populations in a country is obviously a social test for the host country. Host countries faced with the arrival of foreigners are forced to review all those legal questions linked to the presence of non-national populations on their territory such as, for example, regulations relating to the entrance and residence of foreigners, family social policies and work related legislation. Furthermore it is necessary to regulate not only the behaviours relating to political and legal questions but also those arising as a result of being obliged to live in close urban coexistence with individuals with different habits, lifestyles and behavioural codes. In practical terms, immigration is more a social and cultural phenomenon than an economic one and its complexities require evaluation - “immigration is a 'total social fact’”<sup>16</sup>. Proper management of the problems that an immigrant population creates cannot neglect the fact that immigrants have their own behaviour, choices and orientations. Before becoming an immigrant the individual was and remains essentially an emigrant who brings resources and information with him on his journey and his decision to leave

involves his specific personal identity, his family and his friendship networks that are often kept alive both in his country of origin and his country of arrival<sup>17</sup>.

Immigration is thus a factor in social transformation which impacts on an immense range of spheres - legal, social and economic. The various initiatives which can be undertaken in the migrant context with the objective of both solving immigrants' problems and of integrating them into society, as Augusto Balloni said<sup>18</sup>, must take the concept of responsible citizenship as their common basis. In fact it is only when the 'other person' (the one coming from a different country) is recognized as a citizen with his own rights and duties, that social and legal policies aimed at equality and real mutual partnership can be implemented. Immigrants risk being stigmatized, wrongly treated and exploited on a daily basis and such difficulties cannot be solved within inadequate or inappropriate structures or in physical and social marginalization. The practice of inter-cultural mediation fits well into the policy framework which must be employed in order to construct a truly inter-cultural society.

### **3. Dialogue between cultures and intercultural mediation.**

#### 3.1. The practice of intercultural mediation.

The areas of development of mediation are numerous: social, family, criminal, linguistic, intercultural education. All these areas have in common the idea that “men's actions and thoughts are expressed through a dialectic among different

---

Vol. III - N. 3, Vol. IV – N. 1 – September 2009–April 2010, pp. 119-136.

<sup>15</sup> Bisi R., *op.cit.*, p. 120.

<sup>16</sup> Sayad A., *L'immigrazione o i paradossi dell'alterità. L'illusione del provvisorio*, Ombre corte, Verona, 2008, p.14.

---

<sup>17</sup> *Ibidem*, Russo Spena M., “Le associazioni dei migranti”, in Catarci M., Fiorucci M., Santarone D. (editors), *In forma mediata. Saggi sulla mediazione interculturale*, UNICOPLI, Milano, 2009, p.105.

<sup>18</sup> Balloni A., “Prefazione”, in Fariello S., Lanna M., Palermo G., Volpe A., Zotti A., *Vittime immigrate. Esigenze regolative e tutela dell'identità nella società complessa*, Franco Angeli, Milano, 2011, pp. 7-12.

factors that from time to time reach points of synthesis, a partial new balance within different pressures which in their turn pave the way for further conflicts and possible further mediations”<sup>19</sup>.

The activity of mediation is in practice performed as an intermediary activity between citizens and institutions taking on also the role of reconstruction of social relations and formation of society to new knowledge and collective expertise of intercultural interactions. Therefore mediation should give a new meaning to the concept of “culture”; it does not deal of a culture that welcomes migrants but it is a culture which respects other different cultural environments<sup>20</sup>.

Therefore there is the necessity of intercultural mediation in this 'new' society characterized by the daily presence of other people with different languages and cultures. In order to create new spaces for a social integration, new structures are being put in an intermediate situation between the state policy and citizens where all citizens both the native ones and the immigrants are experiencing new forms of relationship and equal access to rights<sup>21</sup>. The creation of a sense of social cohesion has to go through cultural diversity, dialogue between individuals and groups, but also diversified and transparent procedures which consistently promote social participation. It is important that all citizens understand they have the same fundamental rights and duties and this should lead them to

---

<sup>19</sup> Fiorucci M., “Attraversare i confini per costruire ponti. La mediazione culturale: origini, sviluppi e prospettive”, in Catarci M., Fiorucci M., Santarone D. (a cura di), *In forma mediata. Saggi sulla mediazione interculturale*, UNICOPLI, Milano, 2009, p.11.

<sup>20</sup> Villano P., Riccio B., *Culture e mediazioni*, Il Mulino, Bologna, 2008.

<sup>21</sup> Di Rosa R., “Mediazione interculturale: la cura della relazione con l'Altro. Verso una condivisione della responsabilità sociale”, *Sociologia e politiche sociali*, n. 2, Franco Angeli, Bologna, 2006, <http://www.assistentisocialisenzafrontiere.it/9%20-%20Articolo%20mediazione%20relazione%20R.%20Di%20Rosa.pdf>

dialogues and confrontations in accordance with procedures known and accepted by everyone in a shared public space, in order to build a common sense of belonging and identity: “social integration necessarily develops from sharing guarantees and protection of civil, social, and political rights: it is difficult, indeed, to imagine equal relationships among people who do not have equal rights”<sup>22</sup>.

Inter-cultural mediation takes practical form in a formally recognized space in which individuals with multidisciplinary, multi-professional, multicultural and multi-linguistic skills work through a valid cooperation to achieve awareness of their being responsible members of a community. This group has a range of objectives to fulfill relating, for example, to cultural interaction policies, acknowledgement of diversity, and to the understanding of different traditions and points of view. Within this space an important role of prime importance is given to mediators. These are individuals, (local and foreigners) with the task of “not only translating where linguistic communication proves insufficient thus promoting access to a valid understanding but also of expressing shared cultural models and establishing bonds and word exchanges revealing a multiplicity of interactions from which assumptions and cultural differences emerge”<sup>23</sup>.

The most obvious and urgent aspect that requires a practice of mediation is linked to the necessity of a communication, first of all concerning the language; however, there are also other elements that are relevant to promote an effective integration: “on the one hand, being able to build a relational-symbolic process [...] and on the other the possibility of creating a function 'educational' for both (native people and foreigners) in respect of the difference

---

<sup>22</sup> *Ibidem*.

<sup>23</sup> Soldati M.G., Crescini G., *op.cit.*, p. 206.



and the promotion of public acknowledgment and protection of immigrants as people”<sup>24</sup>. The methods of mediation are different and are reflected in a continuum which proceeds from a spontaneous mediation to a rigidly formalized<sup>25</sup> one: in the first case the mediator is not a professional, he is a member of the community and he accompanies and takes care of other immigrants, providing them with the experience and knowledge he has learnt; in the other case, the mediator belongs to public or private structures and works in relation to individual or collective mediation. The mediator intervenes to remove cultural barriers that hinder communication between structures / institutions and foreign users; to improve the quality and to promote the services offered by the structures; he proposes supporting activities in situations of conflict between the foreign communities and local people; he identifies the relevant opportunities and pathways to prevent and overcome the same conflict. Mediation can also have a preventive nature in dealing with the existing conflicts in order to avoid inevitable negative effects; the preventive nature can be implemented by informing the foreigners about their rights and duties. Both social operators and immigrants should be instructed about the legal procedures involved in all the activities towards a social and successful integration. Finally, there are other functions that can be called a work of mediation: the defence and promotion of the rights and interests of immigrants; help and support to the migrant who does not have a network of relationships and traditional references; relational support and promotion of networks of relations and services; mediation in family and intergenerational conflicts. In this globalized society it is impossible to avoid the exchange, the contact with people who have

very different cultures: “It is impossible not to communicate cross-culturally, because the other is not elsewhere”<sup>26</sup>. Communication, especially the intercultural communication, appears to be the only alternative to the conflict and can work on two levels<sup>27</sup>: the situations which cover the exchange of messages and interactions present in everyday life, in institutions, in schools, in businesses. As the opportunities for intercultural contacts are more and more numerous, it is necessary to provide the tools to develop a fluid interaction avoiding misunderstandings and misconceptions in order to achieve the most efficient and satisfactory results for all the purposes related to individual situations in every educational, medical and administrative sector. It is at this level that the conditions and the meanings for intercultural competence are defined so that an individual is able to understand and recognize the different cultural identities involved in a specific situation. The second level of intercultural communication concerns the cultural assumptions that guide the practices, the frames of reference of communicative action. In this case, intercultural communication becomes an opportunity to deepen the awareness of the conditions, collecting the provocations that the difference inevitably highlights as opportunities for reflection.

However we cannot ignore the real difficulties of these processes .

We must keep in mind that mediation in general and inter-cultural mediation in particular are polysemic concepts whose multiplicity of meanings have to be externalized and can also vary according to the immigration integration policies of each host country. The mediation process and its widespread use can represent attempts to facilitate the foreigners' integration by reducing the relevant

---

<sup>24</sup> Di Rosa R., *op.cit.*, p. 13.

<sup>25</sup> *Ibidem*.

---

<sup>26</sup> Giaccardi C., *La comunicazione interculturale*, il Mulino, Bologna, 2005, p. 13.

differences. Mediation must thus be “inter-cultural to the extent that its purpose is not to neutralize all tensions but to create a border area in which the differences among people can be respected and understood.”<sup>28</sup>. It is unfortunately true that our initial experiences in cultural mediation implemented in the years when the first migration movements were seen as an emergency to be managed, involved its use as a tool to face the conflicts and clashes between cultures rather than to promote a social integration. In this case the acknowledgement of the difference was used in a way which brought to the marginalization of the 'other person (the foreigner)'<sup>29</sup>.

In addition, a biased mediator could influence the final decision favoring a solution rather than a common agreement: mediation can play a fundamental and delicate role in managing the relationships with people.

### 3.2. The mediator.

The mediator is the professional who acts as a link between immigrants and workers in the institutions of the host society, fostering mutual knowledge, managing conflicts between the parties, facilitating communication and integration and acting in a neutral and equidistant way between the parties.

He is symbolically a “bridge” between the host society and the origin society of the foreigner, with the aim of removing the cultural and language barriers, he promotes the acceptance and socio-economic integration, he directs immigrants in the use and enjoyment of the public and private

services, informing them about their rights and duties. He works in all situations of communication difficulties and / or understanding between people of different cultures, in order to clear up misunderstandings or potential conflicts due to a different coding system and cultural values. The mediator is an instrument of social inclusion and can operate in different areas, such as health environment, social and educational sectors, security, public administration and business.

In Italy, there is no a formalized definition concerning the mediator's role from the legal point of view<sup>30</sup>. However it is clear that a mediator must have the ability to communicate and the ability to build relationships. A central aspect is the mediator's inter-cultural understanding in building a relationship. Moreover he should have those professional skills able to manage and understand the human aspects regulating the difficulties of social relationships ”<sup>31</sup>.

---

<sup>30</sup> Unfortunately, the mediator is yet an undefined professional. National legislation gives the formal existence with the Law of 6 March 1998, n. 40: “Regulations governing immigration and the status of foreigners”, better known as Turco-Napolitano Law, implemented in Legislative Decree 25 July 1998, n. 286: “Consolidated Text of provisions governing immigration and the status of foreigners”, which refers to the cultural mediator, attributing an active role in the social integration of minorities, without, however, fall further in detail. Article. 42 in fact provides, in paragraph 1, point d): “The State, Regions, Provinces and Municipalities within its competence, in collaboration with associations of foreigners and organizations stably operating in their favor, as well as in collaboration with the authorities or with public and private institutions in the countries of origin, favor [...] the implementation of agreements with associations regularly entered in the register referred to in paragraph 2, for use within its facilities to foreign holders of residence card or residence permit of a duration not less than two years, acting as mediators in order to *facilitate* the relationship between the individual administrations and foreigners belonging to different ethnic, national, linguistic and religious”. Beyond, however, the provision of law, cultural mediation and is developed in a way almost inevitable at the level of local authorities; regions and municipalities, in fact, are often activated by specific legislation and initiatives.

<sup>31</sup> Tarozzi M., in Villano P., Riccio B., *op.cit.*, p. 94.

---

<sup>27</sup> *Ibidem*.

<sup>28</sup> Di Rosa R., “Mediazione interculturale: la cura della relazione con l'Altro. Verso una condivisione della responsabilità sociale”, *Sociologia e politiche sociali*, no. 2, Franco Angeli, Bologna, 2006, <http://www.assistenziasocialisenzafrofrontiere.it/9%20-%20Articolo%20mediazione%20relazione%20R.%20Di%20Rosa.pdf>, p. 14.

<sup>29</sup> *Ibidem*.

A mediator must be empathic, which means he can understand the needs of the parties in the game. Each mediator can help to understand the various relationships giving the necessary emotional support which respects the emotional experiences in a positive way. He must be credible and reliable in order to facilitate the problems solution. It is essential that a mediator creates a climate of mutual collaboration maintaining his impartiality. He listens to all opinions in a neutral attitude and he does not judge the parties thus establishing his authority. In intercultural relations, a mediator must remember that communication is not only carried out through words, but also through all those elements of non-verbal communication such as tone, posture, facial expressions and emotions. A mediator, as professional, must protect the confidentiality and ensure the discretion of what he hears and learns during the talks and conversation with the involved people<sup>32</sup>.

The relationship is an essential aspect of the mediation and it is interesting to investigate the weakness and the strength of the links that are established between the mediator, the relevant users and the involved service operators<sup>33</sup>. A strong bond requires regular attendance, an emotional involvement and a mutual exchange of attention. The weakness of the implied links (in both directions) represents the best condition to implement a successful mediation because the mediator's role is to communicate with a large number of people and to give information to a growing number of users. "The strength of these relationships lies in the difficult ability of meeting the desires and expectations of people coming from very different social and cultural environments"<sup>34</sup>.

The use of this complex practice cannot be improvised and it requires a special preparation and an educational training in order to go beyond cultural stereotypes and to facilitate a real dialogue between cultures. In fact all the people involved in mediation must support cultural and social assistance as well as psychological and personal assistance rather than a merely linguistic help. So it is important to include a specific training which promotes awareness of the real nature of the relationship between the mediator, the migrant and the local and native people. "The task of the mediators' training is that of providing skills for managing a difficult social integration among groups of people coming from completely different cultural environments characterised by psychological and behavioural variables tied to the history of their different countries and environments"<sup>35</sup>.

### 3.3. Cultural Mediation and Security.

The phenomenon of crime is one of the issues emerging when we talk about immigration. It can be stated that groups of foreign immigrants have become a source of insecurity and suspicion: "feelings of fear and diffidence connected to the presence of foreigners, particularly in urban areas, have increased tensions onto the immigrant-resident relationship to the extent that it now represents a crucial issue within the already complex question of ethnic relationships and law and order emergency"<sup>36</sup>. Immigrants bring new values, attitudes, cultural traits and behaviours which are very different from those of the new country they

---

<sup>32</sup> Villano P., Riccio B., *op.cit.*

<sup>33</sup> Balsamo F., *Famiglie di migranti. Trasformazioni dei ruoli e mediazione culturale*, Carocci, Roma, 2003.

<sup>34</sup> *Ibidem*, p. 156.

---

<sup>35</sup> Aluffi Pentini A., "Mediare le donne: la mediazione in una prospettiva di genere", in Catarci M., Fiorucci M., Santarone D. (a cura di), *In forma mediata. Saggi sulla mediazione interculturale*, UNICOPLI, Milano, 2009, p.56.

<sup>36</sup> Landuzzi C., "Immigrazioni e insicurezza urbana", in Scidà G. (editor), *I sociologi italiani e le dinamiche dei processi migratori*, Franco Angeli, Milano, 2000, p. 58.

are living in. If deviance can be defined as the breaking point in expectations linked to the shared social conventions of a group<sup>37</sup> then the 'other', the different person appears deviant.

Press reports associating migration with crime are a daily event and this certainly contributes to develop panic and fear which are not corroborated by research or statistics.

Many statistics and research, both nationally and internationally<sup>38</sup> show that the increase of crime did not occur proportionally to the increase of population and the crime rate appears to be similar both among Italians and foreigners. The number of complaints against foreigners is very small compared to the increase of their presence, so it is not correct to establish a close correspondence between crime and immigration. In addition, the crime rate due to immigrants is lower than that observed in an already resident population: a comparison between the crime of the Italians and that of the foreigners has helped to conclude that Italians and foreigners have a similar crime rate .

Referring to the type of crime committed by immigrants accused and put in prison for minor crimes, it has been established that it did not deal with severe crimes. Moreover most of these crimes are closely linked to their status as illegal or irregular immigrants such as, for example, violations of immigration laws, offenses related to false statements of identity, resisting arrest.

Therefore it is clear that immigrants committing crimes should not act as scapegoats for the social

problems experienced by local common citizens. As a consequence this interpretative framework should not induce us to 'lower our guard' but should help us overcome our preconceived ideas so that to offer a greater attention towards investments concerning prevention activities and rehabilitation involving the leaders of immigrant groups<sup>39</sup>.

This is also demonstrated by the "Immigration and Prevention manual. A Training Manual for Local Actors"<sup>40</sup> supplied by EFUS – the European Forum on Urban Security - reporting that the statistical data indicating high crime rates among immigrant populations ignore a range of factors. This is a reference to the fact that the relevant statistics often includes violations of the law which can only be committed by immigrants and not by native residents. Moreover the immigrant population is primarily young and male and it is well known that the majority of the crimes are committed by this category of people. As a rule immigrants also live in houses and flats in densely populated areas where more crimes are committed in comparison with rural areas. These are more frequently controlled by police inspections and therefore police reports are more frequently filed against immigrants than against local criminals. Eventually the negative effects of immigration on family ties are not taken into account: the 'dream of returning' and the lack of parental support can create situations of extreme social difficulty. And the same can be said for the media which often report the crimes committed by immigrants (or by the children of immigrants) as a direct consequence of migration flows. In this case too, a number of problems faced by immigrants should not be underestimated: difficult financial circumstances, school integration problems, social

---

<sup>37</sup> Sbraccia A., *Migranti tra mobilità e carcere. Storie di vita e processi di criminalizzazione*, Franco Angeli, Milano, 2007.

<sup>38</sup> <http://www.dossierimmigrazione.it/>;  
<http://www.cnel.it/>;  
[http://efus.eu/files/fileadmin/efus/pdf/INTI2004-Immigration\\_EN.pdf](http://efus.eu/files/fileadmin/efus/pdf/INTI2004-Immigration_EN.pdf);  
[http://sobek.colorado.edu/~fitzgej/Fitzgerald\\_CPS\\_per.pdf](http://sobek.colorado.edu/~fitzgej/Fitzgerald_CPS_per.pdf);  
[http://www.caritas.it/home\\_page/tutti\\_i\\_temi/00000404\\_Dossier\\_Statistico\\_Immigrazione.html](http://www.caritas.it/home_page/tutti_i_temi/00000404_Dossier_Statistico_Immigrazione.html)

---

<sup>39</sup> Fariello S., Lanna M., Palermo G., Volpe A., Zotti A., *op.cit.*

<sup>40</sup> [http://efus.eu/files/fileadmin/efus/pdf/INTI2004-Immigration\\_EN.pdf](http://efus.eu/files/fileadmin/efus/pdf/INTI2004-Immigration_EN.pdf)

life, health conditions and welfare systems which affect the poorest social classes.

The perception of the emergency could probably depend on the greater visibility concerning the foreign crime as compared with the Italian crime. It cannot be denied that crimes related to specific situations, such as street drug trafficking, bag snatching and prostitution, are the prerogative of immigrants. We mean to speak about all those crimes which impact on our perceptions of safety in our cities. Factors which expose foreigners to greater risk of police checks, arrests and imprisonment cannot be underestimated either. In fact, most immigrants are in prison as a preventive measure because of their inability to indicate a residential address. Finally it must be noted the frequently subconscious tendency of police officers to direct their attention to foreigners during routine checks.<sup>41</sup> If a specific social group - in this case immigrants - is subject to more frequent checks by the law and order authorities, the crime rate will be clearly higher.

The help of mediation in these situations of emergency and safety is becoming more and more imperative in order to decrease the feeling of insecurity in the Italian population, which could add more tension inside local communities. There are also risk factors that contribute to cause criminal activities like illegal immigration, poverty, difficulties in entering the world of work, which can lead to a condition of victimization, often submerged.

There are different types of circumstances related to the security sector, within which a mediator can provide vital support<sup>42</sup>. It may refer to situations, even in emergency, occurring inside police stations

and offices of the State Police in particular in the offices set up at the border: it is of vital importance the helpful intervention of staff who can take charge of language assistance services and cultural mediation, guidance services for socio-legal information and documentation; even the administrative type activities as a legal assistance, allow the mediator to act as a bridge between immigrants and institutions. The mediator may provide a realistic possibility for the victim to escape the world of crime in relation to the offenses concerning illegal immigration. The figure of the mediator is essential not only in these situations but for the same reasons, even at the CIE, Identification and Expulsion Centres. Finally, it is necessary to promote the introduction of the mediator inside prisons, in particular to help minors in order to respond to the needs of foreign prisoners, men and women, and to facilitate their access to rights. In fact, inside prisons it is necessary to provide communication paths to facilitate the necessary information, to provide legal information thus creating an area of psychological and social support in order to facilitate the access of foreign prisoners to their legal rights.

#### **4. Conclusions.**

Nowadays it is necessary to deal with the problems deriving from the fact that our society is more and more globalized without forgetting that conflicts in complex and multicultural society are present and it is not possible to delete them<sup>43</sup>.

Therefore, it becomes necessary to learn how to handle them in the most peaceful and effective ways. Within a state of hostility, anger and feelings of injustice in which citizens often find themselves, it is important to pay attention and implement all those techniques able to give an answer to the

---

<sup>41</sup> *Ibidem*.

<sup>42</sup> Maffei F., "La mediazione linguistico-culturale e aspetti di sicurezza", in Miller D.R., Pano A. (a cura di), *La geografia della mediazione linguistico-culturale*, Dupress, Bologna, 2010, pp. 153-169.

various problems through a peaceful and humane manner. Mediation does not only aim at facing conflicts<sup>44</sup> but it also intends to recognize that conflicts exist and that they are always present in human relations.

Nowadays within this perspective, mediation is particularly important among people belonging to different cultures. We have to face with a proliferation of forms of cohabitation and in order to develop an effective intercultural communication it is necessary that social policies and efforts of individuals tend to contrast the negative effects of prejudice and stereotyping. It is also important to implement an intercultural sensitivity<sup>45</sup> that can detect cultural differences along with the willingness to respect people belonging to different environments.

The complexity related to remarkable changes in economic, demographic, social and cultural policies, typical of a globalized society, is strongly needed for new paradigms, to know and to understand this new reality. Mediation is gradually emerging in these conditions, particularly the cultural mediation which occurs in an infinite number of potentially conflicting situations: “the widespread institutional necessity, the ability to face real problems of immigrants require the implementation of mediation activities”<sup>46</sup>. Cultural mediators have the task to give voice and visibility to these new social actors penalized by the fact of not speaking the language of the host country and by not having the rights of citizenship. So only through the path of mediation we can have an effective and fruitful

exchange of information, mutual understanding and a positive conflict reconstruction.

### Bibliography.

- Allam K.F., *Comunicazione e mediazione interculturale. Prospettive a confronto*, ETS, Pisa, 2002.
- Aluffi Pentini A. (a cura di), *La mediazione interculturale. Dalla biografia alla professione*, Franco Angeli, Milano, 2004.
- Arielli E., Scotto G., *Conflitti e mediazione. Introduzione a una teoria generale*, B. Mondadori, Milano, 2003.
- Austin A., Fischer M. Ropers N. (eds.), *Transforming Ethnopolitical Conflict. The Bergbof Handbook*, VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden, 2004.
- Balloni A., “Prefazione”, in Bisi R. (a cura di), *Vittimologia. Dinamiche relazionali tra vittimizzazione e mediazione*, Franco Angeli, Milano, 2004, pp. 7-9.
- Balloni A., “Prefazione”, in Fariello S., Lanna M., Palermo G., Volpe A., Zotti A., *Vittime immigrate. Esigenze regolative e tutela dell'identità nella società complessa*, Franco Angeli, Milano, 2011, pp. 7-12.
- Balsamo F., *Famiglie di migranti. Trasformazioni dei ruoli e mediazione culturale*, Carocci, Roma, 2003.
- Baraldi C. (eds), *Dialogue in intercultural communities. From an educational point of view*, John Benjamins, Amsterdam, Philadelphia, 2009.
- Besemer C., *Mediation*, Stiftung Gewaltfreies Leben, Königfeld, 1997.
- Besemer C., *Gestione dei conflitti e mediazione*, EGA, Torino, 1999.
- Bisi R., “Criminalità e flussi migratori in Emilia-Romagna”, in Scidà G. (a cura di), *I sociologi italiani e le dinamiche dei processi migratori*, Franco Angeli, Milano, 2000, pp. 96-102.
- Bisi R., “Flussi migratori, criminalità organizzata e controllo sociale”, in AA. VV., *Globalizzazione della criminalità*, Edizioni Rezzara, Vicenza, 2003, pp. 71-82.
- Bisi R., “Migrazioni e criminalità nella società globalizzata”, *Rivista di Criminologia, Vittimologia e Sicurezza*, Vol. III - N. 3, Vol. IV - N. 1 - Settembre 2009-Aprile 2010, pp. 119-136.
- Bonafé-Schmitt J.P., *La médiation, une justice douce*, Syms Alternatives, Paris, 1992.
- Bonafé-Schmitt J.P., “Una, tante mediazioni dei conflitti”, in Pisapia G., Antonucci D. (a cura di), *La sfida della mediazione*, CEDAM, Padova, 1997.
- Carocci L., Antolini A. (a cura di), *Sogni e*

<sup>43</sup> Portera A., *op.cit.*

<sup>44</sup> Carocci L., Antolini A. (a cura di), *Sogni e conflitti. Mediazione sociale e sicurezza urbana partecipata per una città (che) si-cura*, EGA Editore, Torino, 2007.

<sup>45</sup> Mucchi Faina A., *Comunicazione interculturale. Il punto di vista psicologico-sociale*, Edizioni Laterza, Roma, 2006.

<sup>46</sup> Ceccatelli Gurrieri G., *op.cit.*, p. 10.

*conflitti. Mediazione sociale e sicurezza urbana partecipata per una città (che) si-cura*, EGA Editore, Torino, 2007.

- Castelli S., *La mediazione. Teorie e tecniche*, Raffaello Cortina, Milano, 1996.
- Castiglioni I., *La comunicazione interculturale: competenze e pratiche*, Carocci, Roma, 2005.
- Catarci M., Fiorucci M., Santarone D. (a cura di), *In forma mediata. Saggi sulla mediazione interculturale*, UNICOPLI, Milano, 2009.
- Ceccatelli Gurrieri G., *Mediare culture. Nuove professioni tra comunicazione e intervento*, Carocci, Roma, 2003.
- Colombo E., *Le società multiculturali*, Carocci, Roma, 2002.
- Deutsch M., Coleman P.T., Marcus E.C., *The handbook of conflict resolution. Theory and practice*, Jossey-Bass, San Francisco, 2006.
- Di Rosa R., “Mediazione interculturale: la cura della relazione con l’Altro. Verso una condivisione della responsabilità sociale”, *Sociologia e politiche sociali*, n. 2, Franco Angeli, Bologna, 2006, <http://www.assistentsocialisenzafrontiere.it/9%20-%20Articolo%20mediazione%20relazione%20R.%20Di%20Rosa.pdf>
- Facile S., Nicodemi F., Conti Ribaldi M., Alteri G., *Le norme di tutela delle vittime e di contrasto alla criminalità*, Franco Angeli, Milano, 2007.
- Fariello S., Lanna M., Palermo G., Volpe A., Zotti A., *Vittime immigrate. Esigenze regolative e tutela dell’identità nella società complessa*, Franco Angeli, Milano, 2011.
- Fiorucci M., “Attraversare i confini per costruire ponti. La mediazione culturale: origini, sviluppi e prospettive”, in Catarci M., Fiorucci M., Santarone D. (a cura di), *In forma mediata. Saggi sulla mediazione interculturale*, UNICOPLI, Milano, 2009, pp. 11-41.
- Galtung J., *Peace by peaceful means. Peace and Conflicts, Development and civilization*, Sage Publication, London, 1996.
- Giaccardi C., *La comunicazione interculturale*, il Mulino, Bologna, 2005.
- Glasl F., *Confronting Conflict*, Hawthorne Press, Bristol, 1999.
- Glasl F. “The process of conflict escalation and roles of third parties”, in Bomers G. B. J., Peterson R. B.(eds), *Conflict management and industrial relations*, Kluwer Nijhoff Publishing, The Hague, 1982, pp. 119-140.
- Habermas J., Taylor C., *Multiculturalism. Examining the Politics of Recognition*, Princeton University Press, NJ, 1994.
- Habermas J., *The Inclusion of the Other. Studies in Political Theory*, Polity Press, Cambridge, 1999.
- Habermas J., Taylor C., *Multiculturalismo. Lotte per il riconoscimento*, Feltrinelli, Milano, 2002.
- Isaacs A.K. (eds), *Immigration and emigration in historical perspective*, PLUS, Pisa, 2007.
- Landuzzi C., “Immigrazioni e insicurezza urbana”, in Scidà G. (a cura di), *I sociologi italiani e le dinamiche dei processi migratori*, Franco Angeli, Milano, 2000, pp. 58-67.
- Maffei F., “La mediazione linguistico-culturale e aspetti di sicurezza”, in Miller D.R., Pano A. (a cura di), *La geografia della mediazione linguistico-culturale*, Dupress, Bologna, 2010, pp. 153-169.
- Miller D.R., Pano A. (a cura di), *La geografia della mediazione linguistico-culturale*, Dupress, Bologna, 2010.
- Moore C.W., *The mediation process*, Jossey-Bass, San Francisco, 1986.
- Morineau J., *L’esprit de la médiation*, Érès editions Paris, 1998.
- Mucchi Faina A., *Comunicazione interculturale. Il punto di vista psicologico-sociale*, Edizioni Laterza, Roma, 2006.
- Portera A., “Mediazione educativa interculturale e gestione dei conflitti”, in Catarci M., Fiorucci M., Santarone D. (a cura di), *In forma mediata. Saggi sulla mediazione interculturale*, UNICOPLI, Milano, 2009, pp. 105-124.
- Russo Spena M., “Le associazioni dei migranti”, in Catarci M., Fiorucci M., Santarone D. (a cura di), *In forma mediata. Saggi sulla mediazione interculturale*, UNICOPLI, Milano, 2009, pp.66-101.
- Sayad A., *La double absence*, Éditions du Seuil, Paris, 1999.
- Sayad A., *L’immigration ou les paradoxes de l’altérité. L’illusion du provisoire*, Éditions Raisons d’agir, Paris, 2006.
- Sbraccia A., *Migranti tra mobilità e carcere. Storie di vita e processi di criminalizzazione*, Franco Angeli, Milano, 2007.
- Scidà G. (a cura di), *I sociologi italiani e le dinamiche dei processi migratori*, Franco Angeli, Milano, 2000.
- Soldati M.G., Crescini G., *Quando l’altrove è qui. Costruire spazi di mediazione culturale ed etnocentrica*, Franco Angeli, Milano, 2006.
- Taylor C., Gutmanm A., *Multiculturalism. Examining the politics of recognition*, Princeton University Press, Princeton, 1994.
- Villano P., Riccio B., *Culture e mediazioni*, il Mulino, Bologna, 2008.
- Wahl-Jorgensen. Karin (eds.), *Mediated citizenship*, Routledge, London, New York, 2008.

## Web Sites.

- [http://www.caritas.it/home\\_page/tutti\\_i\\_temi/00000404\\_Dossier\\_Statistico\\_Immigrazione.html](http://www.caritas.it/home_page/tutti_i_temi/00000404_Dossier_Statistico_Immigrazione.html)
- <http://www.cnel.it>
- [http://www.dossierimmigrazione.it/docnews/file/J9\\_scheda%20DOS.pdf](http://www.dossierimmigrazione.it/docnews/file/J9_scheda%20DOS.pdf)
- [http://www.dossierimmigrazione.it/docnews/file/K3\\_Scheda%20Dossier%202010.pdf](http://www.dossierimmigrazione.it/docnews/file/K3_Scheda%20Dossier%202010.pdf)
- [http://efus.eu/files/fileadmin/efus/pdf/INTI\\_2004-Immigration\\_EN.pdf](http://efus.eu/files/fileadmin/efus/pdf/INTI_2004-Immigration_EN.pdf)
- [http://sobek.colorado.edu/~fitzgej/Fitzgerald\\_CPS\\_paper.pdf](http://sobek.colorado.edu/~fitzgej/Fitzgerald_CPS_paper.pdf)



## Migrations et société en réseau : TIC et expérience migratoire entre pays d'origine et société d'accueil

*Giorgia Macilotti\**

### **Riassunto**

Lo sviluppo della “società in rete” ha prodotto dei mutamenti significativi nell’ambito delle migrazioni, con riferimento tanto all’esperienza d’immigrazione che a quella d’emigrazione. Il presente articolo si propone di esaminare il rapporto fra migrazioni e tecnologie dell’informazione e della comunicazione (TIC) al fine di evidenziarne gli apporti e gli aspetti più problematici.

Dopo aver presentato brevemente i principali approcci teorici in materia, si analizzerà l’impatto delle tecnologie dell’informazione nell’ambito del processo d’integrazione dell’immigrato nella società d’accoglienza. In seguito, l’attenzione si focalizzerà sull’utilizzo degli strumenti informatici al fine di ridurre la distanza sociale del migrante con il paese d’origine. Questi differenti aspetti condurranno infine verso una riflessione più critica riguardo al rapporto fra migrazioni e tecnologie dell’informazione.

### **Résumé**

L’essor de la « société en réseau » a entraîné des mutations majeures dans le processus migratoire, tant en matière d’émigration que d’immigration.

Cet article propose de réfléchir aux interactions entre le champ migratoire et les technologies de l’information et de la communication (TIC), afin d’en cerner les apports et aspects critiques. Après avoir présenté brièvement les principales approches théoriques, il s’agira d’analyser l’impact des TIC sur le processus d’intégration des immigrés dans la société d’accueil. Ensuite, il sera question de se focaliser sur l’utilisation des outils numériques afin de réduire la distance sociale du migrant avec le pays d’origine.

Ces différents éléments nous conduiront à une réflexion plus critique sur le rapport entre migrations et technologies de l’information.

### **Abstract**

The rise of « network society » has led to major changes in migration process, concerning to the experience of both emigration and immigration.

This article proposes to explore the interaction between migrations and information communication technologies (ICT), in order to assess both their strengths and limits. After briefly introducing the main theoretical approaches, it will examine the impact of ICT on the process of immigrant integration into the host society. Then, the attention will focus on the use of ICT tools in order to reduce the migrant’s social distance from his native country.

These different elements lead us to a more critical analysis about migrations and information technologies.

**Key words:** network society; migration process; ICT; social distance; globalisation.

### **1. Introduction.**

Entrés dans le domaine du grand public au cours des années 1990, Internet et les technologies de l’information et de la communication (TIC) ont élargi et multiplié les espaces virtuels dans lesquels les sujets peuvent agir, tout en fournissant un nombre croissant de moyens permettant à la fois de

réaliser un certain nombre d’actions mais aussi de vivre de nouvelles formes d’interactions.

---

\* Docteure en Science Politique et Criminologie à l’Université de Bologne et au « Centre d’Etudes et de Recherches sur la Police ». Elle est actuellement attachée temporaire d’enseignement et de recherche auprès de l’Université Toulouse 1 Capitole.

L'essor des études portant sur les conséquences socio-politiques d'Internet<sup>1</sup> s'accompagne, depuis la deuxième moitié des années 1990, d'une attention nouvelle consacrée à la question des migrations et « *aux rapports complexes que nouent ces populations avec les technologies de l'information et de la communication* »<sup>2</sup>. En effet, l'émergence de la « société en réseau » a entraîné des mutations majeures dans le processus migratoire, tant en matière d'émigration que d'immigration<sup>3</sup>.

En s'appuyant sur la littérature et les études les plus récentes en la matière, cet article propose de réfléchir sur le processus qui lie, de façon dialectique, les migrations aux technologies de l'information. Plusieurs questions se posent alors. Quel est l'impact des outils numériques sur la structuration du champ migratoire, et quel support offrent-ils aux migrants ?

La plupart des travaux sur médias et migrations se focalisent sur le vécu du migrant dans le pays de destination, tandis que le maintien de liens sociaux avec le pays d'émigration n'a fait l'objet que d'un nombre limité d'investigations<sup>4</sup>. Or l'impact du numérique sur le champ migratoire demande, au contraire, d'être appréhendé dans sa double composante d'émigration et d'immigration, car « *immigration ici et émigration là sont les deux faces*

*indissociables d'une même réalité, elles ne peuvent pas s'expliquer l'une sans l'autre* »<sup>5</sup>.

Cette approche nous amène à resituer l'analyse dans cette double perspective afin d'examiner le rôle des TIC à l'égard de l'expérience migratoire dans la société d'accueil, tout en soulignant leurs apports dans les relations de l'immigré avec le pays d'origine. Pour ce faire, il s'agira d'abord de présenter brièvement les cadres théoriques et certaines données statistiques portant sur le rapport entre champ migratoire et « révolution numérique » (2). Ensuite, il sera question de réfléchir à l'impact du cyberspace et des TIC sur l'expérience d'immigration, en se penchant plus spécifiquement sur le processus d'intégration dans la société d'installation (3). Enfin, seront évoquées les stratégies d'utilisation des TIC visant à réduire la distance sociale du migrant avec le pays d'origine (4).

## **2. Migrants et technologies numériques au cœur de la mondialisation.**

### 2.1 Flux migratoires et société en réseau : quelques repères.

La société contemporaine est soumise à un profond processus de changement lié à l'essor de la mondialisation, à la restructuration globale du capitalisme et à l'apparition d'un nouveau paradigme sociétal engendré par le numérique<sup>6</sup>. La mondialisation transforme l'organisation spatiale des relations sociales et génère des flux et réseaux

<sup>1</sup> Voir Castells M., Turkle S., Jenkins H., Lessig L., « Pour une synthèse sur le sujet », en Jauréguiberry F., Proulx S., *Usages et enjeux des technologies de la communication*, Éditions Erès, Toulouse, 2011.

<sup>2</sup> Mattelart T., « Les diasporas à l'heure des technologies de l'information et de la communication : petit état des savoirs », en *Tic & Société*, Vol. 3, n. 1-2, 2009, p. 13.

<sup>3</sup> Pour une synthèse des travaux portant sur les différentes approches de la question des migrations, Mazzella S., *Sociologie des migrations*, PUF, Paris, 2014 ; Bocognani P., « Revisiting the 'transnational' in migration studies: a sociological understanding », in *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 28, n. 1, 2012, pp. 33-50.

<sup>4</sup> Sur ce point, voir les travaux du groupe « Migrations et numérique » de la Fondation de la Maison des Sciences de l'Homme à Paris, dirigé par Dana Diminescu, ainsi que l'ouvrage Mattelart T. (sous la dir), *Médias et migrations dans l'espace euro-méditerranéen*, Editions Mare & Martin, Paris, 2014.

<sup>5</sup> Sayad A., *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Seuil, Paris, 1999, p. 15 ; Bisi R., « Migrations et société globalisée », numéro spécial : « Immigration et sécurité », en *Cahiers de la Sécurité*, n. 17-18, juillet-décembre 2011, p. 33.

<sup>6</sup> Castells M., *La nascita della società in rete*, Egea, Milano, 2008 (1<sup>ère</sup> édition originale 1996), pp. 32-33 ; Rieffel R., *Révolution numérique, révolution culturelle ?*, Gallimard, Paris, 2014, p. 23.

transnationaux et inter-régionaux d'activités, d'interactions et d'exercice du pouvoir<sup>7</sup>.

L'augmentation de la mobilité des personnes, des idées et des biens ainsi que la généralisation des technologies numériques sont autant d'aspects illustrant ces dynamiques. D'une part, l'intensité et l'ampleur du processus de mobilité façonnent l'environnement international à travers l'émergence d'espaces migratoires « transnationaux ». Ces derniers sont animés par des échanges culturels, commerciaux et sociaux, ainsi que par une nouvelle configuration des rapports entre migrants-pays d'origine-pays d'accueil<sup>8</sup>. D'autre part, les technologies numériques et leurs composantes, telles que l'ubiquité, la portabilité et la dématérialisation, ont produit des changements majeurs sur le plan social et individuel. On voit en effet apparaître de nouvelles formes de sociabilité, caractérisées par un sentiment d'immédiateté des contacts et d'abolition des distances. L'environnement international se trouve ainsi « rétréci et les interactions apparaissent toujours plus denses entre les sociétés du “village planétaire”, ce qui peut remettre en cause États, frontières et territoires »<sup>9</sup> ; il en va de même pour la conception du temps et de l'espace<sup>10</sup>. Dans cette perspective, migrations et numérique sont donc en mesure de remettre en question les concepts - « fondamentalement “territoriaux” et “sédentaires” »<sup>11</sup> - élaborés par les sciences sociales, amenant ainsi les chercheurs à réactualiser les études

<sup>7</sup> Held D. et al., *Global Transformations. Politics, Economics, and Culture*, Stanford University Press, Stanford, 1999, cité par Battistella et al., *Dictionnaire des relations internationales*, Dalloz, Paris, 2012, p. 357.

<sup>8</sup> Nedelcu M., « (Re)penser le transnationalisme et l'intégration à l'ère du numérique. Vers un tournant cosmopolitique dans l'étude des migrations internationales », en *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 26, n. 2, 2010, pp. 34-35.

<sup>9</sup> Battistella et al., *op. cit.*, p. 357.

<sup>10</sup> Castells M., *op. cit.*, 2008, pp. 471-479 ; pp. 491-492.

<sup>11</sup> Hannam K., Sheller M., Urry J., “Editorial : mobilities, immobilities and mooring”, in *Mobilities*, n.1(1), 2006, pp. 1-22, cité par Nedelcu M.(b), *op. cit.*, p. 34.

qui s'interrogent sur les rapports entre sociétés, évolutions sociotechniques et flux migratoires.

À ce sujet, un des premiers aspects abordés concerne les nouvelles configurations sociétales liées à la mondialisation et à l'essor du numérique. On parle ainsi d'une modernité « liquide »<sup>12</sup> ou « réflexive »<sup>13</sup> qui se caractérise, à travers la constitution de réseaux, par la fluidité, la mobilité et l'interconnectivité.

Manuel Castells souligne depuis longtemps l'importance des évolutions sociotechniques dans les mutations sociales en cours, qu'il s'agisse de penser la globalisation capitaliste, les nouvelles formes de sociabilité, la construction de l'identité ou les phénomènes diasporiques et transnationaux<sup>14</sup>. Trois processus ont alors ouvert la voie vers une nouvelle structure sociale organisée autour des réseaux : « les besoins de l'économie en matière de gestion flexible et de mondialisation du capital, de la production et du commerce ; les exigences de la société où les valeurs de liberté individuelle et de communication sans entraves sont devenues essentielles ; enfin, les progrès extraordinaires de l'informatique et des télécommunications »<sup>15</sup>. Dans cette approche, le tissu sociétal se transforme sous l'influence d'un nouveau mode de développement, défini par Castells comme « informationnel »<sup>16</sup> et

<sup>12</sup> Bauman Z., *Liquid Modernity*, London, Polity Press, 2000.

<sup>13</sup> Beck U., Lau C., “Second modernity as a research agenda: theoretical and empirical explorations in the ‘meta-change’ modernity”, in *British journal of Sociology*, n. 56 (4), 2005, pp. 525-256.

<sup>14</sup> Wiewiorka M., *L'impératif numérique*, CNRS Éditions, Paris, 2014, p. 16.

<sup>15</sup> Castells M., *Galassia Internet*, Feltrinelli, Milano, 2000, p. 14.

<sup>16</sup> *Ibidem*, p. 32. Castells réfute la dénomination de « société de l'information » au profit de l'expression « société informationnelle », qui selon lui est plus à même de décrire les mutations sociales en cours. En effet, selon le sociologue espagnol, ce qui est nouveau par rapport aux époques précédentes n'est pas le rôle central joué par l'information et le savoir, mais « l'application de ceux-ci aux procédés de création des connaissances et de traitement/diffusion de l'information en une boucle de rétroaction cumulative entre l'innovation et ses utilisations pratiques ».

qui remplace les paradigmes antérieurs : d'abord agraire puis industriel. Pour cet auteur, l'émergence de ce paradigme est donc à l'origine d'une véritable « révolution » qui a contribué, grâce à l'évolution de l'informatique et suite à l'essor des réseaux virtuels, à l'apparition de nouveaux modèles sociaux, économiques et culturels ainsi qu'à la naissance de ce qu'il nomme la « société en réseaux »<sup>17</sup>.

Dans cette modernité « réflexive », les nouvelles technologies et leur rapidité à pénétrer les différentes dimensions de la vie sociale transforment « *les absents en présents, toujours et partout* »<sup>18</sup>, en influençant ainsi le processus de mutation des structures sociales et du champ migratoire<sup>19</sup>. Le contexte est alors propice à l'essor d'un nouveau concept, celui de « transnationalisation », qui s'est imposé pour définir les changements majeurs intéressant les migrants à l'ère du numérique.

Développée au cours des années 1970 dans le domaine des relations internationales<sup>20</sup>, la notion de transnationalisme a été employée à partir des années 1990 par un groupe d'anthropologues et de sociologues afin d'expliquer les nouvelles configurations du champ migratoire<sup>21</sup> et des communautés migratoires<sup>22</sup> liées à la mondialisation. Dans cette perspective, ce concept désigne «

*l'ensemble des processus par lesquels les immigrés tissent et entretiennent des relations sociales de nature multiple reliant leurs sociétés d'origine et d'accueil. Nous appelons ces processus transnationalisme pour insister sur le fait que, de nos jours, beaucoup d'immigrés construisent des espaces sociaux qui traversent les frontières géographiques, culturelles et politiques* »<sup>23</sup>.

Auparavant « *la migration représentait une rupture radicale avec le pays d'origine* », tandis qu'actuellement les sujets sont plus à même de conserver des rapports forts avec leurs régions d'origine<sup>24</sup>. Supporté par le progrès technologique et l'intensification des échanges à tous les niveaux, le migrant devient ainsi un acteur qui vit « *à travers les frontières* »<sup>25</sup>. Son parcours migratoire se caractérise par le maintien de relations sociales et d'expertise dans plusieurs sociétés, ainsi que par une redéfinition de l'identité par rapport à plusieurs États-nation<sup>26</sup>. De ce point de vue, la variable « informationnelle » et la « *culture du lien* »<sup>27</sup> marquent alors une véritable rupture avec les études mettant l'accent sur l'expérience d'absence et d'opposition vécues par le migrant.

Ces dernières ont en effet insisté, dès les années 1970, sur la nécessité d'analyser la question du migrant du point de vue de l'expérience d'immigration, mais également d'émigration. Les travaux d'Abdelmalek Sayad sur les immigrés algériens en France, par exemple, ont mis en

<sup>17</sup> *Ibidem*, pp. 29-34.

<sup>18</sup> Beck U., "The cosmopolitan society and its enemies", in *Theory, Culture and Society*, 19 (1-2), 2002, p. 31.

<sup>19</sup> Nedelcu M., *op. cit.*, 2010, p. 41.

<sup>20</sup> Dans le domaine des relations internationales, le transnationalisme désigne une approche de la politique mondiale qui s'intéresse aux relations transnationales, celles-ci étant définies comme les « *contacts, coalitions, et interactions transfrontalières qui ne sont pas contrôlés par les organes centraux de la politique étrangère des gouvernements* », Keohane R., Nye J., "Transnational Relations and World Politics", in *International Organization*, 1971, Vol. 25, n. 3, 1971.

<sup>21</sup> Glick Schiller N., Basch L., Blanc-Szanton C., "Towards a transnationalization of migration: race, class, ethnicity and nationalism reconsidered", in *The Annals of the New York Academy of Science*, 645, New York, New York Academy of Science, 1992.

<sup>22</sup> Portes A., « La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales », en *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 129, septembre 1999, pp. 15-25.

<sup>23</sup> Glick Schiller N., Basch L., Blanc-Szanton C., *op. cit.*, 1992, p. 6.

<sup>24</sup> Hiller H. H., Franz T. M., "New ties, old ties and lost ties: the use of the internet in diaspora", in *New Media and Society*, vol. 6, n. 6, 2004, pp. 734-735.

<sup>25</sup> Grillo R., "Transmigration and Cultural Diversity in the Construction of Europe", communication présentée lors du colloque "Cultural Diversity and the Construction of Europe", Barcelone, disponible à l'adresse suivante : [www.europadiversa.org/eng/pdf/ponencia\\_grillo\\_eng.doc](http://www.europadiversa.org/eng/pdf/ponencia_grillo_eng.doc)

<sup>26</sup> Glick Schiller, N., Basch, L., et Blanc-Szanton C., "From immigrant to transmigrant", in *Anthropological Quarterly*, Vol. 68, n. 1, 1994, p. 48 ; Nedelcu M., *op. cit.*, 2010, p. 35.

évidence le lien qui relie l'immigré à sa société d'origine et à celle d'accueil, que l'auteur qualifie de « double absence »<sup>28</sup>. Selon cette approche, l'immigré se caractérise par le fait d'être « ni d'ici ni de là-bas », il est un sujet doublement exclu puisque, en permanence entre deux lieux et surtout deux cultures, il perd de plus en plus les repères et le lien social avec son pays natif, tout en restant en marge de sa société d'installation<sup>29</sup>. L'immigré devient alors absent là où il est présent et présent là où il est absent, autrement dit « doublement absent » : fictivement dans la société d'accueil et effectivement dans celle d'origine<sup>30</sup>. « *Ni citoyen, ni étranger, ni vraiment du côté du Même, ni totalement du côté de l'Autre, il se situe (...) à la frontière de l'être et du non-être social* »<sup>31</sup> et, en ce sens, l'émigration devient une véritable déchirure sociale, politique et spirituelle dans la trajectoire sociale de l'individu<sup>32</sup>.

Au contraire, les tenants de l'approche transnationaliste<sup>33</sup> soulignent que la figure de l'homme « déraciné » analysée par Sayad s'éloigne de plus en plus de l'image actuelle du migrant « *qui se déplace et fait appel à des alliances à l'extérieur de son groupe d'appartenance, sans pour autant se détacher de son réseau social d'origine* »<sup>34</sup>. C'est donc une logique de continuité et de coprésence, et non plus de rupture et d'absence, qui semble caractériser l'expérience

migratoire à l'ère de la mondialisation et de la « société en réseaux ».

## 2.2 Diffusion des TIC auprès des migrants.

Les données portant sur la diffusion des TIC montrent que les utilisateurs d'Internet sont environ 2 milliards au niveau mondial, avec un taux de diffusion en Europe d'environ 70% de la population, et en France de 83%<sup>35</sup>.

Toutefois, on remarque que l'adoption et la diffusion des outils numériques auprès des migrants est un sujet presque ignoré par les enquêtes quantitatives menées par les principaux instituts de recherche<sup>36</sup>. Si la production de travaux sur médias et migrations s'avère très riche, les études sont encore loin d'être complètes sur le plan empirique et plus particulièrement des données statistiques officielles.

Par exemple, l'Institut national de la statistique et des études économiques français (INSEE) a conduit différentes études sur la diffusion des technologies de l'information auprès des ménages et dans le

---

<sup>35</sup> Plus en détail, l'Europe compte 582.441.059 d'internautes (soit 70,5 % de la population) et la France en compte 55.221.000 (soit 83,3% de la population). Données élaborées par le *World Internet Users Statistics and World Population* pour l'année 2014 (données à jour au 30 juin 2014), disponibles à l'adresse suivante : [www.internetworldstats.com](http://www.internetworldstats.com).

<sup>36</sup> L'institut de recherche statistique italien (ISTAT), par exemple, recense depuis 2004 la diffusion d'Internet et des outils numérique auprès de la population italienne, mais ne prévoit aucune de distinction entre « italien » et « étrangers », Calenda D., « National scenario (Italy) », rapport pour le *Projet Bridge-IT, Thematic Network ICT for social integration and cultural diversity, European Union*, p. 5, disponible à l'adresse suivante : <http://www.stranieriinitalia.it/briguglio/immigrazione-e-asilo/2011/giugno/rapp-ict-immigr-italia.pdf>.

On arrive au même constat si on consulte les résultats des études d'Eurostat sur l'utilisation d'Internet auprès des ménages (<http://ec.europa.eu/eurostat/web/main/home>), Codagnone C., Kluzer S., *ICT for the Social and Economic Integration of Migrants into Europe*, European Commission Joint Research Centre, Luxembourg, Publications Office of the European Union, 2011, p. 23, disponible à l'adresse suivante : <http://ipts.jrc.ec.europa.eu/publications/index.cfm>.

---

<sup>27</sup> Diminescu D., « Le migrant connecté : pour un manifeste épistémologique », en *Migrations Société*, 17 (102), 2005, p. 276.

<sup>28</sup> Sayad A., *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité. 1. L'illusion du provisoire*, Éditions Raisons d'agir, Paris, 2006, p. 159.

<sup>29</sup> *Ibidem*, p. 158.

<sup>30</sup> *Ibidem*, p. 162.

<sup>31</sup> Bourdieu P., « Préface », in Sayad A., *op. cit.*, 2006, p. 13.

<sup>32</sup> Mazzella S., *op. cit.*, p. 16.

<sup>33</sup> Dans la littérature francophone, cette approche s'est développée au début des années 1990 avec les travaux d'Alain Tarrus et de Lamia Missaoui. Plus récemment, on retrouve les études réalisées par le programme « Migrations et numérique » de la Fondation de la Maison des Sciences de l'Homme à Paris.

<sup>34</sup> Diminescu D., « Présentation », en *Réseaux*, « Les migrants connectés. T.I.C., mobilités et migrations », n. 159, 2010 (1), p. 11.

monde de l'entreprise, mais aucune de ces enquêtes ne s'est penchée directement sur le rapport entre migrations et nouveaux médias (Tableau 1). On analyse, par exemple, la diffusion de l'utilisation du téléphone portable ou d'Internet selon le sexe, l'âge, le diplôme, la catégorie socioprofessionnelle, alors que la variable « immigré » ou « étranger » n'est jamais considérée (Tableau 1).

En France, comme en Italie, les données disponibles proviennent, dans la plupart des cas, d'études qualitatives ou d'enquêtes quantitatives, mais dont les résultats ne sont souvent pas généralisables en raison d'échantillons non représentatifs de l'ensemble de la population ciblée<sup>37</sup>.

Néanmoins, les principaux résultats de ces travaux semblent confirmer les données issues d'autres recherches menées à l'échelle européenne<sup>38</sup> qui, en intégrant des études de cas et certains résultats statistiques disponibles au niveau national, montrent un taux de diffusion des TIC chez les migrants similaire à celui découvert pour les non-immigrés (Tableau 2 et 3)<sup>39</sup>.

---

<sup>37</sup> Calenda D., *op. cit.*; Diminescu D. et al., *ICT for Integration, Social Inclusion and Economic Participation of Immigrants and Ethnic Minorities: Case Studies from France*, European Commission Joint Research Centre, Luxembourg, Publications Office of the European Union, 2009, disponible à l'adresse suivante : <http://ipts.jrc.ec.europa.eu/publications/index.cfm>.

<sup>38</sup> Codagnone C., Kluzer S., *op. cit.* Cette recherche s'est penchée sur l'utilisation des TIC pour la promotion de la diversité culturelle au sein de l'Union Européenne, avec une attention particulière portée à l'intégration des migrants et des minorités ethniques. L'étude a été menée au cours de l'année 2008 par un consortium de recherche composé par l'IDC Italia Srl, le Politecnico Di Milano, la Fondation Maison des Sciences de l'Homme, l'université de Brême, de Sevilla et de Sheffield Hallam. Dans un premier temps, les chercheurs ont examiné une vaste gamme d'initiatives numériques concernant l'intégration des migrants dans l'ensemble des pays membres de l'Union Européenne. Ensuite, l'étude s'est focalisée davantage sur les politiques nationales introduites dans quatre pays : la France, l'Allemagne, l'Espagne et le Royaume-Uni.

<sup>39</sup> *Ibidem*, p. 27.

Ces études montrent d'ailleurs que les immigrés sont bien conscients des opportunités liées aux nouveaux outils numériques, notamment dans le domaine de l'emploi. Certains d'entre eux reconnaissent dans le manque de compétences numériques l'une des principales raisons de la « fracture » - en termes d'éducation et d'occupation - avec la population non-immigrée<sup>40</sup>.

Ces résultats doivent être toutefois interprétés à la lumière, entre autres, des caractéristiques sociodémographiques de la population immigrée qui généralement, représente majoritairement des jeunes (plus proches des nouvelles technologies) comparée à la population non-immigrée<sup>41</sup>.

Encore, ce type de données concerne l'usage des TIC par les immigrés dans le pays d'accueil, alors que très peu de travaux se sont penchés sur la diffusion du numérique dans le pays d'origine et les échanges avec le pays d'accueil, aspect qu'il semble pourtant primordial d'aborder<sup>42</sup>.

Si l'on s'en tient à ces premières données, il paraît alors intéressant d'analyser les domaines de la question migratoire les plus « touchés » par la diffusion des outils numériques. De ce point de vue, différentes facettes de ce rapport peuvent être prises en compte. Un premier aspect concerne l'appropriation des TIC afin de favoriser l'organisation du projet migratoire et le processus d'intégration de l'immigré dans le pays d'accueil (3). Ensuite, on se penchera sur l'utilisation des outils numériques visant à réduire la distance sociale du migrant avec la société d'origine (4).

### **3. Les technologies numériques face au processus d'intégration des immigrés.**

De manière générale, on observe que l'information revêt une importance cruciale pour les migrants

---

<sup>40</sup> *Ibidem*, p. 43.

<sup>41</sup> *Ibidem*, p. 44.

avant, pendant et après leur voyage. Il s'agit également d'un secteur d'activité indispensable pour la mise en œuvre de toute stratégie efficace de gestion des migrations au niveau gouvernemental et inter-gouvernemental.

Premièrement, la nature des informations dont disposent les migrants potentiels « *constitue souvent l'un des principaux facteurs qui déterminent leur décision d'émigrer, ainsi que le choix des modalités du voyage, le moment du départ et le pays de destination* »<sup>43</sup>. À ce sujet, la disponibilité d'informations précises concernant les options et possibilités qui s'offrent aux migrants dans la société de destination, ainsi que les risques inhérents au processus de migration, est une source de la plus grande importance pour la prise de décisions éclairées de la part du migrant.

Par la suite, au moment de l'arrivée dans le pays d'accueil, il est tout aussi indispensable que l'immigré puisse avoir accès à des indications fiables, concernant, par exemple, les procédures d'immigration, l'accès au logement et à la santé, afin de lui permettre autant de s'intégrer dans un nouveau contexte que de bien connaître les droits et obligations découlant de sa nouvelle situation<sup>44</sup>.

Par conséquent, il est primordial de diffuser des informations précises et actualisées au sujet des possibilités de migration, dans le respect de la légalité et de la situation des sociétés d'accueil. « *Ces données peuvent provenir de diverses sources, être recueillies par exemple par des gouvernements, des administrations publiques, des organisations internationales, des ONG, des agences pour l'emploi ou des centres de recherche et servir à diverses fins* »<sup>45</sup>. Elles peuvent porter sur la réglementation de l'immigration, les possibilités

d'emploi ou les procédures relatives à l'obtention des visas et des aides au logement, ainsi que présenter les principales différences culturelles entre le pays d'origine et celui de destination. Dans ce contexte, l'action devrait être menée de façon coordonnée avec les pays de départ, en s'appuyant sur des campagnes de sensibilisation visant à informer davantage les sujets sur les problèmes liés à l'intégration dans une nouvelle culture et aux risques concernant le trafic de migrants.

Cela dit, bien souvent les migrants n'ont pas accès à ce niveau d'information, principalement en raison de conjonctures socio-politiques particulièrement difficiles dans le pays de départ, mais aussi compte tenu d'une organisation inefficace de la communication dans la société de destination. La décentralisation de la diffusion de l'information et l'élargissement de l'accès aux TIC pourraient contribuer à combler cette lacune<sup>46</sup>.

### 3.1 TIC et intégration des immigrés : pratiques d'e-government et smart-apps.

L'accès à des données fiables n'est pas une fin en soi mais plutôt un instrument clé pour faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de politiques efficaces d'inclusion des migrants, ainsi que l'adoption de différentes mesures visant à répondre à leurs besoins sociaux, économiques et politiques.

Pour atteindre ces objectifs, le modèle qui s'est affirmé au cours des années 1990 en France est celui de « l'intégration », approche visant à souligner une rupture avec les logiques communautaristes ou d'assimilation<sup>47</sup>. Selon le Haut Conseil à l'Intégration français, cette notion désigne alors « *un*

<sup>42</sup> Sur ce point, voir Mattelart T. (sous la dir.), *op. cit.*

<sup>43</sup> Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), « Migrations internationales, développement et société de l'information », papier présenté lors du *Sommet mondial sur la société de l'information*, 14 février 2005, p. 3, disponible à l'adresse suivante : <https://www.itu.int>.

<sup>44</sup> *Ibidem*, p. 3.

<sup>45</sup> *Ibidem*, p. 4.

<sup>46</sup> *Idem*.

<sup>47</sup> Pour une synthèse sur le modèle d'intégration français, Laacher S. (sous la dir.), *Dictionnaire de l'immigration en France*, Larousse, Paris, 2012, pp. 28–35 ; Wihtol de Wenden C., « L'intégration en France à la lumière de deux rapports récents du Haut Conseil à l'intégration », in *Hommes et migrations*, n.1294, 2011, pp. 18–23.

*processus visant à susciter la participation active à la société nationale d'éléments variés et différents, tout en acceptant la subsistance de spécificités culturelles, sociales et morales et en tenant pour vrai que l'ensemble s'enrichit de cette variété et de cette complexité* »<sup>48</sup>.

Il s'agit donc d'un modèle qui prône la nécessité de ne pas opposer les différentes cultures et de respecter les différences culturelles. Selon ces promoteurs, « *celles-ci n'auraient pas vocation à disparaître sous le coup des politiques d'intégration, pour autant qu'elles restent dans le domaine de la vie privée et n'entrent pas en contradiction avec le cadre légal* »<sup>49</sup>. Les discours politiques s'inscrivant dans cette logique reconnaissent dans l'intégration un élément déterminant pour le maintien de la cohésion sociale, qui doit concerner l'ensemble de la population : « *quelle que soit son origine, chacun a la possibilité de vivre dans cette société dont il accepte les règles et dont il devient un élément constituant* »<sup>50</sup>.

Ce modèle s'éloigne donc de l'approche d'assimilation qui, au contraire, préfère insister sur une logique de similarité et de ressemblance entre la population native et celle issue de l'immigration<sup>51</sup>. Cependant, en dépit de ces propos, les discours des pouvoirs publics français évoluent rapidement vers « *une injonction faite aux populations étrangères, immigrées et/ou issues de l'immigration de se conformer aux valeurs morales et aux comportements du groupe majoritaire* »<sup>52</sup>.

Le modèle français d'intégration n'est pas une donnée ni un état, mais, plus précisément, un processus continuellement construit et reconstruit

---

<sup>48</sup> Haut Conseil à l'Intégration, *La connaissance de l'immigration et de l'intégration*, Paris, La Documentation française, 1992, p. 85.

<sup>49</sup> Tandé A., « Du refus à la requalification. L'ambivalente reconnaissance de la discrimination comme problème public », en Fassin D. (sous la dir.), *Les nouvelles frontières de la société française*, La Découverte, Paris, 2012, p. 249.

<sup>50</sup> Haut Conseil à l'Intégration, *Liens culturels et intégration. Rapport au Premier ministre*, Paris, La Documentation française, 1995, p. 13.

<sup>51</sup> Laacher S. (sous la dir.), *op. cit.*, p. 29.

<sup>52</sup> Tandé A., *op. cit.*, p. 248.

et soumis aux aléas du pouvoir politique, aux réactions et caractéristiques sociales propres de la communauté d'accueil, ainsi qu'aux capacités des immigrés d'avoir accès à toute une série de connaissances et informations indispensables à la vie dans la nouvelle société.

Pour faire face à des contraintes similaires, la plupart des pays européens, nord-américains et asiatiques ont alors élaboré un ensemble de politiques et procédures destinées à faciliter cette participation active des étrangers à la vie sociale. Parmi celles-ci, les politiques du numériques y jouent un rôle toujours plus important. Grâce à la mise en place de toute une série d'outils et *smart-apps*, ces dernières visent à soutenir une gestion plus efficace de la « chose publique », à stimuler la croissance économique et à promouvoir l'intégration sociale, notamment des groupes les plus vulnérables<sup>53</sup>.

Décrites avec la notion d'*e-government*, ces pratiques correspondent, selon le dernier rapport des Nations Unies, à « *l'utilisation des TIC et de leurs applications par le gouvernement afin de mettre information et services publics à la disposition de la population* »<sup>54</sup>. À travers cette nouvelle approche l'administration publique pourrait être plus efficace, fournir des meilleurs services et répondre aux demandes sociétales de transparence et responsabilité<sup>55</sup>. La diffusion des TIC au niveau gouvernemental, l'augmentation d'investissements dans les infrastructures de télécommunication, ainsi que l'amélioration des capacités du capital humain peuvent fournir des opportunités significatives afin de transformer l'administration publique en un instrument de

---

<sup>53</sup> United Nations, *United Nations e-government survey 2014. E-Government for the future we want*, UN E-Government Development, 2014, p. 2, rapport disponible à l'adresse suivante : [www.unpan.org/e-government](http://www.unpan.org/e-government).

<sup>54</sup> *Idem* (notre traduction).

<sup>55</sup> *Idem*.



gouvernance collaborative et de développement durable<sup>56</sup>.

D'un point de vue pratique, cette approche s'est traduite par la mise en place d'un ensemble d'instruments visant à soutenir le processus d'intégration à travers la réduction des barrières d'accès aux services publics, l'amélioration de la diffusion d'informations pour les nouveaux arrivés, ainsi qu'un renforcement de la cohésion sociale grâce à un engagement « civique » plus important des immigrés<sup>57</sup>. Il s'agit ainsi de favoriser les politiques d'intégration des étrangers en réduisant la complexité des procédures, notamment administratives, et en améliorant la coordination entre les différents acteurs<sup>58</sup>.

### 3.1.1 Réduire les barrières d'accès aux services publics.

Concernant les dispositifs mis en place afin de réduire les barrières d'accès au secteur public, différents types d'outils peuvent être recensés.

Au niveau national, on peut citer les portails de l'administration publique, comme celui du service public français (Fig. 1), visant à donner aux citoyens, et plus particulièrement aux immigrés, un meilleur accès aux informations institutionnelles et aux services mis en place par l'Etat.

Cette plateforme prévoit une approche dite « offre-demande » d'information avec différents types de données, telles que les documents administratifs, les rapports sur des thématiques spécifiques (par exemple concernant le droit de vote des citoyens européens), ainsi que la mise à disposition directement en ligne de certains services du secteur public (demande d'acte d'état civil, déclaration des

revenus, démarches pôle emploi, etc.)<sup>59</sup>. Ces outils d'e-government « sont focalisés sur les besoins des usagers, plutôt que sur le service public »<sup>60</sup> et offrent une plateforme multi-langues (français, anglais, espagnol et allemand) afin de répondre aux besoins d'un plus vaste public. Indépendamment de ce premier portail, on remarque que toutes les principales institutions publiques françaises se sont dotées d'une plateforme numérique afin de faciliter l'accès à l'information et l'accomplissement de différentes tâches administratives. On peut citer à titre d'exemple le portail pour les impôts ou la Caisse Nationale des Allocations Familiales<sup>61</sup>.

Au niveau local, on assiste également à l'apparition d'outils interactifs visant à améliorer le rapport du résident avec l'administration et les services de la ville. En s'appuyant sur l'exemple de la ville de Toulouse, différentes initiatives peuvent être soulignées.

Premièrement, on peut constater la mise en place de ce que l'on nomme une « mairie numérique »<sup>62</sup>, un portail interactif qui recense les points d'accès gratuit à Internet, les initiatives pour l'économie numérique et, plus généralement, tous les services de la ville liés aux TIC. A cela s'ajoutent les plateformes d'*open data* de l'administration, permettant la diffusion de toutes les données publiques de la Communauté Urbaine de Toulouse Métropole et de ses communes membres, dans un souci de transparence vis-à-vis de la population<sup>63</sup>. On y retrouve les données publiées par les

<sup>56</sup> *Ibidem*, p. 8.

<sup>57</sup> Benton M., *Smart inclusive cities. How new apps, big data, and collaborative technologies are transforming immigrant integration*, Washington DC, Migration Policy Institute, 2014, pp. 1-3 ; Codagnone C., Kluzer S., *op. cit.*

<sup>58</sup> Calenda D., *op. cit.*, p. 11.

<sup>59</sup> Diminescu D. et al., *op. cit.*, p. 7.

<sup>60</sup> [www.vie-publique.fr](http://www.vie-publique.fr).

<sup>61</sup> Les portails pour les impôts ou la Caisse nationale des allocations familiales (CAF) sont respectivement disponibles aux l'adresses suivantes : [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr) ; [www.caf.fr](http://www.caf.fr).

<sup>62</sup> Le site de la « mairie numérique » de Toulouse est disponible à l'adresse suivante : [www.toulouse.fr/web/la-mairie/toulouse-ville-numerique](http://www.toulouse.fr/web/la-mairie/toulouse-ville-numerique)

<sup>63</sup> Le portail de l'*open data* de la Communauté Urbaine de Toulouse Métropole est disponible à l'adresse suivante : <http://data.toulouse-metropole.fr/>

collectivités au fur et à mesure de leur diffusion (réseaux du métro, nomenclature des rues, comptes administratifs, etc.).

De plus, la diffusion massive des téléphones portables, et notamment des *smartphones*, avec la possibilité de géolocalisation a permis le développement de toute une série d'autres outils interactifs - les *smart apps* - dont le but est de favoriser la vie du citoyen et aider les pouvoirs publics dans la prise en charge des besoins divers et variés des résidents<sup>64</sup>. Parmi cela, différentes instruments ont été introduits afin de faciliter, par exemple, l'accès aux réseaux du métro, la diffusion de l'information « en continu » concernant la ville ou encore l'interaction directe, et en ligne, avec les différentes instances publiques au niveau du quartier.

### 3.1.2 Répondre aux besoins spécifiques des immigrés.

Un autre aspect particulièrement intéressant concerne les services visant à répondre aux besoins spécifiques des immigrés et des étrangers.

Tout d'abord, on retrouve les applications pour la traduction en temps réel<sup>65</sup> ou pour l'apprentissage de la langue et de la culture du pays d'accueil<sup>66</sup>. D'autres instruments de grande utilité sont également les plateformes pour les « *serious games* »<sup>67</sup>, des jeux en ligne avec des finalités éducatives et de promotion sociale et culturelle utilisés pour l'apprentissage interactif, notamment dans le cas des procédures pour la naturalisation.

À titre d'exemple, le service public français a mis en place un jeu interactif nommé « *Citoyenneté et vie démocratique* » qui, sous la forme d'un QCM, vise à tester les connaissances, entre autres, des futurs

demandeurs de la nationalité, en leur donnant par la même occasion toutes les informations nécessaires pour se préparer à l'épreuve et à l'entretien pour l'obtention de la nationalité française (Fig. 2).

Le domaine de l'éducation est également concerné par le développement de pratiques numériques. On peut citer, par exemple, les initiatives d'*e-portfolio* éducatif pour les étudiants en mobilité, qui permettent le transfert de connaissances entre les différentes institutions éducatives en charge de la scolarisation du mineur<sup>68</sup>. Ou encore les pratiques d'apprentissage et de formation en ligne (*e-learning*), en mesure de répondre aux questions sur l'accessibilité pédagogique, les pratiques de scolarisation et l'insertion professionnelle de publics à besoins éducatifs particuliers, tels que les jeunes immigrés et les étrangers plus généralement. Ce dernier secteur reçoit d'ailleurs une forte impulsion de la part de l'Union Européenne, et notamment de la Commission Européenne avec le programme *Life Long Learning* et son volet dédié au numérique.

Ces nouveaux outils permettent aux étudiants et personnes présentant des besoins éducatifs particuliers de pouvoir participer aux formations, en limitant au maximum les déplacements physiques, tout en profitant à la fois d'une pédagogie qui stimule et multiplie l'interactivité mais aussi de toutes les ressources d'un campus virtuel. Ces nouvelles pratiques d'apprentissage donnent également aux apprentis la possibilité de concevoir leur parcours éducatif et d'insertion socio-professionnelle en respectant leur rythme d'études, ainsi qu'en conciliant leur parcours de formation et vie privée.

### 3.2. Les problématiques de l'e-government et des pratiques d'intégration numériques.

---

<sup>64</sup> Benton M., *op. cit.*, p. 2.

<sup>65</sup> Parmi les différents outils, voir : <http://mobile.reverso.net/>

<sup>66</sup> Par exemple : [www.bonjourdefrance.com/](http://www.bonjourdefrance.com/)

---

<sup>67</sup> Benton M., *op. cit.*, pp. 7-8.

<sup>68</sup> Calenda D., *op. cit.*, p. 9.

En dépit de ces premiers efforts, différentes études menées en France et, plus généralement, au niveau européen ont mis en évidence des problématiques majeures liées aux pratiques d'intégration numériques.

Un premier aspect concerne les plateformes françaises de l'*e-government* qui, au-delà des services d'information et de téléchargement de documents, prévoient un nombre limité de procédures pour les immigrés réalisables entièrement en ligne. On retrouve des sections informatives et de documentation spécialement dédiées aux étrangers, mais le nombre de « téléservices » (services intégralement interactifs) est encore très faible. À titre d'exemple, la seule prestation pour les immigrés disponible entièrement à distance concerne les procédures pour l'obtention des visas biométriques et des visas étudiants établis par Campus France<sup>69</sup>. On note également que la diffusion de guides « à l'utilisation des services » ou à la compréhension des procédures administratives est loin d'être généralisée.

Au niveau local, la situation ne semble pas présenter des résultats beaucoup plus satisfaisants. La diffusion d'information en ligne et les services interactifs spécialement dédiés aux étrangers ne sont pas des pratiques répandues dans toutes les collectivités territoriales ou municipalités. Les sites des mairies, par exemple, présentent parfois des liens vers les plateformes institutionnelles au niveau national mais il ne s'agit pas, une fois de plus, d'un aspect généralisé<sup>70</sup>.

La diversité linguistique est un autre élément qui pose des problèmes majeurs, car seulement un nombre très limité d'outils et de plateformes numériques, tant au niveau national que local, prévoit un accès multilingue, aspect qui peut

potentiellement empêcher leur utilisation par les migrants ne maîtrisant pas encore suffisamment le français. Il s'agit toutefois d'un constat qui ne concerne pas seulement la réalité hexagonale mais, au contraire, intéresse les pratiques d'*e-government* de plusieurs pays européens<sup>71</sup>.

À ces premiers aspects, que l'on peut qualifier de « structurels », s'ajoute l'attitude de méfiance des étrangers vis-à-vis de ces services numériques. Dans cette perspective, l'étude de Diminescu sur l'*e-government* en France souligne, par exemple, que lorsqu'il s'agit de sujets sensibles ou de procédures plutôt complexes, l'immigrant préfère le contact direct avec une personne à l'utilisation de ressources disponibles en ligne : « *sur Internet, le migrant a peur de ne pas comprendre et [...] que sa demande ne soit pas prise en considération. Et cet aspect est d'autant plus prégnant dès lors qu'il y également une barrière linguistique* »<sup>72</sup>. Cette méfiance des immigrés, et notamment des personnes en situation irrégulière, peut être aussi liée à la peur d'être « fichés » par l'administration ou repérés par les forces de police.

On ne peut pas non plus négliger les questions concernant les possibilités d'accès de la population immigrée aux nouveaux médias numériques. Sur ce point, nombre de commentateurs ont souligné les risques que cette diffusion massive de l'*e-government* peut présenter pour les groupes les plus fragilisés, en exacerbant notamment la « fracture numérique » et les inégalités sociales par rapport à la population native<sup>73</sup>. Il ne s'agit pas seulement d'une problématique liée aux ressources économiques du migrant, mais également d'un aspect qui concerne les compétences de « *digital literacy* » et le capital

---

<sup>71</sup> Codagnone C., Kluzer S., *op. cit.*

<sup>72</sup> Diminescu D. et al., *op. cit.*, p. 35 (notre traduction).

<sup>73</sup> Benton M., *op. cit.*, p. 3. Sur ce point, voir également les travaux du *Pew Research Center* états-unien : <http://www.pewinternet.org>.

---

<sup>69</sup> Diminescu D. et al., *op. cit.*, pp. 6-7.

<sup>70</sup> *Ibidem*, p. 8.

social du sujet<sup>74</sup>. Autrement dit, ce n'est pas seulement un problème concernant « l'avoir » mais aussi « le savoir-faire »<sup>75</sup>.

Dans cette perspective, certaines initiatives ont été mises en place, tant par le secteur public que privé, afin de combler cette « fracture numérique ». On peut rappeler la mise à disposition de points d'accès gratuits à Internet par les services de la ville ou encore le développement croissant de cyber cafés, gratuits ou payants, ou « d'associations pour le numérique » qui peuvent également dispenser des cours dédiés à l'apprentissage des technologies de l'information et de la communication. Toutefois, ces initiatives ne sont pas toujours en mesure de répondre aux problèmes spécifiques vécus par les migrants et les minorités ethniques, notamment en matière de recherche d'emploi. De plus, les immigrés préfèrent souvent les initiatives privées et payantes aux services du secteur public car, comme dans le cas des cyber-cafés, ces espaces peuvent leur offrir un niveau d'intimité majeur par rapport aux points d'accès publics<sup>76</sup>.

Un dernier aspect controversé concerne l'état des connaissances sur le sujet, notamment en matière d'évaluation des politiques publiques visant à l'intégration des immigrés par le biais du numérique. Les études réalisées et les statistiques officielles disponibles sont encore loin d'être complètes et présentent parfois des résultats et des conclusions contradictoires<sup>77</sup>.

#### 4. Les technologies numériques et la promotion de la proximité avec le pays d'origine.

Malgré ces dernières remarques, il ne paraît pas judicieux de sous-estimer l'impact des TIC sur le champ migratoire, en termes de circulation accrue de personnes et d'informations, ainsi que de mise à disposition d'outils créatifs dédiés à la communication, l'inclusion sociale et l'organisation du projet migratoire.

De plus, le numérique ne se réduit pas à une simple technique, exerçant, au contraire, une influence significative tant au niveau individuel que social. Les TIC et le virtuel constituent un milieu de vie dans lequel les sujets sont constamment immergés et où l'identité et les relations sont remodelées grâce à des nouvelles formes de présence et de visibilité<sup>78</sup>.

De ce point de vue, les médias digitaux ne sont plus seulement des outils pour faciliter certaines tâches liées au travail, à l'éducation ou à la gestion des immigrés, mais ils deviennent une véritable « arène » où les internautes peuvent mettre en scène différentes dimensions d'eux-mêmes<sup>79</sup>. À cet égard, le célèbre dessin du *New Yorker*, intitulé « *On the Internet, nobody knows you're a dog* »<sup>80</sup>, résume bien les potentialités d'Internet comme laboratoire pour l'expérimentation de différents comportements et identités grâce, notamment, au sentiment d'anonymat lié à la « protection » de l'écran<sup>81</sup>.

Un autre aspect central de cette « révolution numérique » réside également dans l'interactivité et les nouvelles formes de sociabilité qu'elle engendre. En effet, l'essor de la numérisation des données s'est accompagné, au fil du temps, par le

<sup>74</sup> *Ibidem*, p. 9.

<sup>75</sup> Pour une synthèse concernant les inégalités dans l'accès aux TIC et les politiques de la ville, Beauchamps M., « Internet : vers une fragmentation de la ville ? », in *Communication et organisation*, n. 32, 2007, pp. 95- 97.

<sup>76</sup> Diminescu D. et al., *op. cit.*, p. 7.

<sup>77</sup> Codagnone C., Kluzer S., *op. cit.*, pp. 56-57.

<sup>78</sup> Rieffel R., *op. cit.*, pp. 33-35.

<sup>79</sup> Turkle S., *La vita sullo schermo. Nuove identità e relazioni sociali nell'epoca di Internet*, Apogeo, Milano, 2005.

<sup>80</sup> Dessin de Peter Steiner publié sur le *New Yorker* le 5 juillet 1993.

<sup>81</sup> Macilotti G., «La criminalità informatica e telematica fra antichi dilemmi e nuove sfide», in Balloni A., Bisi R., Sette R., *Manuale di criminologia (II). Criminalità, controllo, sicurezza*, Clueb, Bologna, 2013, p. 223.

développement d'une dimension interactive du *medium* informatique, qui a transformé l'environnement virtuel en un véritable espace social. On voit ainsi apparaître le cyberspace, de plus en plus considéré comme une extension numérique du territoire, un lieu d'action et de rencontre humaines<sup>82</sup> en mesure d'influencer le vécu de l'acteur social et, à son tour, d'être façonné par ce dernier. Dans cette optique, Internet ne constitue donc pas une menace pour le lien social car les pratiques « virtuelles » et hors ligne s'enchevêtrent, se déploient dans un espèce de *continuum* où les formes de sociabilités antérieures se réactualisent<sup>83</sup>, et des nouvelles relations voient le jour. Ce constat est d'autant plus vrai pour les immigrés qui, grâce aux outils numériques, parviennent à maintenir à distance et à reconfigurer « des relations qui s'apparentent à des rapports de proximité » avec leur pays d'origine<sup>84</sup>.

#### 4.1 TIC et réduction de la distance sociale : du migrant « connecté » à la cyber-diaspora.

Aborder la problématique des TIC dans le contexte migratoire amène donc à considérer leur impact non seulement sur le processus d'intégration dans la société d'accueil, mais également sur les pratiques de réduction de la distance sociale avec le pays d'origine.

En effet, le numérique représente de plus en plus un élément constitutif du projet migratoire dans la mesure où il permet aux migrants, une fois installés dans le pays d'accueil, de rester en contact avec leur société d'émigration et de développer des relations

de proximité entre les cellules familiales et les réseaux d'amis éloignés<sup>85</sup>.

À travers une utilisation toujours plus importante des nouvelles technologies, les migrants deviennent ainsi de véritables acteurs « d'une culture du lien, devenue visible et très dynamique »<sup>86</sup>. Diminescu, à ce propos, parle d'un migrant « connecté »<sup>87</sup>, afin de souligner la différence entre les nouvelles générations d'immigrés et les premières vagues de sujets « déracinés ». Cette approche souligne que ces dernières se caractérisaient par une situation de rupture tant avec le milieu d'origine, qu'à l'égard de la société d'accueil dans laquelle elles vivent à la marge. Au contraire, les nouveaux migrants seraient en mesure d'actualiser en permanence le lien avec leur pays d'origine, tout en établissant des contacts avec les sociétés de destination<sup>88</sup>. L'essor de la « société en réseaux » donne donc au migrant la possibilité de mener une « double vie », fondée sur des rapports de proximité tissés avec l'ensemble des pays intéressés par le projet migratoire. D'une expérience de « double absence » on passe ainsi à une logique de « coprésence »<sup>89</sup>.

La dimension virtuelle remplit alors des fonctions multiples. Outil de production et de diffusion de connaissances, lieu de sociabilité, nouveau territoire de lutte et d'expression contestataire, elle peut également devenir un instrument dont s'emparent les migrants et ceux qui restent dans leur communauté d'origine afin de mener des actions à distance, visant à soutenir le développement de la société de départ ou à favoriser de nouveaux rapports économiques et culturels entre les deux pays.

---

<sup>82</sup> Musso P., « Le Web : nouveau territoire et vieux concepts », en *Annales des Mines - Réalités industrielles*, n. 4, Novembre 2010, p. 75.

<sup>83</sup> Rieffel R., *op. cit.*, p. 95.

<sup>84</sup> Diminescu D., « Les migrations à l'âge des nouvelles technologies », in *Hommes et migrations*, n. 1240, 2002, p. 6.

---

<sup>85</sup> Sargent C., Yatera S., Larchanché-Kim S., « Migrations et nouvelles technologies. Liens et contraintes sociales parmi les migrants du bassin du fleuve Sénégal à Paris », en *Hommes et migrations*, n. 1256, 2005, p. 132.

<sup>86</sup> Diminescu D., *op. cit.*, 2005, p. 276.

<sup>87</sup> *Idem.*

<sup>88</sup> Diminescu D., *op. cit.*, 2002, p. 6.

À cet égard, un espace de réflexion qui retient l'attention de nombre d'auteurs est celui des nouvelles formes de diaspora liées aux flux transnationaux et à l'apparition des migrants « connectés ». Emprunté au vocabulaire biblique, le mot « diaspora » désigne généralement les groupes migrants ou minorités ethniques provenant du même pays (ou territoire) et résidant dans plusieurs États. Leur dispersion est le résultat de conflits ou persécutions et la mémoire du traumatisme constitue le ciment d'une conscience identitaire très forte, ainsi que d'une histoire longue poursuivie dans l'exil<sup>90</sup>.

Au-delà de cette conceptualisation originaire, la notion est employée depuis une vingtaine d'année pour désigner des processus migratoires très diversifiés. La facilité accrue des transports et des communications a, par ailleurs, déplacé ce concept « pour l'inclure dans un champ sémantique plus large incluant les mots d'immigrant, d'expatrié, de réfugié (...) de communauté ethnique englobée progressivement dans la notion de communauté transnationale »<sup>91</sup>, et ce non sans susciter nombre de débats dans la littérature<sup>92</sup>. Or s'il est vrai, comme le soulignait Bruneau, que tous les phénomènes diasporiques sont le résultat d'une migration, volontaire ou non, toutes les minorités ethniques ou les groupes d'immigrés ne peuvent pas être identifiés à cette notion<sup>93</sup>. Les communautés qui forment des diasporas se constituent en réseaux actifs, traversant le temps et se perpétuant à travers les générations, et sont caractérisées par une identité

forte, une forme active d'organisation et des contacts accrus sous diverses formes avec le territoire d'origine<sup>94</sup>.

Si leur apparition ne peut donc pas se réduire à la seule diffusion des technologies numériques, ces dernières toutefois peuvent jouer un rôle « d'incitateur » du phénomène. Elles peuvent contribuer à la cristallisation de l'identité ethnique et à l'unification des populations en dispersion, tout en déterritorialisant leurs pratiques et en soutenant leur organisation<sup>95</sup>. Internet et les autres moyens de communication sont également en mesure de réduire la distance sociale, économique et politique avec la terre d'émigration, en supportant les diasporas dans les projets, par exemple, de développement économique du pays d'origine ou de reconstruction à la suite d'un conflit. À ce sujet, plusieurs gouvernements mettent en place des programmes visant à encourager les investissements de leurs expatriés, de même que le transfert de connaissances et de technologies entre pays d'origine et de destination<sup>96</sup>. Sur le plan politique, enfin, les diasporas peuvent s'appuyer sur les outils numériques afin de jouer un rôle actif dans les conflits, par exemple en soutenant la cause de leur peuple à distance et en organisant la diffusion d'informations.

La rencontre entre migrations et nouvelles technologies a donc produit des mutations significatives dans l'expérience migratoire. Les migrants sont influencés par les effets des TIC au niveau de l'identité et des rapports avec la terre d'origine et, à leur tour, ces derniers sont en mesure de façonner l'environnement mondial du numérique. Néanmoins, ces nouveaux visages du

<sup>89</sup> *Idem*.

<sup>90</sup> Hassane S., Berthomière W., « Les cyber-diasporas à l'heure de la mondialisation », en Jaffrelot C., Lequesne C. (sous la dir.), *L'enjeu mondial. Les migrations*, SciencePo. Les Presses, Paris, 2009, p. 227 ; Battistella D. et *al.*, *op. cit.*, p. 120.

<sup>91</sup> Hassane S., Berthomière W., *op. cit.*, p. 228.

<sup>92</sup> Pour une synthèse des approches et des critiques concernant les phénomènes de cyber-diaspora, Mattelart T. (a), *op. cit.*

<sup>93</sup> Bruneau M., « Espaces et territoires de diasporas », in *Espaces géographiques*, Vol. 23, n. 23-1, 1994, pp. 5-18.

<sup>94</sup> *Ibidem* ; Battistella D. et *al.*, *op. cit.*, p. 120.

<sup>95</sup> Nedelcu M., « Les technologies d'information et de communication : support de l'émergence d'une diaspora roumaine ? », in *Balkanologie*, Vol. VII, n. 1, 2003, p. 61.

<sup>96</sup> OIM, *op. cit.*, pp. 6-7.

champ migratoire n'ont pas manqué de soulever toute une série d'interrogations.

#### 4.2 Les pratiques numériques : une limite à l'intégration ?

Les immigrés « connectés » sont, en effet, les témoins d'une tension entre les attentes d'intégration des Etats d'accueil et la tentative de repli vers leur territoire d'origine<sup>97</sup>.

Tout d'abord, le maintien par le migrant de liens étroits avec son propre pays peut potentiellement empêcher l'apprentissage non seulement de la langue de la société d'accueil, mais également de la culture, des normes et des valeurs de cette dernière. Certains auteurs soulignent, à ce propos, que les outils numériques « aident à construire un tissu des connexions rassemblant (les membres) de telle ou telle diaspora ethnique », mais rendent leur « intégration culturelle au sein des populations nationales plus difficile »<sup>98</sup>.

De plus, cette « coprésence », cette aptitude à être présent « ici et là-bas » peut également produire chez certains sujets (perdus entre différentes repères) le sentiment d'être nul part : « ni ici, ni là-bas ». Dans cette perspective, l'analyse de Sayad sur la « double absence » ne semble donc pas perdre entièrement son actualité.

Mattelart préconise, en outre, de ne pas « ériger la figure du "migrant connecté" [...] en condition ontologique » puisque, en négligeant les expériences des migrants « non-connectés », le risque est « de donner une image des plus tronquées des réalités de la migration »<sup>99</sup>.

Ces différents aspects peuvent donc favoriser des phénomènes de « ghettoïsation » car ils sont en mesure d'alimenter des processus de ségrégation -

spatiale, économique et sociale - déjà en cours<sup>100</sup>. La question de l'intégration, bien évidemment, ne se réduit pas à celle de l'utilisation des outils numériques, puisque d'autres facteurs interviennent dans l'expérience de l'immigré et façonnent son parcours d'inclusion ou d'exclusion sociale. Néanmoins, nombre d'auteurs relèvent certains aspects potentiellement problématiques liés à la mondialisation et à la diffusion du numérique, avec une abolition des distances géographiques qui aurait pour conséquence d'exacerber les distances culturelles dans le nouveau pays de résidence<sup>101</sup>.

D'autres points critiques sont également soulignés à l'encontre des travaux portant sur les diasporas virtuelles. Tout d'abord, ces approches semblent oublier que les migrants disposaient, bien avant Internet, d'outils leur permettant de rester en contact avec les territoires quittés, qu'il s'agisse du téléphone, de la radio ou du télégraphe<sup>102</sup>. De plus, nombre de recherches surestiment l'homogénéité interne de ces communautés et négligent la diversité des usages qui caractérise les pratiques numériques de ces groupes sociaux<sup>103</sup>. À cet égard, certaines études portant sur l'e-diaspora montrent que la « diasporisation » accélérée par les outils numériques dépend d'un certain nombre de facteurs, notamment de la classe et du capital social du groupe analysé, l'accès aux technologies étant encore un élément d'exclusion<sup>104</sup>. Leur formation, en outre, ne peut s'expliquer seulement en raison d'une utilisation accrue des nouvelles technologies, car alors potentiellement tout groupe immigré ayant des liens numériques avec le pays d'origine pourrait être éligible au statut de diaspora.

<sup>97</sup> Nedelcu M., *op. cit.*, 2010, p. 36.

<sup>98</sup> Karim K. H., "Nation and diaspora: rethinking multiculturalism in a transnational context", in *International Journal of Media and Cultural Politics*, Vol. 2, n. 3, 2006, p. 270, cité par Mattelart T., *op. cit.*, 2009, p. 28.

<sup>99</sup> Mattelart T., *op. cit.*, 2009, p. 50.

<sup>100</sup> Codagnone et Kluzer, *op. cit.*, p. 18.

<sup>101</sup> Wolton, D., *Il faut sauver la communication*, Flammarion, Paris, 2005, p. 130.

<sup>102</sup> Mattelart T., *op. cit.*, 2009, p. 18.

<sup>103</sup> *Ibidem*, p. 29.

<sup>104</sup> Nedelcu M., *op. cit.*, 2003, p. 62.

Les sociétés d'accueil se voient donc confrontées à un large éventail de pratiques et d'appartenances transnationales en mesure, parfois, d'empêcher les efforts d'intégration. Cela peut soulever des inquiétudes dans les pays d'accueil, ainsi qu'alimenter une réponse politique fondée sur la valorisation de l'identité nationale, sur le renforcement des instruments de contrôle des migrations et sur la diffusion d'un sentiment de méfiance vis à vis des étrangers. Les discours « peuvent aller jusqu'à exprimer la crainte que les effets des allégeances transnationales soient une menace pour l'assimilation et l'intégration des immigrants, et par conséquent pour la stabilité économique et politique et culturelle »<sup>105</sup> du pays d'accueil.

## 5. Conclusion.

Les nouvelles technologies et les flux migratoires se sont imposés comme l'un des principaux laboratoires à partir desquels sont analysées les transformations sociales, politiques et culturelles que produisent les logiques de mondialisation.

En proposant de revisiter le lien entre migrations et nouvelles technologies, on peut montrer, d'une part, que les approches théoriques développées sur le sujet ne peuvent être dissociées du débat plus général portant sur les effets sociétaux des nouveaux médias ; et de l'autre, que les processus transnationaux et ceux relevant du numérique ne peuvent être appréhendés sans tenir en compte de leur rapport dialectique. Les migrations sont alors intéressées par les deux facettes du rapport qui lie le développement technologique à la société : il faut associer au progrès dans les différents secteurs de la vie, le détournement de ces outils et ses conséquences négatives, voire inattendues. Cela fait écho à la première loi de Kranzberg qui, à ce

propos, avait noté que « *la technologie n'est ni bonne ni mauvaise. Elle n'est pas neutre non plus* »<sup>106</sup>.

Sous cet angle, il importe aussi de rappeler que les savoirs sur le sujet sont encore relativement récents et les résultats des études réalisées font encore l'objet de nombreux débats, tant au niveau théorique que méthodologique. De plus, si les processus de transnationalisation et d'e-diaspora sont animés depuis plusieurs années par un riche travail empirique et épistémologique, l'évaluation des politiques d'intégration numériques pour les immigrants demeure encore un terrain d'investigation peu exploré. En effet, et en dépit des discours et des initiatives publiques, il n'est pas encore établi que les migrants et minorités ethniques puissent être en mesure de bénéficier de ces nouveaux outils au même niveau et de la même manière que les autres résidents.

Autrement dit, le champ de recherche des flux migratoires et des TIC comporte des enjeux multiples qui méritent encore d'être attentivement analysés.

---

<sup>105</sup> Portes A., "Conclusion: Towards a new world – the origins and effects of transnational activities", in *Ethnic and Racial Studies*, 22 (2), 1999, pp. 463-477, cité par Nedelcu M., *op. cit.*, 2010, p. 37.

---

<sup>106</sup> Notre traduction, Kranzberg M., "The information age: evolution or revolution?", in Bruce R. Guile (sous la dir.), *Information technologies and social transformation*, National Academy of Engineering, Washington, 1985, p. 50.



<b>« La France en bref »<sup>1</sup></b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Immigrés (2009) : 8,4% de la population (étrangers 5,9%).</li> <li>• Equipement des ménages en multimédia (2010) : téléphone portable (84,5%), micro-ordinateur (69,7%), connexion Internet (64,6%)</li> </ul>
<b>« Enquête sur les TIC auprès de ménages 2007 à 2013 »<sup>2</sup></b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• En 2012, trois personnes sur quatre résidant en France métropolitaine ont utilisé Internet au cours des trois derniers mois, contre seulement 56 % en 2007.</li> <li>• Le développement accéléré de l'internet mobile accompagne ces évolutions : en 2012, 40 % des personnes résidant en France ont déjà surfé sur Internet en dehors de chez elles, via un ordinateur portable, un téléphone portable ou un appareil de poche, alors qu'elles ne représentaient que 10 % cinq ans auparavant.</li> </ul>

**Tableau 1 : Source INSEE.**

<b>Accès aux médias numériques selon le groupe ethnique au Royaume-Uni (2007)<sup>3</sup></b>					
	Tous les adultes UK	Indiens	Pakistanaï	Noirs de Caraïbes	Noirs Africains
Utilisation téléphone portable	85 %	90 %	91 %	88 %	95 %
Utilisation Internet	62 %	75 %	72 %	64 %	69 %

**Tableau 2 : Source Sondage Ofcom (2008), cité par Codagnone C., Kluzer S., *ICT for the Social and Economic Integration of Migrants into Europe*.**

<b>Utilisateurs d'Internet en Espagne (2004-2008)</b>					
	2004	2005	2006	2007	2008
Espagnols	40,6%	44,3 %	47,9 %	52 %	56,7 %
Etrangers	34,5 %	46,5 %	46,7 %	52,1 %	56,8 %

**Tableau 3 : Source Institut National de Statistique (INE) espagnol, cité par par Codagnone C., Kluzer S., *ICT for the Social and Economic Integration of Migrants into Europe*.**

<sup>1</sup> INSEE, *La France en bref. France in figures, éditions 2013*, Paris, éditions INSEE, 2013, pp. 1-30, disponible à l'adresse suivante : [www.insee.fr](http://www.insee.fr).

<sup>2</sup> INSEE, « L'internet de plus en plus prisé, l'internaute de plus en plus mobile », en *Insee Première*, n. 1452, juin 2013, disponible à l'adresse suivante : [www.insee.fr](http://www.insee.fr).

<sup>3</sup> Quatre sondages concernant l'utilisation des TIC par les immigrés (DfES 2003a; DfES 2003b; Ofcom 2007, 2008) ont été conduits au Royaume-Uni à la date de réalisation de l'étude coordonnée par Codagnone et Kluzer (2011). Tous les quatre montrent que l'utilisation des téléphones portables et d'Internet présente des taux similaires entre « non-migrant » et « immigrés », Codagnone C., Kluzer S., *op. cit.*, p. 23.

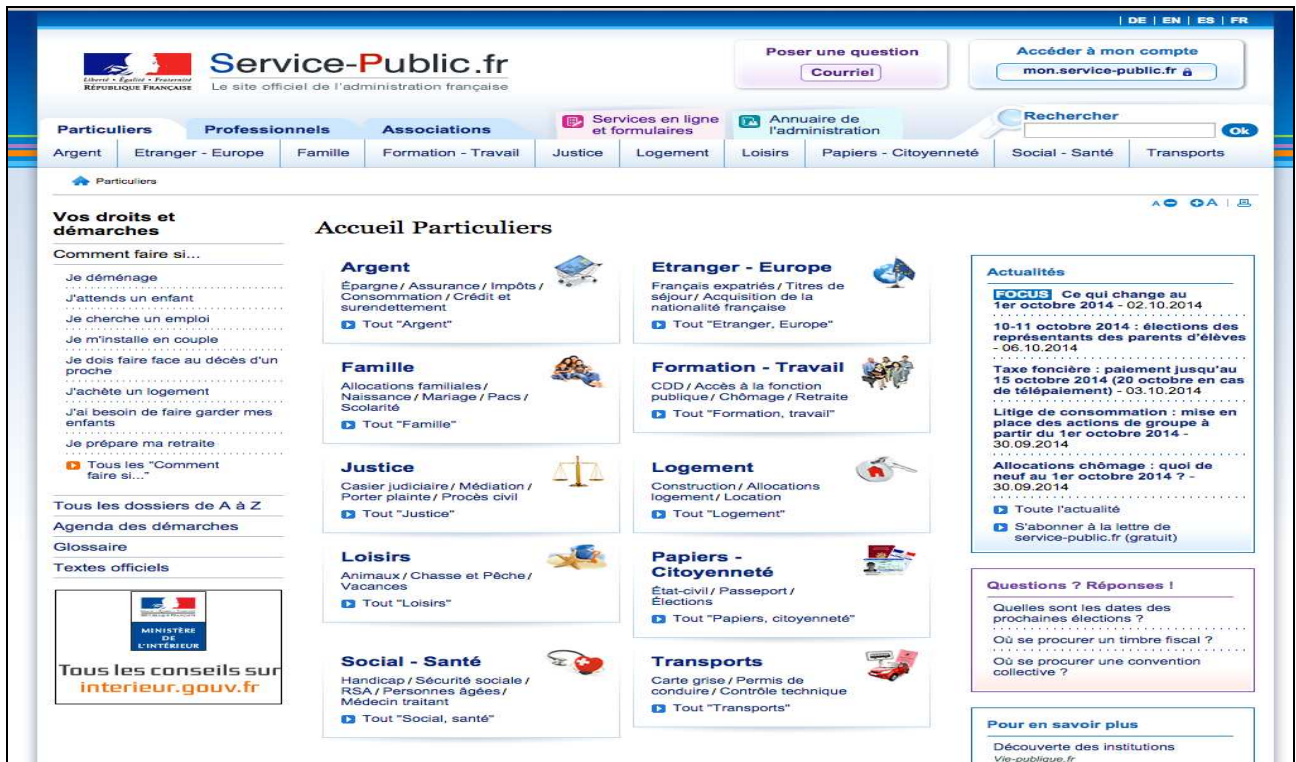


Figure 1 : Portail du service public français, [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr)

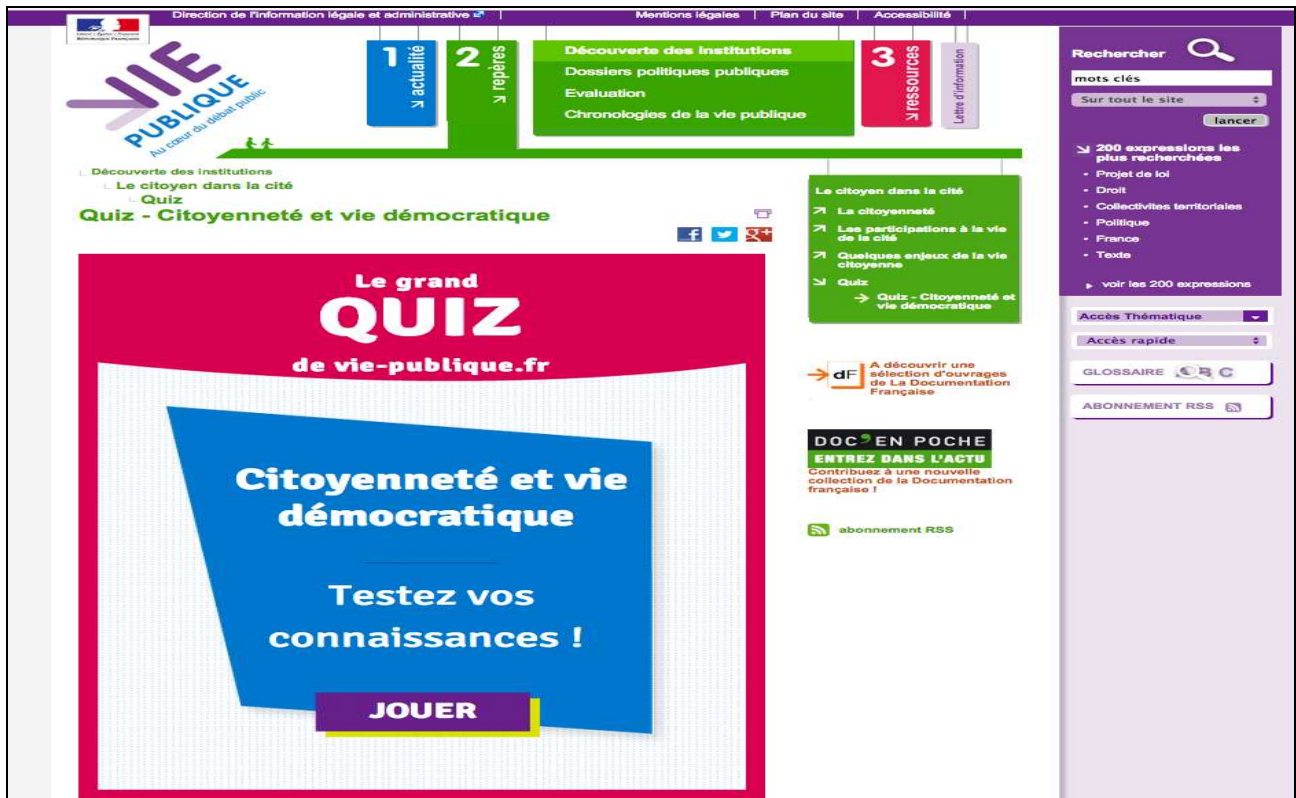


Figure 2 : « *Citoyenneté et vie démocratique* » disponible à l'adresse suivante : [www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/citoyen/quizz/citoyennete-vie-democratique/](http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/citoyen/quizz/citoyennete-vie-democratique/)

## Bibliographie.

- Appadurai A., *Modernity at large. Cultural dimensions of globalization*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1996.
- Appadurai A., *Modernity at large. Cultural dimensions of globalization*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1996.
- Balloni A., Bisi R., Sette R., *Manuale di criminologia (II). Criminalità, controllo, sicurezza*, Clueb, Bologna, 2013.
- Battistella et al., *Dictionnaire des relations internationales*, Dalloz, Paris, 2012.
- Bauman Z., *Liquid Modernity*, Polity Press, London, 2000.
- Beauchamps M., « Internet : vers une fragmentation de la ville ? », in *Communication et organisation*, n. 32, 2007, pp. 94-105.
- Beck U., “The cosmopolitan society and its enemies”, in *Theory, Culture and Society*, 19 (1-2), 2002, pp. 17-44.
- Beck U., Lau C., “Second modernity as a research agenda: theoretical and empirical explorations in the ‘meta-change’ modernity”, in *British journal of Sociology*, n. 56 (4), 2005, pp. 525-557.
- Benton M., *Smart inclusive cities. How new apps, big data, and collaborative technologies are transforming immigrant integration*, Migration Policy Institute, Washington DC, 2014.
- Bisi R., « Migrations et société globalisée », numéro spécial: “Immigration et sécurité”, in *Cahiers de la Sécurité*, n. 17-18, juillet-décembre 2011, pp. 32-42.
- Bocognani P., “Revisiting the ‘transnational’ in migration studies: a sociological understanding”, in *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 28, n. 1, 2012, pp. 33-50.
- Bourdieu P., « Préface », in Sayad A., *La double absence. Des illusions de l’émigré aux souffrances de l’immigré*, Seuil, Paris, 1999, pp. 9-14.
- Bruneau M., « Espaces et territoires de diasporas », in *L’Espace géographique*, Vol. 23, n. 23-1, 1994, pp. 5-18.
- Calenda D., “National scenario (Italy)”, rapport pour le *Project Bridge-IT, Thematic Network ICT for social integration and cultural diversity, European Union*, 2011, disponible à l’adresse suivante : <http://www.stranieriinitalia.it/briguglio/immigrazione-e-asilo/2011/giugno/rapp-ict-immigr-italia.pdf>.
- Castells M., *Galassia Internet*, Feltrinelli, Milano, 2000.
- Castells M., *La nascita della società in rete*, Egea, Milano, 2008 (1<sup>ère</sup> édition originale 1996).
- Codagnone C., Kluzer S., *ICT for the Social and Economic Integration of Migrants into Europe*, European Commission Joint Research Centre, Luxembourg, Publications Office of the European Union, 2011, disponible à l’adresse suivante : <http://ipts.jrc.ec.europa.eu/publications/index.cfm>.
- Diminescu D., « Les migrations à l’âge des nouvelles technologies », in *Hommes et migrations*, n. 1240, 2002, pp. 6-9.
- Diminescu D., « Le migrant connecté : pour un manifeste épistémologique », in *Migrations Société*, 17 (102), 2005, pp. 275-292.
- Diminescu D., « Présentation », in *Réseaux*, « Les migrants connectés. T.I.C., mobilités et migrations », n. 159, 2010 (1), pp. 9-13.
- Diminescu D. et al., *ICT for Integration, Social Inclusion and Economic Participation of Immigrants and Ethnic Minorities: Case Studies from France*, European Commission Joint Research Centre, Luxembourg, Publications Office of the European Union, 2009, disponible à l’adresse suivante : <http://ipts.jrc.ec.europa.eu/publications/index.cfm>.
- Fassin D. (sous la dir.), *Les nouvelles frontières de la société française*, La Découverte, Paris, 2012.
- Glick Schiller N., Basch L., Blanc-Szanton C., “Towards a transnationalization of migration: race, class, ethnicity and nationalism reconsidered”, in *The Annals of the New York Academy of Science*, n. 645, New York, New York Academy of Science, 1992.
- Glick Schiller N., Basch L., Blanc-Szanton C., “From immigrant to transmigrant”, in *Anthropological Quarterly*, Vol. 68, n. 1, 1994, pp. 48-63.
- Grillo R., “Transmigration and Cultural Diversity in the Construction of Europe”, communication présentée lors du colloque “Cultural Diversity and the Construction of Europe”, Barcelone, disponible à l’adresse [www.europadiversa.org/eng/pdf/ponencia\\_grillo\\_eng.doc](http://www.europadiversa.org/eng/pdf/ponencia_grillo_eng.doc)
- Hannam K., Sheller M., Urry J., “Editorial : mobilities, immobilities and mooring”, in *Mobilities*, n.1 (1), 2006, pp. 1-22.
- Hassane S., Berthomière W., « Les cyberdiasporas à l’heure de la mondialisation », in Jaffrelot C., Lequesne C. (sous la dir.), *L’enjeu mondial. Les migrations*, SciencePo. Les Presses, Paris, 2009, pp. 227-234.
- Haut Conseil à l’Intégration (HCI), *La connaissance de l’immigration et de l’intégration*, Paris, La Documentation française, 1992.
- Haut Conseil à l’Intégration (HCI), *Liens culturels et intégration. Rapport au Premier ministre*, Paris, La Documentation française, 1995.
- Held D. et al., *Global Transformations. Politics, Economics, and Culture*, Stanford University Press, Stanford, 1999.
- Hiller H. H., Franz T. M., “New ties, old ties and lost ties: the use of the internet in

diaspora», in *New Media and Society*, vol. 6, n. 6, 2004, pp.731-752.

- INSEE, « L'internet de plus en plus prisé, l'internaute de plus en plus mobile », in *Insee Première*, n. 1452, juin 2013, disponible à l'adresse suivante : [www.insee.fr](http://www.insee.fr).
- INSEE, *La France en bref. France in figures, éditions 2013*, Paris, éditions INSEE, 2013, disponible à l'adresse suivante : [www.insee.fr](http://www.insee.fr).
- Jauréguiberry F., Proulx S., *Usages et enjeux des technologies de la communication*, Éditions Erès, Toulouse, 2011.
- Karim K. H., "Nation and diaspora: rethinking multiculturalism in a transnational context", in *International Journal of Media and Cultural Politics*, Vol. 2, n. 3, 2006, pp. 267-282.
- Keohane R., Nye J., "Transnational Relations and World Politics", in *International Organization*, 1971, Vol. 25, n. 3, 1971, pp. 329-349.
- Kranzberg M., "The information age: evolution or revolution?", in Bruce R. Guile (sous la dir.), *Information technologies and social transformation*, National Academy of Engineering, Washington, 1985.
- Laacher S. (sous la dir), *Dictionnaire de l'immigration en France*, Larousse, Paris, 2012.
- Macilotti G., "La criminalità informatica e telematica fra antichi dilemmi e nuove sfide", in Balloni A., Bisi R., Sette R., *Manuale di criminologia (II). Criminalità, controllo, sicurezza*, Clueb, Bologna, 2013, pp. 209-227.
- Mattelart T. , « Les diasporas à l'heure des technologies de l'information et de la communication : petit état des savoirs », in *Tic & Société*, Vol. 3, n. 1-2, 2009, pp. 11-56.
- Mattelart T. (sous la dir.), *Médias et migrations dans l'espace euro-méditerranéen*, Paris, Editions Mare & Martin, 2014.
- Mazzella S., *Sociologie des migrations*, PUF, Paris, 2014.
- Musso P., « Le Web : nouveau territoire et vieux concepts », in *Annales des Mines - Réalités industrielles*, n. 4 Novembre 2010, pp. 75-83.
- Nedelcu M., « Les technologies d'information et de communication : support de l'émergence d'une diaspora roumaine ? », in *Balkanologie*, Vol. VII, n. 1, 2003, pp. 43-63.
- Nedelcu M., « (Re)penser le transnationalisme et l'intégration à l'ère du numérique. Vers un tournant cosmopolitique dans l'étude des migrations internationales », in *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 26, n. 2, 2010, pp. 33-55.
- Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), « Migrations internationales, développement et société de l'information », papier

présenté lors du *Sommet mondial sur la société de l'information*, 14 février 2005, pp. 1 – 8, disponible à l'adresse suivante : <https://www.itu.int>.

- Portes A., « La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 129, septembre 1999, pp. 15-25.
- Portes A., "Conclusion: Towards a new world – the origins and effects of transnational activities", in *Ethnic and Racial Studies*, 22 (2), 1999, pp. 463-477.
- Rieffel R., *Révolution numérique, révolution culturelle ?*, Gallimard, Paris, 2014.
- Sargent C., Yatera S., Larchanché-Kim S., « Migrations et nouvelles technologies. Liens et contraintes sociales parmi les migrants du bassin du fleuve Sénégal à Paris », in *Hommes et migrations*, n. 1256, 2005, pp. 131-140.
- Sayad A., *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Seuil, Paris, 1999.
- Sayad A., *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité. 1. L'illusion du provisoire*, Éditions Raisons d'agir, Paris, 2006.
- Tandé A., « Du refus à la requalification. L'ambivalente reconnaissance de la discrimination comme problème public », in Fassin D. (sous la dir.), *Les nouvelles frontières de la société française*, La Découverte, Paris, 2012, pp. 245-266.
- Tarrus A., Missaoui L., « Entre sédentarité et nomadisme le savoir-communiquer des migrants », in *Réseaux*, n° 65, 1994, pp. 59-70.
- Turkle S., *La vita sullo schermo. Nuove identità e relazioni sociali nell'epoca di Internet*, Apogeo, Milano, 2005.
- United Nations, *United Nations e-government survey 2014. E-Government for the future we want*, UN E-Government Development, 2014, disponible à l'adresse suivante : [www.unpan.org/e-government](http://www.unpan.org/e-government).
- Wieviorka M., *L'impératif numérique*, CNRS Éditions, Paris, 2014.
- Wihtol de Wenden C., « L'intégration en France à la lumière de deux rapports récents du Haut Conseil à l'intégration », in *Hommes et migrations*, n.1294, 2011, pp. 18-23.
- Wolton, D., *Il faut sauver la communication*, Flammarion, Paris, 2005.

#### Sitographie.

- <http://data.toulouse-metropole.fr>
- <http://ec.europa.eu/eurostat>
- [www.caf.fr](http://www.caf.fr)
- [www.campusfrance.org](http://www.campusfrance.org)
- [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr)



- [www.insee.fr](http://www.insee.fr)
- [www.internetworldstats.com](http://www.internetworldstats.com)
- [www.istat.it](http://www.istat.it)
- [www.pewinternet.org](http://www.pewinternet.org)
- [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr)

- [www.toulouse.fr/web/la-mairie/toulouse-ville-numerique](http://www.toulouse.fr/web/la-mairie/toulouse-ville-numerique)
- [www.vie-publique.fr](http://www.vie-publique.fr)

## Focus giurisprudenziale

A cura di *Lorenzo Maria Corvucci*\*

### **Trasformazione della fattispecie di lieve entità di cui all'art. 73, comma 5, d.P.R. 309/1990: da circostanza attenuante a reato autonomo, a seguito della sentenza della Corte costituzionale n. 32 del 2014**

La giurisprudenza maggioritaria (Così Cass. Pen. Sez. VI sent. n. 14288 del 8 gennaio 2014; Cass. Pen. Sez. VI sent. n. 5143 del 16 gennaio 2014; Così la Cass. Pen. Sez. III, sent. n. 11110. del 25 febbraio 2014; Così la Cass. Pen. Sez. IV, sent. n. 10514. del 28 febbraio 2014; Cass. Pen. Sez. IV, sent. n. 20225. del 24 aprile 2014) è concorde nell'affermare che la fattispecie prevista dall'art. 73, comma quinto, del d.P.R. n. 309 del 1990, a seguito delle modifiche ex art. 2 del D.L. n. 146 del 2013 (conv. in legge n. 10 del 2014), non costituisce più una circostanza attenuante, rappresentante l'ipotesi lieve di condotta illecita in tema di sostanze stupefacenti, ma una vera e propria ipotesi autonoma di reato. Pertanto, la disposizione non è stata implicitamente eliminata a seguito della sentenza della Corte costituzionale n. 32 del 2014, la quale ha dichiarato costituzionalmente illegittimi gli artt. 4<sup>bis</sup> e 4<sup>ter</sup> del D.L. n. 272 del 2005 (convertito poi in legge n. 49 del 2006). Tale sentenza determina invece una distinzione del trattamento sanzionatorio, che deve essere adesso improntato a seconda che la condotta incriminata riguardi le c.d. "droghe pesanti" o le "droghe leggere", tale da non risultare in contrasto con l'art. 3 Cost.

Altre pronunce della Corte di legittimità hanno precisato che la trasformazione della fattispecie prevista dall'art. 73, 5°c., D.P.R. 9 ottobre 1990, n. 309, da circostanza attenuante ad ipotesi autonoma

di reato, non comporta alcuna modifica dei caratteri costitutivi del fatto di lieve entità, il quale quindi continua ad essere configurabile nelle ipotesi di offensività penale minima della condotta perpetrata. L'offensività può essere rilevata sia in base al dato qualitativo e quantitativo della sostanza stupefacente, sia dagli altri parametri richiamati dalla norma, ovvero mezzi, modalità di esecuzione, circostanze dell'azione. Di talchè, se uno degli indici previsti dalla legge risulti negativamente assorbente, ogni altra considerazione resterà priva di incidenza sul giudizio (Cass. Pen. Sez. VI, sent. n. 9892 del 28 gennaio 2014; Cass. Pen. Sez. IV, sent. n. 15020 del 29 gennaio 2014).

#### **1. Sulla individuazione del termine di prescrizione del reato.**

A seguito della riformulazione della "ipotesi lieve" di condotta illecita in tema di sostanze stupefacenti si ha quindi il superamento della pregressa configurazione circostanziale. Tale diversa impostazione normativa prevede adesso la concessione di un termine di prescrizione generalmente più favorevole per l'imputato. Pertanto, i reati previsti dal d.P.R. 9 ottobre 1990, n. 309 e commessi prima dell'entrata in vigore della Legge 5 dicembre 2005, n. 251, o per i quali entro tale data risulta emessa la sentenza di condanna in primo grado, si prescrivono nel termine ordinario di

\* Avvocato, Foro di Bologna.

sei anni ed in quello massimo di anni sette e mesi sei, in caso di atti interruttivi. Il termine di prescrizione, in base alla regola stabilita dall'art. 157, c.1 c. p., dovrà infatti ora computarsi sulla base della pena edittale stabilita per la nuova fattispecie autonoma di reato. La Cassazione ha altresì spiegato che comunque il nuovo termine è applicabile retroattivamente, ove più favorevole al reo (Cass. Pen. Sez. VI, sent. n. 14288 del 8 gennaio 2014; Cass. Pen. Sez. III, sent. n. 23904 del 13 marzo 2014; Cass. Pen. Sez. VI, sent. n. 14994 del 26 marzo 2014; Cass. Pen. Sez. IV, sent. n. 22277 del 15 aprile 2014; Cass. Pen. Sez. IV, sent. n. 27624 del 29 maggio 2014).

## **2. Sulla individuazione della norma più favorevole.**

Con la modifica in tena di stupefacenti, il regime sanzionatorio si rileva complessivamente più favorevole per il reo sia per le “droghe pesanti” sia per le “droghe leggere”, non consentendo un giudizio di bilanciamento con le circostanze aggravanti per il reato di detenzione illecita di sostanza stupefacente. Non è consentito il bilanciamento con la ritenuta recidiva, ad esempio, e la Corte si ritroverà ad annullare la sentenza impugnata, potendo rilevare d'ufficio la modifica apportata dalla novella legislativa ( Cass. Pen. Sez. VI, sent. n. 6142 del 24 gennaio 2014; Cass. Pen. Sez. IV, sent. n. 11525 del 11 febbraio 2014; Cass. Pen. Sez. IV, sent. n. 27619 del 28 maggio 2014; Cass. Pen. Sez. III, sent. n. 27955 del 12 giugno 2014).

Spetta comunque al giudice di merito, ai sensi dell'art. 2 c.p., il compito di individuare in concreto, comparando le diverse discipline sostanziali succedutesi nel tempo, la disposizione più favorevole all'imputato tra le diverse discipline sostanziali oggetto della prognosi, così da

determinare l'idoneo trattamento sanzionatorio da irrogare al reo (Cass. Pen. Sez. III, sent. n. 23904 del 13 marzo 2014; Cass. Pen. Sez. IV, sent. n. 15048 del 14 marzo 2014; Cass. Pen. Sez. III, sent. n. 27952 del 12 giugno 2014).

Saranno pertanto oggetto di valutazione, ai fini della individuazione della norma più favorevole, non solo le modificazioni che riguardano la pena, ma anche l'incidenza della novella sul termine di prescrizione del reato, qualora quest'ultimo, in seguito all'applicazione della disciplina sopravvenuta, risulti già maturato (Cass. Pen. Sez. VI, sent. n. 14288 del 8 gennaio 2014).

## **3. Sulla rilevabilità d'ufficio della nullità sopravvenuta della sentenza impugnata determinata dalla dichiarazione di illegittimità costituzionale.**

Sono divergenti le posizioni ermeneutiche dedotte dalla Corte di legittimità sulla rilevabilità d'ufficio della nullità sopravvenuta della sentenza impugnata determinata dalla dichiarazione di illegittimità costituzionale con la sentenza della Corte costituzionale n.32 del 2014, la quale ha determinato la c.d. “reviviscenza” anche per le droghe leggere dell'originario trattamento sanzionatorio di cui al d.P.R. 309/1990, più favorevole in considerazione dei relativi limiti edittali.

Una prima impostazione interpretativa (Cass. Pen. Sez. VI, sent. n. 13878 del 5 marzo 2014; Cass. Pen. Sez. VI, sent. n. 12727 del 6 marzo 2014; Cass. Pen. Sez. IV, sent. n. 16245 del 12 marzo 2014; Cass. Pen. Sez. IV, sent. n. 25216 del 15 maggio 2014; Cass. Pen. Sez. IV, sent. n. 22293 del 15 maggio 2014) propende per la rivelabilità d'ufficio della nullità della sentenza impugnata nel punto relativo al trattamento sanzionatorio in conseguenza della pronuncia di illegittimità della Corte costituzionale, a prescindere dall'ammissibilità stessa del ricorso,

quindi anche in caso di manifesta infondatezza del medesimo, e anche in assenza di specifico motivo di doglianza che vada ad investire il Giudice di legittimità.

Una seconda linea assunta dalla giurisprudenza (Cass. Pen. Sez. IV, sent. n. 24606 del 12 marzo 2014; Cass. Pen. Sez. VI, sent. n. 15157 del 20 marzo 2014; Cass. Pen. Sez. VI, sent. n. 14995 del 26 marzo 2014; Cass. Pen. Sez. IV, sent. n. 24638 del 6 maggio 2014) esclude, nel caso di pubblicazione della declaratoria di illegittimità costituzionale intervenuta prima o successivamente dell'impugnazione per ricorso per cassazione, la rilevabilità d'ufficio della nullità della sentenza impugnata nella parte relativa alla determinazione della pena, prevedendo, nel caso in cui la declaratoria di incostituzionalità sia antecedente all'impugnazione, che il ricorrente vada ad investire il Giudice di legittimità circa il controllo sul punto della motivazione relativo alla stessa determinazione della pena, oppure consentendo al ricorrente, nel caso in cui la declaratoria di illegittimità costituzionale sia intervenuta dopo il ricorso per cassazione, di giovarsene, sempre se i motivi originari del ricorso abbiano però demandato alla Corte quel controllo sulla determinazione della pena.

Circa la rilevabilità d'ufficio della nullità sopravvenuta della sentenza impugnata determinata da una modifica normativa che abbia inciso in maniera rilevante sui limiti edittali minimi e massimi, la III Sezione della Corte di Cassazione con sent. n. 27066 emessa il 30 aprile 2014, sulla questione relativa all'applicazione del trattamento sanzionatorio più favorevole previsto per il fatto di lieve entità di cui all'art. 73, comma 5, d.P.R. 309/90, ha deciso nel senso che, in caso di inammissibilità del ricorso dovuta a manifesta infondatezza od a mancanza di specificità dei

motivi, non si consente l'applicazione dello "ius superveniens più favorevole".

Ad una diversa conclusione sono invece giunte due diverse pronunce degli ermellini (Cass. Pen. Sez. IV, sent. n. 27600 del 13 marzo 2014 e Sez. IV, sent. n. 28164 del 28 maggio 2014), le quali hanno sancito che nel giudizio di cassazione è invece ben rilevabile di ufficio, anche in caso di inammissibilità del ricorso, l'illegalità sopravvenuta della pena inflitta, qualora determinata da una modifica normativa incidente in maniera rilevante sui limiti sanzionatori edittali sia minimi che massimi, che si riveli più favorevole per l'imputato.

#### **4. Sulla annullabilità delle sentenze di condanna irroganti la pena relativa alla fattispecie dichiarata incostituzionale.**

Ai fini della rideterminazione della pena, deve essere annullata con rinvio la sentenza che sancisce la condanna per il reato di cui all'art.73, 5° c. del D.P.R. 309/1990 e che infligge una pena utilizzando quale riferimento il minimo edittale previsto dalla disciplina dichiarata costituzionalmente illegittima. Ciò poiché si deve imporre l'applicazione della disciplina più favorevole prevista dal testo originario della disposizione, ora ripristinata a seguito dell'annullamento per incostituzionalità con la sentenza della Corte costituzionale n. 32 del 2014. Qualora la pena base sia stata determinata nel provvedimento impugnato in termini concretamente e evidentemente distanti dai limiti edittali minimi, il rinvio consente infatti di procedere con una nuova valutazione del fatto, nel confronto con i nuovi limiti edittali; valutazione invece non consentita, a parere della Cassazione, in sede di legittimità (Cass. Pen. Sez. VI, sent. n. 14984 del 5 marzo 2014; Cass. Pen. Sez. VI, sent. n. 14293 del 20 marzo 2014; Cass. Pen. Sez. VI, sent. n. 14995 del 26 marzo 2014; Cass. Pen. Sez. IV, sent. n.



19267 del 2 aprile 2014; Cass. Pen. Sez. IV, sent. n.  
22282 del 6 maggio 2014; Cass. Pen. Sez. IV, sent.

n. 21064 del 14 maggio 2014; Cass. Pen. Sez. III,  
sent. n. 25176 del 21 maggio 2014).

In tema del fenomeno c.d. “ecomafia” la Cassazione si è espressa circa la sussistenza della possibilità del concorso tra il reato di associazione per delinquere e il reato previsto dall’art.260 del D. lgs 3 aprile 2006, n.152, che disciplina il traffico illecito di rifiuti, escludendo pertanto che tra le rispettive fattispecie sussista un rapporto di specialità. Il bene giuridico tutelato dalle due norme, secondo la posizione ermeneutica data con la sentenza num. 5773 del 17.01.2014 dalla III sez. penale della Corte di Cassazione, è diverso per le due fattispecie delittuose, trattandosi, in un caso, dell’ordine pubblico, nell’altro, dell’incolumità pubblica e della tutela dell’ambiente.

Ad ogni modo, ai fini del riconoscimento del concorso, è necessario il perfezionamento degli elementi costitutivi di entrambi i reati: non si ha quindi un’identità o sovrapposibilità di condotte tra le due fattispecie. L’art. 260 del D.lgs. n. 152 del 2006 richiede infatti un mero allestimento di mezzi e attività continuative organizzate nel compimento di più operazioni finalizzate alla gestione abusiva di rifiuti; l’art. 416 c.p. richiede invece *“un’attiva e stabile partecipazione a un sodalizio criminale per la realizzazione di un indeterminato programma criminoso”*, che presuppone pertanto la predisposizione di una organizzazione strutturale, sia pure minima, di uomini e di mezzi, che sia quindi funzionale alla realizzazione di una serie indistinta e indeterminata di delitti, e che richiede altresì la consapevolezza, da parte dei singoli associati, di far parte di un sodalizio durevole e di essere disponibili per il compimento di più azioni nel tempo per l’attuazione del programma criminoso comune prestabilito.

Viene quindi tracciato un distinguo rispetto alla

precedente impostazione interpretativa del delitto ex art. 260 del D. lgs 152/06, incentrata solo sul concetto di abitudine e non occasionalità delle condotte poste in essere tra più soggetti per conseguire un ingiusto profitto. Anche in quel caso si parlava di attività redditizia nell’illecita gestione di rifiuti, necessitante di un’organizzazione professionale di mezzi e capitali, seppur rudimentale, finalizzata alla gestione continuativa di cospicui quantitativi di rifiuti. Non era ancora emerso il dato distintivo delle condotte tra i due reati, ma si specificava che anche nelle attività organizzate per il traffico illecito di rifiuti è necessaria una pluralità di azioni della stessa specie, rappresentando l’elemento costitutivo del fatto, alla quale corrisponde un’unica violazione di legge. Tale interpretazione sanciva esclusivamente che, effettuata la prognosi circa la continuità delle azioni in continuità temporale, il reato ex art. 260 D. Lgs 152/06 può dirsi perfezionato (Cass. pen Sez. III n. 44449 del 4 novembre 2013).

#### **1. Responsabilità degli enti.**

A seguito dell’introduzione, avvenuta il 16 agosto 2011, dei reati ambientali tra le fattispecie delittuose disciplinate dal decreto legislativo 231/2001, si estende la responsabilità penale agli enti e alle imprese per i fatti commessi da persone fisiche o da società sottoposte o dipendenti, nonché in caso di delega a terzi soggetti per il trattamento dei rifiuti e le singole attività che ne discendono. Recentemente, la giurisprudenza di legittimità ha precisato i limiti relativi all’estendibilità della responsabilità penale in materia di reati ambientali per i fatti commessi dal soggetto operante per nome di un ente oppure

dipendente di una impresa.

Secondo l'impostazione resa in sentenza n. 1716 del 15 gennaio 2015 della III sezione penale della Corte di Cassazione, il reato di attività di gestione di rifiuti non autorizzata, contemplato dall'art. 256, 1 c., D. Lgs 152/2006 è configurabile in capo al soggetto apicale dell'impresa, anche avuto riguardo ai casi di omissione di vigilanza sulle attività dei soggetti dipendenti che hanno materialmente realizzato il fatto penalmente rilevante (impostazione che conferma la sentenza n. 45932 del 15 novembre 2013, Cass. pen. Sez. III). Con la medesima recentissima pronuncia, si stabilisce che il reato di illecita gestione di rifiuti può essere ascritto a chiunque sia coinvolto, a qualsiasi titolo, nel ciclo di gestione dei rifiuti, o anche dei soli beni da cui originano i rifiuti, ampliando così il dettato normativo anche nei confronti dei *“soggetti coinvolti nella produzione, nella distribuzione, nell'utilizzo e nel consumo di beni da cui originano i rifiuti”* affermando così il generale *“principio di responsabilizzazione e cooperazione”* tra tutti i soggetti attivi nella produzione di rifiuti.

Tale questione era già stata affrontata indirettamente con la sentenza n. 13025 del 20 marzo 2014 della III sezione penale della Corte: in quell'occasione è stata confermata la responsabilità anche del produttore iniziale dei rifiuti che aveva consegnato tali rifiuti ad un altro soggetto che ne aveva effettuato il trattamento, anche se solo parziale. La responsabilità penale, hanno stabilito gli ermellini, permane per l'intero ciclo di trattamento, pertanto essa sussiste anche nel caso in cui i rifiuti siano trasferiti per il trattamento preliminare ad uno dei soggetti consegnatari. Ciò significa che in capo al soggetto delegante, che cede i propri rifiuti a terzi soggetti al fine dello smaltimento o del recupero o del trattamento, incombe il dovere di accertare, innanzitutto se i soggetti delegati siano muniti o

meno delle autorizzazioni necessarie per l'espletamento del trattamento. In violazione di tale onere, il soggetto cedente i propri rifiuti risponderà del reato per illecita gestione di rifiuti, in concorso con tutti coloro che li hanno ricevuti e trattati in difetto della prescritta autorizzazione abilitativa, che costituisce titolo prescritto dalla norma indispensabile per accertare la liceità delle operazioni.

Sempre in relazione al requisito dei titoli abilitativi in tema di operazioni di raccolta e di trasporto di rifiuti speciali, il reato sussiste comunque anche in mancanza della qualità di imprenditore o in assenza di una organizzazione imprenditoriale. L'illecito è sempre da considerarsi quale reato non proprio, configurabile in capo a chiunque (Cass. Sez. III n. 42338 del 15 ottobre 2013).

La Cassazione ha recentissimamente affermato ( sentenza n. 5933 del 10 febbraio 2015 Cass. pen. Sez. III) che il disposto dell'art. 256 vada così interpretato e applicato: l'ipotesi contravvenzionale, di cui al primo comma, riguarda le condotte non assolutamente occasionali; quella disciplinata dal comma secondo rileva anche nei casi di episodicità della condotta, che può integrare tale fattispecie anche se posta in essere di fatto o in via secondaria o indiretta rispetto all'esercizio di una attività che abbia ad oggetto operazioni diverse che richiedano un titolo abilitativo. Quindi, il reato è sempre configurabile nei confronti di qualsiasi soggetto che abbandoni rifiuti nell'esercizio, anche di fatto, di una attività economica, a prescindere dalla natura dell'attività svolta o della qualifica formale della stessa.

In tema di sussistenza di posizione qualificata o riconosciuta all'interno dell'attività d'impresa è la stessa III Sez. penale della Cassazione (con la sentenza n. 52773 del 19 dicembre 2014) ad aver stabilito che in materia di illecita gestione rifiuti, ex

art. 256, 2 c., D. Lgs n.152 del 2006, per “titolare di impresa o responsabile di ente”, così come sancito dalla norma, deve intendersi *“qualsiasi soggetto che abbandoni rifiuti nell'ambito di una attività economica esercitata anche di fatto”*. Pertanto il reato può essere ascritto a chiunque operi all'interno di detta attività economica, indipendentemente da una qualificazione formale sua o dell'attività medesima. Infine, l'impostazione interpretativa data finora dalla Suprema Corte (v. sent. n. 46237 del 2013, Cass. Pen. III Sez.) ha chiarito che *“una volta che sia provata la sussistenza delle condizioni richieste per il rilascio della delega di funzioni in materia ambientale, la responsabilità penale del delegato non è in discussione (...) correttamente, quindi è stata ritenuta la rilevanza penale della delega di funzioni e, conseguentemente, la responsabilità dell'imputato, quale delegato all'ambiente per il reato di cui all'art. 256 D. Lvo n. 152/2006”*.

Infine, al fine di meglio delineare l'ambito applicativo del reato di gestione illecita di rifiuti da parte dell'impresa, la Cassazione si è espressa, con la sentenza n. 38676 del 23 settembre 2014, sulla nozione di luogo di produzione di rifiuti, rilevante ai fini della nozione di deposito temporaneo. Questo è da intendersi non solo quale luogo in cui i rifiuti sono materialmente prodotti, ma anche quello che viene a trovarsi nella generale disponibilità dell'impresa produttrice e nel quale gli stessi rifiuti sono depositati, sito che quindi sia funzionalmente o strategicamente ricollegabile al medesimo luogo di produzione.

## **2. Qualifica di rifiuto.**

Al fine della corretta applicazione della disciplina in materia di illecita gestione di rifiuti, occorre precisare anche quando e come un rifiuto possa perdere la sua qualifica. La Cassazione ha stabilito (sent. n. n. 16423 del 15 aprile 2014 Cass. pen. III Sez.) che affinché un rifiuto cessi di essere tale è

sempre necessario che esso venga sottoposto a delle operazioni di recupero. Anche a seguito delle modifiche introdotte con il D.lgs. 205/2010, il presupposto dell'espletamento di attività di recupero è necessario per la cessazione della qualifica di rifiuto.

Il grado di pericolosità di rifiuto prescinde invece dal riferimento alla sostanza in esso eventualmente contenuta. Il criterio stabilito dalla sentenza n.971 del 13 gennaio 2015 dalla Corte di legittimità stabilisce la regola generale secondo la quale nel caso in cui il rifiuto sia contrassegnato con un asterisco ed inserito nelle tabelle indicanti i rifiuti c.d. pericolosi, vige una presunzione assoluta di pericolosità; nel caso invece in cui i rifiuti contengano delle sostanze pericolose in essi, la pericolosità può essere stabilita solo previo accertamento circa il superamento dei limiti di percentuale stabiliti dalla disciplina in tema di reati ambientali.

## **3. Raccolta rifiuti.**

Con la sentenza n. 47501 del 29 novembre 2013, la Cassazione si è soffermata sull'aspetto psicologico del reato al fine di distinguere le diverse fattispecie dell'abbandono di rifiuti, dell'illecita gestione di rifiuti e della discarica abusiva. E' la volontà stessa dell'agente con riguardo alla finale destinazione dei rifiuti a integrare uno dei suddetti reati rispetto ad un altro. Così, per la realizzazione dell'illecito di abbandono, la volontà è diretta al disfacimento e al totale disinteresse nei confronti della cosa; per l'integrazione delle due rimanenti fattispecie, la volontà deve essere diretta alla conservazione dei materiali, al fine di poter effettuare sugli stessi una attività successiva di riutilizzo o di smaltimento.

Sul concetto stesso di raccolta, criterio necessario per effettuare un distinguo tra le ipotesi disciplinate dal D.lgs 152/2006, l'ultima pronuncia

giurisprudenziale sul tema (sentenza n. 3204 del 23 gennaio 2015, Cass. pen. III Sez.) ha definito la stessa quale *“una delle attività concernenti il ciclo di gestione dei rifiuti, consistente nell’operazione di prelievo, di cernita o di raggruppamento dei rifiuti per il loro trasporto, dovendosi ribadire quanto già affermato da questa Corte circa il fatto che la nozione normativa di raccolta dei rifiuti, secondo la definizione ora data dall’art. 183 lett. o) d.lgs. n. 152 del 2006 ampliata con l’espresso riferimento anche alla gestione dei centri di raccolta dei rifiuti, presenta natura complessa, comprensiva di ogni comportamento univoco ed idoneo a culminare nell’accorpamento e nel trasporto dei rifiuti stessi, risultando così estesa anche alla cernita ed alla preparazione dei materiali in vista del successivo prelevamento”*.

Sulla sola nozione di discarica è stato da ultimo stabilito (sent. n. 17289 del 18 aprile 2014 Cass. Pen. III sez.), in assorbimento della definizione offerta in ambito comunitario dalla Direttiva 1999/31/CE del 26 aprile 1999, che è discarica qualunque area adibita a smaltimento dei rifiuti mediante operazioni di deposito sul suolo o nel suolo (art. 2, lett. g, d.lgs. 13 gennaio 2003, n. 36). Tale definizione, a parere di quella Corte, non prevede più, ai fini della rilevanza penale o comunque quale elemento essenziale del reato, la predisposizione necessaria di uomini e mezzi per la realizzazione o la gestione della discarica stessa. Essa si limita a descrivere la destinazione dell’area a luogo di smaltimento dei rifiuti senza individuare l’effettivo degrado che ne può derivare. Addirittura il degrado effettivo potrebbe essere anche assente nel caso in cui la discarica venga realizzata e gestita secondo la migliore tecnica possibile.

#### **4. Trasporto illecito di rifiuti.**

L’art. 256, c.1, D.Lgs 152/2006, prevede l’ipotesi del reato di trasporto di rifiuti senza autorizzazione. Secondo il parere della Corte di Cassazione (v. sent.

n.15617 del 4.4.2013), tale fattispecie ha natura di reato istantaneo, poiché per il suo perfezionamento è necessaria la realizzazione della singola condotta tipica. Basta quindi tale momento per l’integrazione del reato, essendo sufficiente una sola operazione di trasporto. Il reato non è quindi classificabile quale reato abituale e quindi è superfluo l’accertamento circa la natura continuativa dell’attività di trasporto posta in essere.

Per quanto concerne l’aspetto psicologico del reato di trasporto di rifiuti senza autorizzazione, incombe sul trasportatore verificare la sussistenza dell’autorizzazione prescritta dalla norma in capo al titolare dell’impianto dove il rifiuto trasportato è eventualmente destinato. Tale onere rientra infatti tra quei dati verificabili dal trasportatore con la normale diligenza, pertanto l’inosservanza di tale basilare regola di condotta ha rilevanza penale, e può essere oggetto di riscontro da parte del giudice di merito con adeguata valutazione degli elementi in fatto offerti al suo esame (Cass.pen. III sez. sent. n. 16209 del 9.4.2013).

Un’ulteriore precisazione compiuta dalla Cassazione (con sent. n. 1987 del 8.10.2014) in tema di trasporto di rifiuti, ha sancito che, in ogni caso, l’esibizione, la predisposizione e, in generale, l’utilizzo di un certificato che rechi false informazioni circa la composizione chimico-fisica dei rifiuti trasportati, indipendentemente dall’effettiva loro natura pericolosa o non pericolosa, integra sempre il reato di falsità ideologica commessa dal privato in atto pubblico ex art. 483 c.p., anche a seguito della modifica dell’art. 258, comma 4 del D.lgs 152/2006 apportata dall’art.35 D. lgs. 205/2010.

Una recentissima pronuncia della Corte di legittimità (Cass. pen III sez. sent. n. 5935 del 10 febbraio 2015) si è espressa sul tema del sequestro delle cose pertinenti al reato in materia di trasporto

di rifiuti, con riferimento al veicolo stesso utilizzato per il trasporto illecito. In caso di sequestro che renda anche obbligatoria la confisca successiva, il terzo che intenda ottenere la restituzione delle cose sottoposte a sequestro, poiché proprietario o titolare di altro diritto reale sul mezzo di trasporto, dovrà provare non solo la regolare titolarità del diritto reale vantato, ma anche la estraneità a tutti gli effetti dal fatto - reato, oltre alla buona fede. Quest'ultima è provata solo se viene dimostrata l'assenza di eventuali condizioni che possano ascrivere al titolare del diritto un comportamento di negligenza dal quale sia ricollegabile la possibilità di avere usato il bene in modo illecito.

#### **5. Abbandono di rifiuti.**

L'art. 256 c. 2, D.Lgs. 152/2006 prevede, rispetto al precedente 1° comma, un distinta ipotesi di reato integrata dalla condotta di abbandono o deposito in modo incontrollato di rifiuti da parte di titolari di imprese e responsabili di enti. Si tratta, dunque, di reato proprio, laddove infatti implica che l'autore del fatto sia titolare di impresa mentre la condotta del primo comma può essere posta in essere da chiunque. La giurisprudenza, con riferimento al reato di abbandono di rifiuti, evidenzia che non sempre la posizione del proprietario o possessore dell'area può configurare ipotesi di reato in concorso laddove si è affermato che la semplice inerzia, conseguente all'abbandono da parte di terzi o la consapevolezza, da parte del proprietario del fondo, di tale condotta da altri posta in essere, non siano idonee a configurare il reato e ciò sul presupposto che una condotta omissiva può dare luogo a ipotesi di responsabilità solo nel caso in cui ricorrano gli estremi del secondo comma dell'art. 40 cod. pen., ovvero sussista l'obbligo giuridico di impedire l'evento (tra le altre Sez. 3, n. 40528 del 10/06/2014, Cantoni, Rv. 260754; Sez. 3, n. 32158

del 01/07/2002, Ponzio, Rv. 222420). La giurisprudenza di legittimità si è trovata dunque ad analizzare il ruolo dell'appaltatore con riferimento alle attività di gestione dei rifiuti, al fine di distinguere obblighi e responsabilità del committente, precisando che nessuna fonte legale individua tali soggetti come gravati da un obbligo di garanzia in relazione all'interesse tutelato ed il correlato obbligo giuridico di impedire l'evento, ossia che l'appaltatore commetta il reato di abusiva gestione dei rifiuti, salvo nei casi di concorso nella commissione del reato. Principi da ultimo riaffermati da Cass. Sez. 3, n. 12971/15 depositata il 26/03/2015: *“Si è così osservato come il committente non abbia alcun potere giuridico di impedire l'evento del reato di abusiva gestione dei rifiuti commesso dall'appaltatore, poiché ha diritto di controllare lo svolgimento dei lavori nel suo interesse ai sensi dell'art. 1662 cod. civ., ad esempio verificando la conformità dei materiali utilizzati a quelli pattuiti o l'esecuzione delle opere a regola d'arte, ma non gli è consentito di interferire sullo svolgimento dei lavori a tutela degli interessi ambientali, salvo nei casi in cui questi coincidano col suo interesse contrattuale. Ha la facoltà di controllare la qualità dei materiali utilizzati per il riempimento del terreno, ma non il potere (e non certamente l'obbligo) di chiedere all'appaltatore se è abilitato allo smaltimento dei rifiuti, e tanto meno, di impedire all'appaltatore non autorizzato di smaltire i rifiuti che lui utilizza per lo svolgimento dell'appalto. Conclusioni analoghe sono state tratte nel caso in cui il committente dei lavori sia anche proprietario dell'area su cui i lavori sono eseguiti, poiché come tale egli non ha alcun potere giuridico specifico verso l'appaltatore, posto che i rapporti specifici sono regolati soltanto dal contratto di appalto (così, Sez. 3, n. 40618 del 22/9/2004, Bassi, cit.). Alla luce di tali condivisibili principi può, dunque, osservarsi che l'appaltatore, in ragione della natura del rapporto contrattuale, che lo vincola al compimento di un'opera o alla prestazione di un servizio, con organizzazione dei mezzi necessari e con gestione a proprio*

*rischio è, di regola, il produttore del rifiuto; su di lui gravano, quindi, i relativi oneri, pur potendosi verificare casi in cui, per la particolarità dell'obbligazione assunta o per la condotta del committente, concretatasi in ingerenza o controllo diretto sull'attività dell'appaltatore, detti oneri si estendono anche a tale ultimo soggetto. La verifica delle singole posizioni costituisce, peraltro, un accertamento in fatto demandato al giudice del merito..”.*

## **6. Altre vicende.**

In materia di emissioni industriali, la condotta di colui il quale, pur in possesso della autorizzazione integrata ambientale (a.i.a.), violi le prescrizioni in essa contenute costituisce mero illecito amministrativo e risulta di fatto depenalizzata, sempre che attenga a violazioni diverse da quelle previste dai commi 3 e 4 dalla norma ex art. 29 *quattuordecies* del D.Lgs 152/2006.

Così ha stabilito la Cassazione penale, con sentenza num. 40532 del 11.06.2014, in seguito alle modifiche apportate dal D. Lgs 4.03.2014 n.46, che ha dato attuazione alla direttiva 2010/75/UE relativa alle emissioni industriali.

Recente giurisprudenza (Cass. pen. IV sez. sent. num.24619 del 27.05.2014) ha chiarito che, nei procedimenti penali che hanno ad oggetto i reati contro l'ambiente, non è solo il Ministro dell'Ambiente ad essere legittimato a costituirsi parte civile, spettando pienamente tale diritto altresì ai vari enti locali territoriali, qualora questi deducano di aver subito, per effetto della condotta illecita, un danno ulteriore e diverso da quello ambientale, che può anche avere natura non patrimoniale. Nel caso di specie, è stato riconosciuto anche il risarcimento ad un Comune e ad una Regione per il nocumento subito a titolo di danno all'immagine.

L'art. 279 del Codice dell'ambiente, che disciplina le modalità attraverso le quali i distributori degli impianti di distribuzione dei carburanti devono

essere gestiti, con la previsione di sistemi di recupero dei vapori di benzina che si producono durante le operazioni di rifornimento degli autoveicoli, quindi attraverso la previsione di requisiti di efficienza e di controllo periodico accompagnato da apposita documentazione, è stato oggetto di interpretazione da parte della Corte di legittimità, con la sentenza n. 8678 del 24.02.2014. Secondo gli ermellini, le condotte definite quali “inizio di installazione” e “esercizio” dalla succitata norma, qualora poste in essere e ascrivibili allo stesso soggetto, non costituiscono fatti separati e pluralità di violazioni, ma rappresentano momenti successivi di un'unica progressione criminosa, e conseguentemente la violazione e il reato devono considerarsi unici. Il reato, viene specificato, è consumato alternativamente, o attraverso il rilascio della autorizzazione, oppure con la cessazione dell'attività di esercizio dell'impianto. La prescrizione pertanto, non è correlata alla singola condotta, in quanto queste sono sempre valutate globalmente ed unicamente, in un'ottica di identità del disegno criminoso.

La giurisprudenza ha spesso rinvenuto nelle norme ex artt. 434 e 449 c.p. lo strumento per la repressione degli episodi di inquinamento più gravi e allarmanti sul piano sociale.

La riconducibilità alle norme del codice penale presuppone la realizzazione di un fatto che comporti non solo una lesione della tutela dell'ambiente, ma che determini una seria compromissione della sicurezza, della salute o di altri diritti che attengono alla nozione di pubblica incolumità.

Sul concetto di “disastro innominato”, la Cassazione ha stabilito (v. sent. n. 46189/11 del 13.12.2011, Cass. pen. II Sez., che richiama le precedenti sentt. n. 9418/08 del 29.02.2008, Cass.pen. III Sez., e n. 40330/06 del 7.12.2006,

Cass. pen. V Sez.) che l'imponente inquinamento di siti geografici, realizzata mediante l'accumulo sul territorio o lo sversamento in acqua di rifiuti pericolosi, è atta a configurare il "disastro innominato" allorché per la durata in termini temporali e per l'ampiezza in termini spaziali dell'attività di inquinamento, essa assuma connotati di eccezionale gravità, generando un concreto

pericolo per la salute di un numero indeterminato di persone. Pertanto non è necessario, secondo tale impostazione confermata anche da più parti in dottrina, che si verifichi un "macroevento", cioè un fatto tipico che di per sé si realizza e si manifesta in un arco di tempo ristretto e con il verificarsi di un evento di grande evidenza immediata (come ad es. il crollo, il naufragio, il deragliamento, etc.).